AMIS de FREINET
et de son mouvement
n° 41

Décembre 1984

FONDATEUR :
MARCEL GOUZIL (1912-1973)

ADRESSER CORRESPONDANCE ET ARTICLES A :
Emile THOMAS - 18, rue de l'Iroise - 29200 BREST

L'affaire

Freinet

E. et M. Thomas

COMME PROMIS DANS LE DERNIER BULLETIN N°40
NOUS AVONS FAIT DE CE PRESENT BULLETIN
UNE SORTE DE NUMERO SPECIAL
" L'AFFAIRE DE St-PAUL DE VENCE "

Pour ce faire, nous avons fouillé dans les Archives des " Amis de Freinet " et relevé, surtout dans les séries de " l'EDUCATEUR PROLETARIEN " de 1932 à 1935, de très nombreux documents: circulaires de C.FREINET informant au jour le jour, ou presque, les militants départementaux, réactions de l'Administration et de la presse hostile, répliques des partenaires de FREINET, témoignages de soutien et de solidarité à son égard...etc...venant, souvent, compléter l'excellent travail réalisé par Elise FREINET dans son livre:
" NAISSANCE D'UNE PEDAGOGIE POPULAIRE "

Et nous ne pouvons que renouveler notre invitation, à tous nos abonnés, à lire ou relire ce livre émouvant d'Elise, " témoin et acteur de toutes les péripéties de la vie militante de C. FREINET: un demi-siècle de luttes sur tous les fronts au sein de la Société pour l'Enfant, pour l'Homme..."

De plus, nous aurions aimé joindre à ce dossier spécial, quelques témoignages " vivants " des " premiers Compagnons de FREINET ". Nous avons pu retenir deux réponses seulement.

Nous invitons les autres camarades ayant également vécu, de près ou de loin, cette bien pénible affaire, à nous faire part de leur témoignage que nous pourrions diffuser dans le bulletin N°42.

Nous comprenons fort bien René DANIEL et Raoul FAURE lorsque, d'entrée, ils nous écrivent:

" Il nous est très difficile de faire revivre l'épopée de St-Paul.....50 ans après! un demi-siècle déjà!..."

Néanmoins, nous les remercions vivement pour leur contribution.

Comme l'ajoute René DANIEL, il y aurait encore ce document fort intéressant et captivant sous la forme d'un film: " L'ECOLE BUISSONNIERE " de Le Chanois, film que la plupart d'entre vous ont déjà eu le plaisir de voir...et même de revoir.

Ce N.° spécial vous paraîtra peut-être un peu long mais nous avons tenu à respecter les divers documents écrits que que nous avons trouvés afin de vous éclairer, au maximum, sur cette " AFFAIRE DE St-PAUL DE VENCE ", devenue, très rapidement...

L'AFFAIRE FREINET

Educateur Prolétarien N°4 janvier 1933

L'IMPRIMERIE A L'ECOLE



Pour une éducation de vérité

L'affaire Freinet *vient de poser brutalement et impérieusement au grand public, aux pédagogues et aux intellectuels — à l'administration aussi — un certain nombre de questions de principe qu'on n'aime pas discuter ordinairement dans les revues professionnelles et qu'il est nécessaire aujourd'hui de mettre au point afin d'en tirer les enseignements qui s'imposent pour l'evolution et le développement de nos techniques.*

Brutalement, disons-nous ; et dans des conditions où nous aurions bien risqué de tomber si nous n'avions été spontanément soutenus par tous nos camarades des Alpes-Maritimes, par tous les adhérents de la Coopérative que nous avons, de notre mieux, mis au courant, par toutes les consciences honnêtes, par tous les bons ouvriers des causes justes qui se sont rangés à nos côtés pour nous permettre de faire front.

L'affaire avait en effet été montée avec envergure, sinon de main de maître : la violence et l'ampleur de l'attaque, liées à la soudaineté et à la rapidité dans « l'exécution » devaient avoir raison d'un pauvre instituteur de village. Mais, lorsqu'on a, avec soi, tant de camarades dévoués lorsqu'on a su faire face à d'autres difficultés, plus obscures certes, mais non moins réelles, on ne se laisse pas abattre ainsi par un quarteron de royalistes ayant à leur solde — ou à leur service — le maire du village.

***

Il fallait créer un scandale.

Félicitons-nous que nos adversaires n'aient pu découvrir dans notre œuvre, suffisamment vaste et importante, le moindre fait susceptible de faire, à lui tout seul, le scandale désiré. On a fouillé en vain le passé et le présent ; on a tenté de s'attaquer de la façon la plus écœurante à la famille et à la maladie ; on a présenté la coopérative comme un centre dangereux d'espionnage bolcheviste ; le Maire a osé se plaindre que nous payions trop nos employés, il a affirmé, pour se faire démentir officiellement, qu'on m'avait chassé de Bar-sur-Loup dont la population demande aujourd'hui mon retour ; un Conseiller municipal a affirmé, sans rire, dans un journal local, que je compromettais ma santé à écrire des lettres toute la nuit...Tout glissait entre les mains de nos accusateurs qui ont bien dû enfoncer leur nez dans leurs déjections quand ils ont eu fait le tour de tous les scandales possibles.

Comme le dit si éloquemment M. Ch. L. Baudouin, dont nous donnons plus loin la belle réponse à Ch. Maurras, des attaques qui sont obligées de s'appuyer sur le mensonge le plus effronté devraient être jugées d'avance.

Il ne suffit pas d'objecter, ainsi que le fait bien lourdement Maurras, que, quelles que soient les erreurs commises par les diffamateurs, le rêve incriminé existe, qu'il a été accueilli par moi, que je l'ai laissé imprimer...

On connaît le procédé : détacher d'une œuvre, d'un ensemble, une ou plusieurs phrases qu'on isole à dessein de leur contexte, qu'on dépouille ainsi de leur véritable esprit, les encadrer de mensonges, afficher le tout sur les murs d'une ville, le faire reproduire, avec des erreurs et des af-

firmations monstrueuses par la pire des presses, y a-t-il un homme honnête qui puisse approuver semblable vilenie, même et surtout si elle prétend servir la religion du Christ !

Mais pourquoi provoquerions-nous? Nul à Saint-Paul n'a voulu prendre la moindre responsabilité dans cette affaire ; le maire essaye de s'en laver les mains tout en continuant ses intrigues jésuitiques ; l'adjoint n'a rien à dire ; le politicien royaliste que nous nommerons s'il le faut — et avec des qualificatifs — va de maison en maison protester qu'il ne saurait être le seul coupable. Seule la grande dame qui veut jouer à la châtelaine et qui a osé venir manifester dans la cour de l'école alors que ses deux enfants sont toujours allés à l'école libre, seule cette courageuse intrigante se tait. Elle n'a pas encore dit qu'elle n'avait pas voulu ce scandale. Et le curé — car tout n'est, bien sûr — qui avait ouvertement demandé aux mères de famille de retirer leurs enfants de l'école, vient de prêcher l'assiduité et le respect des instituteurs !

Cherchez, dans les cent coupures de journaux réactionnaires relatant l'affaire, une seule signature, une seule — hormis celle Maurras. Nous sommes en face de la diffamation anonyme la plus basse et la plus caractérisée.

***

Mais il y a pourtant ce Rêve du Maire, *et il est difficile de le justifier, pensent quelques témoins.*

Notre réponse est pourtant simple et naturelle.

Il est certain que, du moment que ce rêve a été ainsi encadré et publié, il est difficile, pour ne pas dire impossible, de le considérer pour ce qu'il était encore le premier décembre au soir : une pensée d'enfant, un rêve, un peu scabreux certes, mais trop chargé d'enseignements pour que nous ayons pensé, en son temps, à l'écarter.

Replacez ce rêve dans son milieu normal du livre de vie, dans l'atmosphère « morale » de notre classe, ou dans le journal Les Remparts *parmi les autres textes éloquemment purs et simples des mêmes enfants, et c'est à peine si vous éprouverez à sa lecture, quelque surprise.*

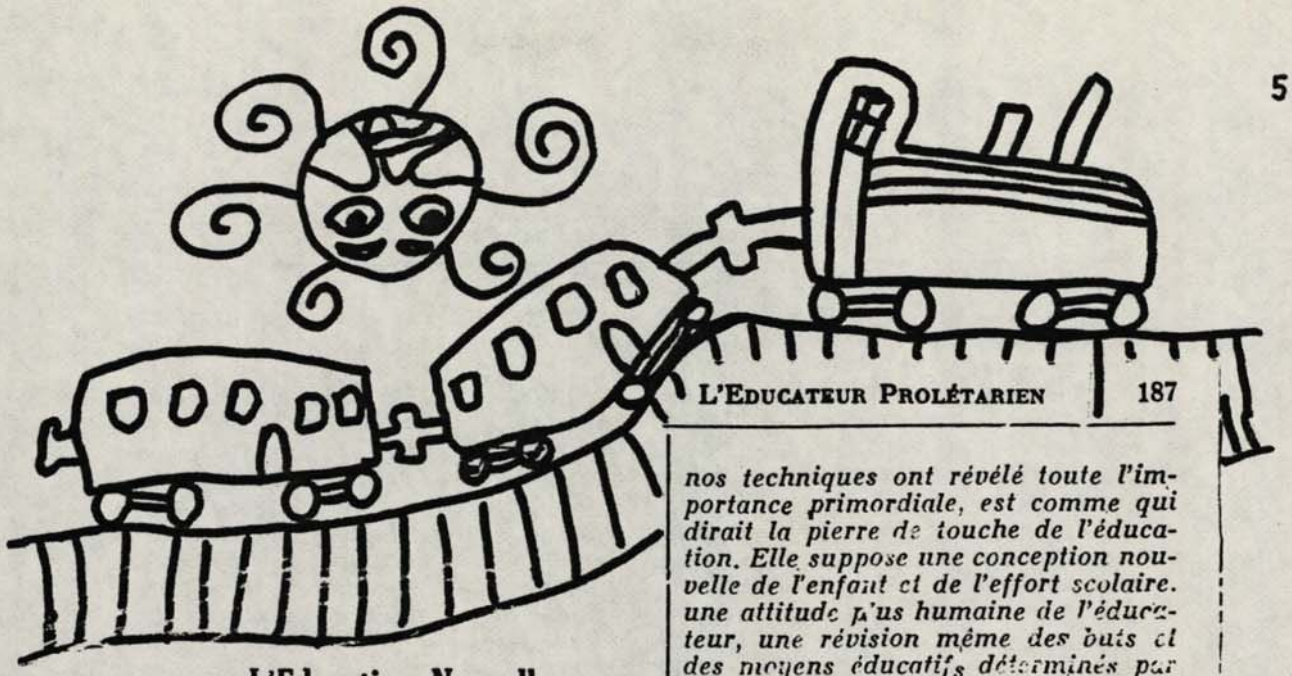
La preuve ? Ce rêve a été imprimé en mars 1932. *S'il avait, au moment de sa publication, comme on a voulu le faire croire, provoqué la moindre émotion, il y aurait bien eu alors, dans un milieu tout de même partiellement hostile, une certaine réaction. Quelques parents ont, indubitablement, à l'époque, lu le texte en question — car nos livres de vie sont souvent examinés le soir en famille. L'Inspecteur Primaire lui-même a reçu et lu le recueil le contenant. Est-il admissible qu'un texte scandaleux laisse tant de témoins indifférents ? Et comment expliquer cette absence totale de plaintes si ce n'est du fait que, dans le livre de vie, dans notre journal, dans notre classe, ce rêve n'avait aucun caractère susceptible de déchaîner la moindre critique ?*

Nul d'entre nous — imprimeurs ou non — ne saurait d'ailleurs être à l'abri de semblables procédés. Il sera toujours possible aux ennemis de l'école de monter en scandale un fait, un geste, une phrase, un écrit, exacts en eux-mêmes mais déformés par le mensonge et la calomnie. Et c'est pourquoi tous les honnêtes gens doivent s'élever avec vigueur contre une campagne aussi perfide, par laquelle on a essayé de déconsidérer un éducateur, une technique, une entreprise pédagogique et, par ricochet, l'école publique elle-même.

***

Nous raconterons plus loin, par le menu, toute cette affaire. Nous nous excusons d'avance de la place que de telles questions prennent accidentellement dans cette revue. Le sort de celle-ci, comme le sort de tout notre groupe, a été trop directement engagé pour que nos lecteurs puissent ignorer le moindre détail d'un débat que, dès le premier jour, nous avons affronté la conscience tranquille, sûrs du jugement de tous ceux qui, honnêtement, connaissent et apprécient l'effort réalisé.

Nous nous étendrons ici, plus spécialement, sur les discussions pédagogiques soulevées ou amorcées au cours de cette campagne et que nous devons, selon notre habitude, examiner à fond, car nous n'avons jamais, nous, essayé de bâtir sur le bluff et le mensonge.



L'Education Nouvelle face à l'Education traditionnelle

Nous serions bien niais de supposer à tous les directeurs de journaux réactionnaires qui ont accueilli les informations diffamatoires la moindre pensée profonde sur le sens et le but de l'éducation. Nous n'avons plus aucune illusion à perdre sur la valeur morale et sociale de la presse et nous ne saurions nous étonner de lire de graves affirmations qui nous font sourire : « La population s'est révoltée contre moi... tous les pères de famille ont demandé mon départ... Je parcours la ville à la tête de mes élèves, drapeau rouge déployé, en hurlant des chants révolutionnaires... Je ne rêve que plaies et bosses... Je catéchise mes élèves, que, d'autre part, je suis accusé de laisser en toute liberté... Mais on devine du moins le niveau pédagogique de la discussion.

Seul, ou à peu près, Maurras a essayé de placer, certains jours, l'affaire sur un plan plus acceptable en opposant nos méthodes à l'éducation traditionnelle. A la remorque de nos diffamateurs, l'administration s'élève avec une légèreté troublante contre des méthodes qu'elle a toujours voulu ignorer et dont elle n'a su établir que la caricature.

Qu'on le veuille ou non pourtant, c'est le conflit éducation nouvelle-formation traditionnelle qui est ainsi brutalement posé. Nous n'accepterons pas une décision de principe ni des professions de foi en faveur d'une quelconque solution, mais bien une discussion large et profonde, scientifique et expérimentale dans la mesure du possible, susceptible d'aiguiller définitivement notre pédagogie populaire.

L'expression libre de l'enfant, dont nos techniques ont révélé toute l'importance primordiale, est comme qui dirait la pierre de touche de l'éducation. Elle suppose une conception nouvelle de l'enfant et de l'effort scolaire, une attitude plus humaine de l'éducateur, une révision même des buts et des moyens éducatifs déterminés par l'étude scientifique des problèmes psychologiques et pédagogiques.

Qu'attendons-nous donc de l'expression libre ?

Remettons d'abord les choses au point : qu'on ne nous prenne point pour des illuminés qui servons aveuglément une idée sans tenir aucun compte des contingences et laissons ainsi d'être les propres victimes de notre parti-pris.

Nous ne retenons pas n'importe quel texte d'enfant : une première censure est exercée par la critique de la classe, par la critique du groupe, avec cette motivation précieuse qu'il faut intéresser et éduquer tous nos lecteurs, les quelques centaines de petits camarades qui, en France et à l'étranger, reçoivent nos journaux.

Croire que quelque chose d'immoral pourrait résulter d'un semblable examen, c'est ne voir dans la nature humaine que la faiblesse et le péché, contre lesquels tous les moyens d'amendement et de répression imaginés par la pédagogie catholique ont piteusement échoué.

Si d'ailleurs ce premier contrôle du groupe était insuffisant, nous savons, nous éducateurs, d'accord avec les élèves eux-mêmes, exercer une deuxième censure : si nous nous abstenons systématiquement de modifier ou de réprimer la pensée enfantine, nous demandons toujours — et cela se comprend — que ne soient pas retenus les textes qui mettent en cause de façon dangereuse des personnes ou ds organisations extérieures à l'école Et si, effectivement, nous avions pu penser il y a neuf mois que ce rêve d'enfant allait servir de base fragile à la campagne, nous l'aurions, d'un accord commun, écarté.

Le fait que ennemis et administration — nous sommes hélas! contraints de rapprocher sans cesse ces deux

mots — aient fouillé en vain notre travail de plus de quatre années, prouve que nous avons effectivement fait montre d'un bon sens et d'une mesure que nous avons tenu à rappeler ici.

Maintenant, le véritable problème se pose dont nous demandons la discussion au grand jour :

L'expression libre recommandée par les instructions ministérielles n'est-elle psychologiquement tolérable que lorsque l'enfant raconte des histoires anodines, voir « morales » ? Doit-on empêcher cette expression lorsqu'elle touche à des pensées intimes, qu'on y sent, qu'on y lit l'évolution naturelle des instincts enfantins ? Le fait d'étaler au grand jour de la classe les faiblesses humaines est-il moral ou immoral, bienfaisant ou dangereux, pédagogiquement parlant ? Autrement dit, tolèrera-t-on seulement une expression conformiste ou laissera-t-on s'étaler librement la véritable pensée intime des enfants ?

Là est le fond véritable de la question. Il constitue en même temps la base psychologique de notre travail.

***

Nous invoquerons d'abord une simple observation empirique :

La génération d'éducateurs qui nous a précédés au début de ce siècle ne s'est même pas posé le problème de la possibilité d'une expression libre des enfants. Laisser les enfants parler des farces qu'ils imaginaient, raconter leurs débuts de fumeurs, leurs flirts innocents avec les « filles », dire leurs griefs tout crûment au maître lui-même... Il aurait fait beau voir ! Et pourtant nous ne craignons pas d'affirmer que nos pères faisaient des farces plus féroces encore que celles décrites dans nos recueils, qu'ils s'exerçaient à fumer dès qu'ils pouvaient se procurer du tabac, qu'ils n'étaient pas toujours corrects avec les fillettes, loin de là, et que les actes d'hostilités contre le maître défrayent encore les chroniques, le soir, à la veillée.

Et n'y a-t-il pas lieu aussi d'être surpris de voir les catholiques eux-mêmes s'élever contre nos méthodes d'expression libre eux qui considèrent la confession comme un des plus actifs moyens de redressement moral ?

Qu'est-ce en effet que la confession sinon la projection vers autrui des pensées qui pèsent à l'individu, le soulagement par l'expression libre ?

Soit, objectera-t-on, mais seulement dans le mystère du confessionnal. Oublie-t-on donc l'exemple valeureux des saints qui ont tenu à confesser ouvertement leurs fautes, et l'expiation publique n'a-t-elle pas toujours été considérée comme la plus héroïque des rédemptions ?

Nous ne parlons pas, nous, de l'idée de péché, mais nous pensons que, dans tous les cas, la confession publique apporte à celui qui la pratique un immense soulagement moral et qu'elle est, pour ceux qui en sont les témoins, la plus sévère et la plus profitable des leçons.

Nous sommes ici d'ailleurs totalement d'accord avec les psychanalystes : toute pensée brutalement refoulée cherche son expression par des voies détournées et totalement méconnaissables parfois ; en aucun cas la répression n'apparaît comme la solution souhaitable parce qu'elle est presque toujours la cause initiale d'une exaspération des mauvais instincts. Toute pensée au contraire, tout instinct qui peuvent se réaliser sans obstacle ou se canaliser libèrent l'individu, agissant comme une décharge qui harmonise et tempère — et cela sans qu'il soit nécessaire de sanctionner de quelque façon que ce soit cette expression naturelle.

Que l'enfant raconte sa première expérience de fumeur et il fumera certainement moins, surtout s'il a, en face de lui, l'exemple muet d'un éducateur qui ne fume jamais. Qu'il raconte son rêve violent et un large apport de brutalité sera canalisé et annihilé : qu'il dise en toute liberté les griefs qu'il fait à son éducateur : cela évitera définitivement la haine qui poussait autrefois les élèves à jeter les encriers, à placer des épingles sur la chaise du maître, à opérer en vandales dans les classes. Qu'on laisse même apparaître à la lumière — avec une

certaine prudence, bien entendu — les manifestations inconscientes et essentiellement pures du premier éveil sexuel. Le résultat en sera qu'on parlera des relations normales avec les fillettes avec moins de sous-entendus et de clignements d'yeux, et qu'on évitera les habitudes vicieuses qui sont la conséquence certaine du refoulement de ces premiers besoins.

Le problème est à la fois excessivement vaste et profond et nous n'avons pas la prétention de l'étudier aujourd'hui dans sa totalité. Nous apporterons du moins, en faveur de l'idée nouvelle, le témoignage irréfutable de plusieurs centaines d'éducateurs qui ont vu la moralité de leur classe s'élever dans des proportions très sensibles avec l'introduction des méthodes actives, de l'expression libre et de l'intimité nouvelle créée dans des milieux scolaires vivifiés et tonalisés.

Il serait trop simple de nous condamner doctoralement au nom de la tradition et des idées établies. Qu'on nous apporte le résultat d'expériences, qu'on nous montre des élèves amendés par la contrainte, la restriction mentale ou le mensonge ; qu'on confronte honnêtement les deux écoles scientifiquement, de façon certaine.

Nous sommes sûrs d'avance du résultat.

C'est pourquoi nous ne saurions céder à l'affirmation péremptoire, à l'intimidation ni même au chantage de nos adversaires.

La question est posée. Qu'on l'étudie donc. Il y va de tout l'essor de notre pédagogie.

***

Ce que nous attendons de la Psychanalyse

Parce qu'il a été parlé de psychanalyse à propos des rêves incriminés, tous les prudes réactionnaires jettent des cris indignés, nous accusant de faire dangereusement de nos élèves de « petits cobayes » et nous associant de façon inattendue à Freud et à Baudouin. Le Ministre lui-même se croit obligé d'annoncer une enquête sur les méfaits possibles de la psychanalyse dans les écoles de France.

Rassurons tout de suite ces consciences inquiètes : Nous n'avons jamais tenté de faire, dans nos classes, de la psychanalyse. C'est là une science bien trop neuve et trop délicate à utiliser pour que nous nous y essayions sans formation spéciale, ou que nous recommandions à nos adhérents de s'engager dans cette voie.

Nous retenons les rêves des enfants au même titre que les autres travaux libres qu'ils nous apportent, parce qu'ils sont, comme eux, l'expression spontanée d'un moi intime qui tend à se libérer. Nous ajoutons que, si les diverses rédactions libres sont toujours, pour nous, chargées d'enseignements précieux sur la nature, les aspirations et les besoins des enfants, nous accueillons encore avec plus d'intérêt les rêves qui sont la projection ingénument authentique du subconscient tout entier.

Mais nous ne nous hasarderons pas du tout à faire de la psychanalyse au sens véritable du mot. Ce contenu latent des rêves, ces manifestations sexuelles à peine voilées, ces transferts révélateurs, nul n'en a connaissance hors nous-mêmes. Et quand l'enfant nous raconte un rêve, il n'attache pas plus d'importance aux faits ou aux souvenirs que lorsqu'il nous décrit ses jeux ou qu'il nous dit son émotion en face de la nature. Il est donc absolument erronné de supposer qu'il puisse y avoir, à cette pratique, le moindre danger.

S'il nous plaît ensuite à nous, éducateurs, et chacun avec notre compétence particulière, d'examiner ces rêves hors de la classe, de nous en servir pour une plus complète connaissance de nos élèves ; si nous avons l'occasion de contrôler la valeur de nos découvertes par l'amélioration du comportement individuel et social des enfants ; si même nous avertissons discrètement les parents des observations précises ainsi recueillies, est-ce que, par hasard, nous sortirions ainsi de notre rôle d'éducateurs ? Et où peut-on voir là le moindre danger pour les « petits cobayes » ?

Pour bien éduquer les enfants, il faut d'abord les bien connaître. Tous nos maîtres — et des plus orthodoxes — nous l'ont enseigné. Or, nous avons justement innové une technique qui, plus que toute autre connue à ce jour, permet à l'éducateur d'entrer dans l'intimité de l'enfant, de participer vraiment à sa vie, à ses efforts et à ses pensées, de remuer tout l'être.

Il ne s'agit nullement de décider, en l'occurence, pour ou contre la psychanalyse, puisque nous ne faisons jamais et n'avons pas la prétention de faire de la psychanalyse à l'école.

Le problème est autre : l'enfant a-t-il le droit de s'exprimer et même de raconter ses rêves : l'instituteur peut-il asseoir sur cette expression libre son action éducative — question éminemment pédagogique que nous ne laisserons pas dévier sous le verbiage intéressé de quelques journalistes incompétents.

Nous sommes prêts à défendre là aussi nos conceptions et à les confronter avec les conceptions possibles de nos contradicteurs.

***

L'Education Prolétarienne

Nous avons osé parler d'éducation prolétarienne et nous avons même pris comme titre de notre revue : L'Educateur Prolétarien.

Qu'est donc cette éducation prolétarienne que nous sommes les premiers à poser systématiquement devant le monde pédagogique ? Dans quel sens se différencie-t-elle de l'éducation bourgeoise, de l'éducation capitaliste ou même de la vulgaire éducation traditionnelle ?

Education Prolétarienne ! Cela vous a un air de conspiration bolcheviste qui s'insère à merveille dans les machinations réactionnaires. Nous nous honorons pourtant de jeter les bases d'une pédagogie qui n'est pas au Service d'une politique mais qui tient compte au maximum des besoins de nos élèves et des contingences sociales.

***

Il n'est pas inutile de rappeler que nous ne partons jamais, dans nos réalisations pédagogiques, d'un parti-pris extérieur à notre travail, que ce ne sont pas nos conceptions sociales ou politiques qui déterminent notre pédagogie mais bien l'examen objectif des conditions dans lesquelles se poursuit notre effort.

Tant que l'éducation officielle reste une pratique extérieure à l'enfant, pour ainsi dire impersonnelle, dictée par les manuels et les programmes conformément à des fins plus ou moins avouables de « déformation », il peut certes, y avoir un système unique pour tout le pays, une pédagogie théorique, indépendante des milieux sociaux, des nécessités économiques, des classes.

Et, effectivement, cette pédagogie enseignée presque indistinctement dans les écoles normales de France, est ensuite pratiquée uniformément dans toutes les classes, qu'elles soient rurales ou urbaines, aisées ou pauvres à l'excès. Nous sommes loin de l'école sur mesure dont parlent avec raison les pédagogues contemporains.

Les conditions de travail changent radicalement avec nos techniques. Nous parlons de l'enfant, de sa vie, de ses besoins, de ses aspirations, lesquels sont les leviers puissants qui motiveront et actionneront notre besogne scolaire. Dès lors, la physionomie de notre classe, l'esprit et le sens même de notre enseignement ne peuvent plus, ne doivent plus être dictés par des autorités extra-scolaires incompétentes : ils seront la résultante de la vie et de l'esprit de tous nos élèves.

Or, que sont cette vie et cet esprit ?

Il n'est pas nécessaire d'être un marxiste éprouvé pour reconnaître à nos classes populaires des caractéristiques propres qui les différencient radicalement des écoles bourgeoises.

Car il est un fait incontestable : les enfants de bourgeois ne fréquentent point nos écoles ou ne s'y trouvent que dans une proportion infime. Nous pouvons donc préciser cette première affirmation : Nos écoles sont des écoles populaires.

Deuxième affirmation incontestable : elles sont à l'image du milieu social dont les enfants sont en majorité issus. Ce milieu social lui-même est divers selon les régions, les cultures, le travail, l'économie, mais quelques caractéristiques cependant sont permanentes et ce sont elles qui conditionneront notre pédagogie :

Dès le plus jeune âge, nos élèves sont marqués par la condition matérielle difficile de la majorité des ouvriers. Leur organisme est bien souvent déficient par suite du manque complet d'eugénisme, par la sous-alimentation ou la mauvaise alimentation, par la vie dans les taudis, par la fatigue, la misère, la mauvaise humeur conséquente des parents — toutes choses qui, nous le savons, influent de façon redoutable sur les possibilités même de toute éducation.

Nos élèves se trouvent rarement placés, chez eux, dans un milieu éducatif semblable à celui que trouvent chez eux ou dans leur entourage les enfants riches. Il en résulte une déficience certaine au point de vue acquisition et une sorte d'inaptitude relative à profiter de l'enseignement scolaire. Point de livres à la maison, point de jeux éducatifs, peu de conversations instructives, souvent langage d'une pureté toute relative qui est un obstacle à la pratique ultérieure du français, impossibilité parfois de trouver un coin de table pour faire ses devoirs ou un fonds de caisse pour y placer les pauvres objets scolaires.

Nos écoles souffrent généralement d'une misère similaire qu'il est inutile de détailler à nouveau et qui les différencie également — pauvreté des locaux, pauvreté du matériel scolaire, insuffisance du matériel d'enseignement — des écoles privilégiées.

De cet état de fait, il résulte :

Que l'éducation telle que nous sommes appelés à la donner dans nos classes prolétariennes est influencée par toutes ces déterminantes nées de la situation prolétarienne de nos élèves.

L'expression libre des élèves prolétariens révèle les préoccupations particulières au milieu, imprégne donc tout l'enseignement d'un esprit nouveau correspondant parfaitement à la vie des élèves prolétariens.

La conclusion en est que les problèmes que nous, éducateurs prolétariens, avons à résoudre, sont la conséquence de cet état de faits ; que nos techniques doivent nécessairement répondre aux besoins spéciaux de nos classes ; qu'une école sur mesure dans laquelle sont éduqués presque exclusivement des enfants prolétariens, doit avoir une base, des méthodes, un esprit prolétarien ; qu'il y a donc une pédagogie prolétarienne.

***

Qu'on ne croie pas que nous faisons là une distinction spécieuse qui ne s'imposait pas aux milliers d'instituteurs publics qui cherchent et produisent. Nous établissons une filiation qui a été totalement méconnue jusqu'à ce jour et qui doit ramener à ses justes mesures une pédagogie savante et prétentieuse. Toutes nos réalisations, tous nos projets — et ils sont nombreux — montrent visiblement que rien ou presque n'avait été tenté pour une pédagogie vraiment à la mesure de nos écoles et que les distinctions que nous tâchons d'établir sont pleinement justifiées.

Nous ne planons point dans les nuages. Nous ne nous contentons pas de tirades grandiloquantes sur l'éducation humaine, au-dessus des sociétés et au-dessus des classes. Nous sommes en plein centre de la vie et nous pensons remplir dignement notre rôle d'éducateurs en essayant d'aider les enfants qui nous sont confiés à réaliser leurs destinées d'hommes et de travailleurs.

***

Où est l'école de classe ?

Nous l'avons dit et nous le répétons : notre pédagogie, expression de la vie des enfants, reflet des préoccupations dominantes de nos classes, sera forcément, et dans une large mesure, à l'image même de cette vie. Elle sera de moins en moins une pédagogie officielle pour tendre à devenir

une pédagogie raisonnablement et scientifiquement humaine.

De là à nous accuser de prêcher la lutte des classes, il y a tout de même loin encore. L'administration n'a pourtant pas hésité à faire le pas. Les critiques formulées de ce fait contre notre travail valent d'être retenues et examinées ici car elles nous permettront sans doute de préciser ce que l'Etat semble vouloir exiger de nous.

***

Les affiches anonymes m'accusaient de « vouloir faire de mes élèves de petits bolchevistes ». Contre toute attente, c'est l'administration elle-même qui s'est évertuée à prouver que mes diffamateurs avaient raison !

Qu'a-t-on trouvé pour étayer semblable accusation ?

Dans une production considérable de près d'un millier de textes imprimés à l'école de Saint-Paul l'Inspecteur primaire a péniblement découvert des chefs d'accusation dont nous donnons quelques spécimens.

Dans un texte émouvant sur la guerre, écrit l'an dernier au moment du conflit sino-japonais, on note comme séditieuse la phrase soulignée :

« La dernière guerre qui dura cinq ans et demi fut cruelle et bien mauvaise pour les parents ainsi que pour les victimes qui souffraient et mouraient après avoir en vain appelé leur maman. Ils ont servi leur patrie mais il n'ont rien gagné ».

L'école d'Ecueil (Marne) s'étonne de la mévente du véritable champagne. Elle envoie à ses correspondants un questionnaire auquel les élèves de St-Paul répondaient il y a près de deux ans :

« Ont du champagne : 0.

Ont bu du champagne : 17 rarement.

On bu du vrai champagne : 0.

Les riches boivent du vrai champagne dans les hôtels de St-Paul ».

Lors de la venue du Président de la République à Nice, il y a deux ans, les journaux locaux étalaient complaisamment le menu fastueux d'un grand banquet. Ce jour-là les élèves ont écrit cette phrase monstrueuse !

A propos du Président de la République :

Le dîner a eu lieu au Palais de la Méditerranée à Nice. Avec l'argent de ce dîner, on aurait pu nous construire une école ».

La Gerbe *aussi a été épluchée consciencieusement... par l'administration. Et non pas croyez-le bien, pour signaler l'originalité et aussi la probité d'une des seules revues morales pour enfants.*

Non, nous y avons fait une enquête sur le chômage ; nous avons demandé aux enfants de questionner leurs parents et de dire comment, à leur avis on devrait améliorer la société pour que disparaisse le chômage.

Nous avons commis ce crime. Oui, en pleine crise, on ose nous reprocher d'avoir posé cette question si naturelle à des enfants — et pas même en classe mais bien dans une revue sur laquelle Messieurs les Inspecteurs n'ont aucun contrôle légal.

Et nous avons publié les résultats !

Un élève de Fourmies écrit (N° 7) : *« Maman dit que si cela dure longtemps, bien des catastrophes sont à prévoir, et qu'il est à craindre que les ouvriers se révoltent à voir leurs enfants souffrir de privations ».*

Dans le même numéro les élèves de Chapaize (Saône et Loire) commentent ainsi une véritable enquête menée dans leur village :

« Pourtant le boucher achète les animaux moitié moins cher qu'il y a 2 ou 3 ans. Il devrait baisser ses prix ».

Un élève de Menton a écrit dans le N° 9 :

« La plupart des gens riches, qui sont méchants, « envoient promener» des pères de famille qui demandent du pain ».

Et naturellement, dans la gamme des solutions proposées par les enfants, et toutes imprimées : la solution nationaliste : *« Nos parents pensent qu'on devrait fermer les frontières pour qu'aucune tête de bétail rentre en France et le bétail augmenterait »* (N° 7).

— La solution de désespoir et de la crainte : « *Maman dit que si cela dure longtemps, bien des catastrophes sont à prévoir et qu'il est à* craindre *que les ouvriers se révoltent à voir leurs enfants souffrir de privations* » (n° 7).

« *Vous avez demandé ce que pensaient nos parents de l'ordre social actuel. Les uns pensent que ce n'est qu'une crise passagère ; d'autres pensent qu'il ne serait pas mauvais* qu'une nouvelle guerre éclate ». (Enfants allemands, N° 11).

Seule la solution avancée, la solution socialiste *est extraite par les enquêteurs, mise en vedette comme preuve de l'effort de bolchevisation que j'aurais entrepris :*

« *Nous nous demandons si le moment n'est pas venu pour l'humanité de prendre en mains sa destinée. Le chômage ne disparaîtra vraiment que lorsque nous aurons chassé au diable le capitalisme et fait la conquête des usines* ».

***

Nous avons tenu à citer un peu longuement ces textes que l'accusation voudrait rendre accablants et qui ne sont, on le voit, que l'expression naturelle de pensées enfantines non déformées par les traditionnelles leçons de morale.

Car, enfin, si nous écartons les textes ci-dessus, qui publiés dans La Gerbe *ne sont pas scolaires, que nous reproche-t-on : d'avoir laissé des enfants dire que les riches boivent du vrai champagne, que les dîners de gala à Nice sont très coûteux, que les enfants ne voudraient plus partir à la guerre...*

On aurait pu sans doute trouver plus grave. C'est le chômeur qui dit:

— C'est mon tour, il n'y a plus de « *boulot* ».

C'est la mère de famille épouvantée:

— Si ça continue, on mourra de faim !

« *Non, Madame, je n'ai pas mal à l'estomac, dit une fillette... j'ai faim* ».

— « *Empoisonnez-moi, criait un malheureux ouvrier, pour que je ne souffre plus !* »

***

Ah ! certes cela nous change un peu des textes exagérément expurgés de nos manuels scolaires, dans lesquels les ouvriers, les paysans n'apparaissent trop qu'embellis et idéalisés. Et cela n'est d'ailleurs pas étonnant, des ouvriers et des paysans étant seuls capables de révéler dans toute leur crudité le tragique de leur vie.

Mais nous avons donné la parole aux enfants. Ce qu'ils nous disent, ce qu'ils écrivent, ce qu'ils sentent, ils ne l'expriment pas dans des morceaux littéraires où les mots voilent la rude vérité, mais par des faits, des cris, des réalités.

Par eux, nous parviennent alors les plus graves révélations sur l'état social, sur la vie, sur les peines d'une des portions les plus misérables de l'humanité ; nous pénétrons les secrets de la dure vie familiale, la promiscuité des taudis, l'exploitation de la misère et — à la campagne — les péripéties de la lutte ancestrale que le paysan livre avec la terre pour échapper, sans y réussir, à l'incertitude du lendemain, au poids irréductible que font peser sur lui l'organisation rurale, l'individualisme outrancier et l'exploitation.

Non pas que ces faits soient aussi précisément rapportés par nos élèves. L'enfant n'en a qu'une conscience diffuse car il manque souvent des termes de comparaison qui le feraient maudire son état.C'est au travers de son travail — qui a, dans nos classes une si primordiale importance — de ses jeux, de ses rêves, que nous adultes sentons l'iniustice barbare qui pèse sur eux et qui nous révolte.

Devons-nous interdire l'expression inâenue de la vie de nos petits prolétaires ? Devons-nous voiler la réalité de leurs révélations, en déformer la portée pour éviter qu'interviennent des jugements défavorables au régime social actuel ? Mais au nom de quels grands principes intervenir, sur quelles bases, dans quel but ?

Car, pour si scandaleux que cela paraisse, c'est bien une telle intervention qu'on exige de nous.En critiquant ces quelques lignes rédigées en classe:

«Nous ne voudrions plus partir pour une guerre. Quatre élèves cependant partiraient. Nous nous demandons s'ils ont bien leur bon sens : Eugène, Baptistin, Alphonse, qui ont leur père mutilé, et Robert » — l'Inspecteur d'Académie n'avance-t-il pas que j'aurais « dû faire la distinction nécessaire entre la guerre offensive et la guerre défensive ». Et l'Inspecteur Primaire ne m'a-t-il pas dit tout crûment lors de son enquête :

— Si au moins vous leur aviez fait imprimer que « en cas de mobilisation, ils partiraient tous » !

***

La question est, on le sent, excessivement grave.

Nous avons voulu humblement, honnêtement, une pédagogie basée sur la vie même de nos élèves, une école sur mesure à la mesure des fils d'ouvriers et de paysans de nos classes. Humainement, psychologiquement et pédagogiquement parlant, cela est infiniment souhaitable, nul ne peut le contredire.

Mais il se trouve que les faits économiques et sociaux sont tels que leur simple relation risque d'être considérée comme attentatoire à l'ordre établi. D'une part, les programmes officiels nous recommandent d'enseigner aux enfants à regarder autour d'eux, à juger, à apprécier — et d'autre part nos chefs objecteraient que certaines vérités sociales incontestables, que tous les adultes divulguent d'ailleurs, ne doivent pas être exprimées par des enfants. Ceux-ci ne devront plus crier : J'ai faim ! Ils ne devront plus dire qu'ils couchent à six dans une même pièce, que la récolte ne se vend pas, qu'ils n'ont plus de souliers. Si on dévoilait trop fort ces vérités, la société serait contrainte de faire quelque chose ! Imposez donc à vos élèves des morceaux de littérature dans lesquels les enfants vivent honnêtement sans se plaindre jamais.

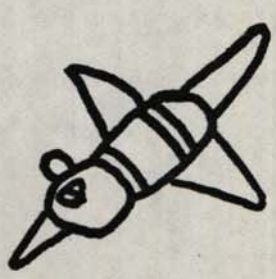
C'est tout le problème de l'école de classe qui est ainsi brutalement posé.

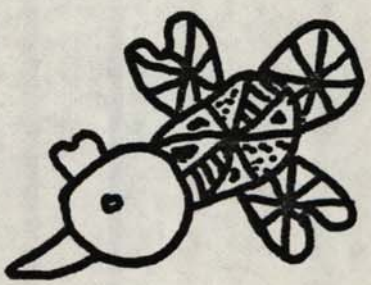
Nous pensons, nous l'avons dit, qu'une école psychologiquement organisée doit avoir comme base la nature, les besoins et la vie de ses élèves et que, dans ce sens, nos écoles fréquentées par des petits prolétariens devraient donner un enseignement prolétarien. *Cela est normal, irréfutable. Enseignement de classe ? Si l'on veut, dans la mesure où ce prolétariat est une classe et dans cette mesure seulement.*

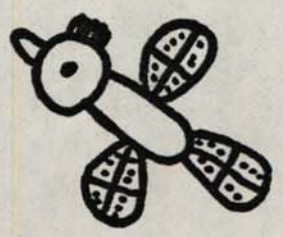
Nous précisons ici que nous n'attribuons pas aux mots classe ou prolétarien aucun contenu politique. Nous avons regardé les faits objectivement, techniquement. Nous nous défendons notamment de faire de la lutte de classes en ce sens que nous ne poussons pas à l'envie ou à la haine. Mais si les faits sont tels que les enfants arrivent à faire eux-mêmes des constatations nuisibles au régime, nous n'y pouvons rien. Ce n'est pas nous alors qui avons tort, mais bien les faits ou les régimes qui les autorisent ; et il appartient à ces régimes de faire disparaître les contradictions sociales dont le spectacle pourrait nuire à l'idéologie de nos enfants.

Combien plus dangereuse nous apparaît la besogne à laquelle on voudrait nous contraindre.

Servir la vérité, le droit, la justice, cela n'est plus de mise dans une société qui foule aux pieds ces entités. Il nous faut servir un régime : Pauvres au milieu des pauvres et éduquant les fils de pauvres, nous devrions mettre notre ascendant moral, notre dévouement, notre savoir, au service des riches exploiteurs : mutilés, haïssant la guerre que nous avons faite avec notre peau, il nous faudrait justifier à nouveau le brigandage capitaliste: il nous faudrait mentir sans cesse à nos élèves, leur inculquer une morale éminemment contestable qui n'a aucun rapport avec la véritable morale que nous pratiquons et enseignons. Ce qu'on voudrait, nous le voyons bien et nous le savons, ce serait que nous continuions le bourrage immoral et antipédagogique qui prépare non des hommes mais des serviteurs dociles d'un régime ; on voudrait nous obliger, nous éducateurs







prolétariens, à faire pratiquer sans réserve l'école de classe bourgeoise.

A ce'a nous répondons : non !

Nous sommes des éducateurs. Notre premier devoir est de respecter les enfants qui nous sont confiés, de les éduquer, de les élever. Pour cela, nous nous opposons à tout dogmatisme qui se justifierait par des considérations extra-pédagogiques. Nous ne sommes pas au service des gouvernements qui passent ni des régimes qui changent ; nous sommes au service des enfants, au service de la société pour laquelle nous voulons les préparer selon des techniques de vérité et de liberté, heureux et fiers de nous appuyer pour cela sur toutes 'es forces qui poursuivent le même but de libération et de rénovation.

***

Nous savons toute l'importance des paroles que nous venons de dire, et nous n'ignorons pas non plus qu'on essaiera de les déformer pour faire croire que nous faisons de l'école un instrument de lutte contre les pouvoirs établis. Nous sommes trop respectueux de nos élèves, nous avons une trop complète confiance en l'élan des jeunes forces vers l'idéal pour nous rabaisser à utiliser les enfants pour de basses et passagères polémiques. Mais qu'on ne nous mobilise pas non plus pour la besogne adverse de bourrage au profit des ennemis du peuple.

Nous posons à tous les instituteurs, à tous les éducateurs, 'a question angoissante dont nous avons essayé de montrer la signification pédagogique ou sociale :

« Oui ou non, avons-nous le droit de laisser les enfants s'exprimer librement, lorsque cette expression ne saurait porter atteinte à quiconque parce qu'elle est à l'image véritable de la vie ? Laisserons-nous les petits yeux regarder autour d'eux, les jugements s'exercer sans aucun parti-pris que celui de servir la vérité pour la formation honnête et normale des jeunes générations ?

Ou bien, par paresse sociale, pour éviter que certaines vérités crèvent les yeux de nos élèves, va-t-on nous imposer à nouveau des œillères? Veut-on nous contraindre à mentir à nos enfants dans l'intérêt même de l'injustice sociale dont on voudrait nous faire les complices ? Nous demandera-t-on de continuer ce dressage antipédagogique que condamne notre respect de l'enfant et notre amour du progrès social ?

Il faut choisir, ou l'éco'e publique, conformément aux déclarations indiscutables de ses fondateurs et de ses plus ardents défenseurs, s'oriente vers une éducation libérée et humaine, par la vérité au service de la vérité — ou bien l'Etat, ne tolérant que certaines vérités, nous demandera de façon précise, de former dogmatiquement les bons serviteurs d'un ordre provisoirement établi ?

Mais il faudra alors reviser programmes et instructions ministérielle's : il sera nécessaire de dire sans ambiguité qu'on foule aux pieds toutes les déclarations généreuses des grands républicains qui voulurent, comme nous, faire de l'école laïque l'école du peuple ; que les temps sont révolus : qu'il n'y a plus ni justice, ni vérité, ni humanité : que seul est maître le talon de fer des puissants de ce monde.

C'est le problème éducatif tout entier qui est ainsi posé. Et il ne suffira pas d'éluder la discussion en nous traitant dédaigneusement de révolutionnaires.

Si nous sommes révolutionnaires, nous le sommes au même titre que tous les porteurs de vérité sans qu'aucune considération secondaire de parti ou de classe vienne restreindre et amoindrir l'ampleur d'une tâche à laquelle, aujourd'hui, plus que jamais, se dévouent tous ceux qui ne veulent pas croire à la faillite immanente de l'humanité dans nos vieilles sociétés que rongent inéluctablement le vice, le chômage et la guerre.

***

Quelques amis timides ont redouté parfois que l'acharnemnt avec lequel nous tenons à placer sur le plan social tous les problèmes éducatifs

nuise au développement normal de notre expérience.

La preuve contraire est là aujourd'hui : c'est parce que notre effort atteint les fondements mêmes de notre instruction publique et qu'il est lié à toute l'évolution sociale contemporaine que nous avons vu se dresser pour nous défendre tous les hommes qui pensent.

Le coup qu'on voulait nous porter s'est naturellement répercuté de façon étonnante. Tous nos amis ont senti que ce n'était pas seulement un procédé, une technique, une méthode qui étaient visés, mais bien l'esprit même de ce que contient de plus précieux l'éducation que nous préconisons.

Et il est normal que se trouvent face à face dans cette lutte la réaction cléricale et nationaliste la plus intéressée d'une part — et d'autre part, tout ce que ce pays compte d'hommes de progrès et de bonne volonté.

C. FREINET.



Du 12 février 1927 :

LETTRE de Monsieur l'Inspecteur d'Académie à Monsieur Freinet :

Je vous adresse mes félicitations pour le travail réalisé et pour le développement heureux de votre expérience.

Signé : BRUNET.

***

Du 22 décembre 1928 :

LETTRE de Monsieur l'Inspecteur d'Académie à Monsieur Freinet :

J'ai bien reçu l'exemplaire « La Veillée » *imprimé par vos élèves.*
Je vous félicite cordialement pour le résultat obtenu.

Signé : BRUNET.

les faits

Rarement accusation fut si mal établie que celle qui est portée aujourd'hui devant le Conseil Départemental contre notre camarade Freinet, instituteur à Saint-Paul (Alpes-Maritimes).

Aucune plainte écrite, signée par qui que ce soit ne figure dans son dossier. Au cours de l'enquête à Saint-Paul, les 12 et 13 décembre 1932, par M. l'Inspecteur primaire, aucune plainte grave n'a été portée contre Freinet et son enseignement. Les parents ont désapprouvé sans réserve la campagne menée à grand bruit contre Freinet et l'école laïque.

Il n'y aurait donc pas à ce jour d'affaire Freinet si une campagne diffamatoire n'avaient été déclanchée.

Par qui ?

Les anonymes ennemis ont été découverts le dimanche 4 décembre lorsque, pour empêcher Freinet de *tenir dans ses appartements une réunion privée de parents d'élèves*, le Maire a fait irruption dans la cour de l'école, à la sortie de Vêpres, suivi d'une clique de gens notoirement ennemis de l'école laïque à St-Paul et dont aucun n'a d'enfants à l'école. Nous pouvons citer :

— Le Maire, sans enfant, clérical connu, grand propriétaire foncier ;

— L'Adjoint, sans enfant à l'école;

— Mme Larcher, habitant St-Paul depuis peu, deux enfants à l'école privée de Vence ;

— Aubœuf, antiquaire, sans enfant, royaliste militant.

Si nous avions encore quelque doute sur l'origine réactionnaire et cléricale, antilaïque, de l'attaque contre Freinet, nous la trouverions dans ce fait révélateur :

La campagne de presse contre Freinet a commencé simultanément, le 10 décembre, dans l'*Eclaireur de Nice* — timidement — et dans l'*Action Française* — ostensiblement par la plume de Charles Maurras. Comme sur un mot d'ordre tous les journaux réactionnaires de France, toutes les feuilles cléricales, toutes les *Croix* ont reproduit, en l'aggravant encore la communication de presse. (Freinet possède de plus de 100 coupures semblables).

Quelle était la base de l'attaque dans Saint-Paul ? La plainte, disaient les rapports de police, serait déposée par le Maire de St-Paul, par le Conseil municipal, par les Anciens Combattants.

Dans une lettre parue dans le *Petit Niçois*, M. Guizol, conseiller municipal de St-Paul, assure que le Conseil Municipal n'en veut pas à M. Freinet et n'est pour rien dans les attaques dont il est l'objet. Le lendemain, le Maire est obligé de prendre seul la responsabilité de la demande de déplacement.

Quant aux anciens combattants, il n'y a à St-Paul aucune association, et on n'a pu obtenir aucune plainte précise de personne. On conçoit mal d'ailleurs que des anciens combattants osent attaquer en face leur camarade Freinet, grand mutilé de guerre, médaillé militaire et Croix de Guerre.

Il reste donc, de toute évidence, que l'attaque a été déclanchée par le groupe réactionnaire appuyé par le Maire de Saint-Paul.

Dans la cour de l'Ecole, le 4 décembre, le Maire de St-Paul a dit brutalement à Freinet :

— *Nous en avons assez de vous !*

Et cela se conçoit.

Non que Freinet ait jamais fait

dans le village la moindre opposition à la Municipalité ni même la moindre action militante sur le terrain politique — ce qui aurait été d'ailleurs son droit strict, mais il est trop pris par ses occupations pédagogiques pour militer. Son tort est de n'avair jamais accepté sans vives protestations la situation scandaleusement misérable qui est faite à l'école populaire de St-Paul.

Et les occasions de réclamer le respect d'une précaire légalité ne manquent pas.

La classe se tient dans un local sombre, sans soleil l'hiver ; le plancher disjoint est tout bosselé, et les vieux bancs branlants dansent sans cesse sur les monticules quel que soit le soin avec lequel les enfants entassent sous les pieds planches et coins.

Les cabinets se déversent dans une fosse étanche qui n'est jamais vidée à fond. Régulièrement, plusieurs fois par an, ils débordent et le purin s'en vient paraître jusqu'à la porte du préau ; les vers envahissent parfois le réduit, obligeant le maître à condamner la porte, pour envoyer les enfants, au mépris de toute hygiène, faire leurs besoins aux remparts.

Point d'eau ! Les enfants eux-mêmes doivent aller à la fontaine du village, à 100 mètres, faire la provision indispensable, aux risques et périls de l'Instituteur responsable.

Commune de 1.000 habitants, la classe devrait être balayée légalement par les soins de la Mairie. On n'a jamais pu obtenir le respect de la légalité : ce sont les enfants qui doivent assurer le balayage.

Chauffage ! Un vieux poêle est au milieu de la classe et les tuyaux menacent sans cesse de s'écrouler sur la tête des élèves. Ne parlons pas d'installation de sécurité. Bien mieux, notre camarade Freinet est obligé de refendre lui-même le bois et de fournir la plupart du temps le bois d'allumage, sinon il n'y aurait jamais de feu.

Une deuxième classe récemment créée est installée dans un local de la vieille tour municipale ; elle n'est éclairée que par une fenêtre et elle *n'est jamais ni blanchie ni balayée.*

Aucun crédit d'enseignement : il n'est accordé que 50 francs par an pour deux classes pour l'encre et la craie. Une caisse des écoles fondée par Freinet il y a quatre ans a permis d'acheter un cinéma et quelques livres, mais, depuis deux ans, il est impossible d'obtenir du Maire, président, la convocation du Conseil de la Caisse des Ecoles, et l'argent reste inemployé pendant que les écoliers pâtissent.

Pourquoi ce délaissement scandaleux ? Le Maire de St-Paul, sans enfant, en a donné la raison à Monsieur l'Inspecteur Primaire :

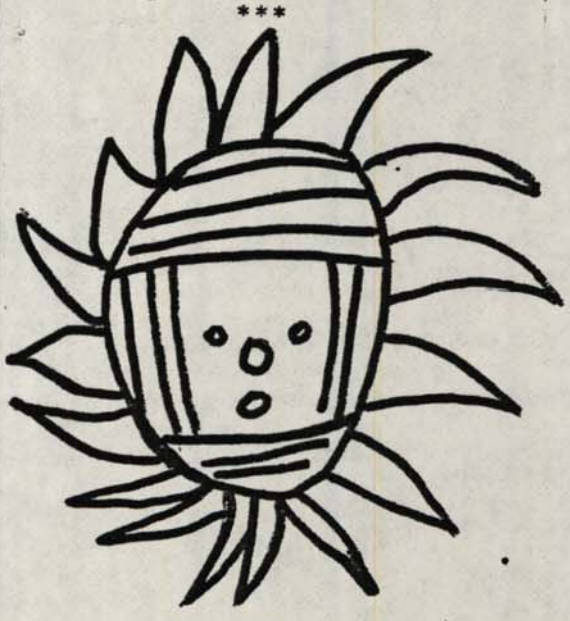
— Vous pouvez supprimer les quatre classes de Saint-Paul, si vous voulez...

Mais la Municipalité de Saint-Paul a essayé de faire pis encore : n'avait-elle pas décidé l'an dernier, à l'insu de l'administration, d'installer la poste et les appartements du Receveur dans les locaux scolaires provisoirement inoccupés de l'Ecole de filles ? Tout était prêt. L'administration des Postes avait déjà fait ses essais de réception. Une réclamation motivée adressée par Freinet au Préfet et à l'Académie a fait tomber le projet et les locaux scolaires sont restés normalement aux jeunes collègues qui les habitent actuellement.

***

Cette action incessante pour l'amélioration matérielle et morale de l'école, ce dévouement opiniâtre d'un instituteur à l'école laïque est à l'origine de la campagne acharnée par laquelle les obscurantistes réactionnaires demandent aujourd'hui, à cor et à cri, la révocation de notre camarade.

***



La campagne diffamatoire

Nos ennemis ont donc cherché dans l'œuvre de Freinet que'ques documents qui, habilement encadrés d'affirmations diffamatoires, étaient susceptibles de soulever contre l'école tous les ennemis de toujours pour créer le scandale désiré.

Il est donc nécessaire de rétablir dans leur cadre les textes incriminés et de donner des explications techniques détaillées sur la méthode dont Freinet est l'initiateur, et qui est conforme aux instructions ministérielles.

***

Freinet, comme les vrais éducateurs de tous les temps, pense que le point de départ de toute éducation est dans *l'intérêt spontané* que l'enfant porte aux manifestations de la *vie réelle*.

Son originalité est d'avoir su, par un travail impressionnant d'une dizaine d'années, créer et mettre au point le matériel permettant aux enfants de s'exprimer pleinement — et aussi la technique de travail qui permet aux instituteurs de s'orienter sur la voie nouvelle.

Les enfants donc sont encouragés à s'exprimer eux-mêmes. Ils écrivent quand ils en éprouvent le besoin, des rédactions qui sont des fragments de leur vie : narrations, descriptions, poésies, pièces de théâtre, rêves même.

Ces rédactions nées *spontanément*, qui ne sauraient être suggérées ou guidées sans manquer à la conception pédagogique qui anime Freinet, sont lues en classe par leurs auteurs. Les élèves choisissent librement au vote, la rédaction qui, répondant le mieux à l'intérêt de la classe, sera mise au point, rédigée définitivement, composée, imprimée, et échangée avec des dizaines d'écoles de France et de l'étranger.

Vous verrez par la suite de notre rapport qu'on essaye de démontrer que ces rédactions constituent un enseignement tendancieux.

Rien n'est plus faux ; rien n'est plus possible. L'enfant, par cette technique, est habitué à s'exprimer librement : il ne tolèrerait pas que son instituteur le contraigne à mettre par écrit des pensées qu'il n'a pas eues, à raconter des faits dont il n'a pas été le témoin. Cette technique même *d'Imprimerie à l'Ecole* suppose l'impartialité du maître : il est absolument à l'opposé de la contrainte tendancieuse de l'adulte.

Certes, ce que disent les enfants peut n'être pas toujours conforme aux désirs des adultes policés, et aux habitudes pédagogiques de l'école traditionnelle. Mais c'est la vérité, la pure et naïve vérité qui voit le jour. Même lorsqu'elle déplaît elle doit être respectée parce qu'elle est l'expression authentique des pensées honnêtes et *confiantes* des jeunes élèves.

On peut certes discuter la valeur pédagogique d'un tel enseignement. Nous sommes prêts à répondre avec preuves à l'appui ; il nous suffira pour aujourd'hui de mentionner :

— Que les instructions ministérielles de 1923 recommandent tout spécialement les rédactions libres ;

— Que l'expérience de l'*Imprimerie à l'Ecole* commencée il y a 8 ans, se poursuit actuellement, sous le contrôle et avec la collaboration souvent des autorités pédagogiques elles-mêmes, dans plus de 300 écoles françaises et étrangères.

— Que les centaines d'attestations élogieuses et enthousiastes que nous avons à ce jour montrent la valeur pédagogique de cette technique.

Depuis que Freinet travaille à St-Paul, près de 1.000 rédactions libres ont été ainsi imprimées par la presse de l'école.

Au grand jour ! Plus que cela.

Dans les classes ordinaires l'instituteur ne subit le contrôle de ses chefs qu'une fois l'an ; le contrôle des parents est presque inexistant.

Par l'Imprimerie à l'Ecole, les textes sont lus chaque soir — et ils sont lus effectivement dans presque toutes les familles — par les parents. Le service régulier des imprimés est fait de plus à l'I.P. qui peut donc contrôler les classes travaillant à l'imprimerie mieux qu'il ne peut contrôler aucune autre classe.

Comment, dira-t-on alors, les uns et les autres ont-ils laissé passer sans protester des textes qui, publiés par la presse, ont fait jeter les hauts cris — car ces textes datent l'un de 13 mois l'autre de 9 mois, l'autre de 7 mois.

L'explication en est bien simple.

Ces textes enfantins, écrits avec

une pureté et une honnêteté indéniables, ne sauraient contenir aucune mauvaise pensée. Replacés dans leur cadre normal du livre de vie ils restent une forme à peine originale de la pensée enfantine. Nul n'y a vu malice. Parce qu'il n'y en avait pas et qu'il ne peut pas y en avoir.

Lorsque Freinet a à s'en prendre à quelqu'un, fut-il maire ou curé, il est capable de le faire personnellement sans se servir de ses élèves.

Tirer de l'imposant travail que constituent les livres de vie quelques documents spéciaux, les isoler de leur conteste, les encadrer de mensonges, puis condamner l'instituteur sur l'examen de ces seules pièces détachées ce sont là des procédés connus certes. mais qu'aucun homme honnête ne saurait couvrir et accepter. Passons à l'examen des rêves incriminés.

1° MON REVE

« J'ai rêvé que toute la classe s'était révoltée contre le Maire de Saint-Paul qui ne voulait pas nous donner les fournitures gratuites. M. Freinet était devant. Il dit à M. le Maire :

— Si vous ne voulez pas nous payer les livres, on vous tue.

— Non.

— Sautez-lui dessus, dit M. Freinet.

Je m'élance. Les autres ont peur. M. le Maire sort son couteau et m'en donne un coup sur la cuisse. De rage, je prends mon couteau et je le tue.

M. Freinet a été le Maire et moi je suis allé à l'hôpital. A ma sortie, on m'a donné mille francs ».

Ce rêve se trouve effectivement dans le livre de vie de Freinet. S'il avait, au moment de sa composition. Mars 1932, offensé qui que ce soit, serait-il passé inaperçu ? Si parents et élèves en avaient été outrés le silence aurait-il pu être gardé ?

Voici ce que pense de la publication de ce rêve M. Ch. L. Baudoin, directeur de l'Institut de Psychothérapie de Genève, Privat Docent à l'Université de Genève :

Genève, le 19 décembre.

Monsieur,

Vous avez bien fait de me communiquer ce texte d'un rêve d'enfant ainsi que l'affaire à laquelle il a donné lieu. Ce rêve me paraît tout à fait conforme à de nombreuses fantaisies de nombreux enfants, et je crois que quiconque s'est occupé de l'étude du subconscient de l'enfant sera de mon avis. Je n'ai certes pas la prétention d'analyser ici ce rêve, ce qui est impossible sans avoir le contexte d'associations spontanées de l'enfant, mais ce qu'on peut dire à première vue c'est qu'il s'agit d'une de ces fantaisies extrêmement banales encore une fois, exprimant le complexe d'Œudipe plus particulièrement la révolte contre l'autorité paternelle, autorité qui est symbolisée suivant les cas aussi bien par le Maire ou le curé du village que par Napoléon ou Nabuchodonosor.

Il faut certainement être bien mal informé sur la psychologie enfantine ou avoir de singuliers parti-pris pour avoir pu interpréter ce rêve d'une manière défavorable pour vous. Personnellement, je ne puis que vous féliciter d'avoir entrepris cette étude des rêves d'enfants, ce qui est le moyen par excellence d'être informé d'une façon un peu précise sur leur vie affective profonde. Et soyez certain que tout psychologue et éducateur digne de ce nom ne pourra que vous approuver.

Veuillez... Signé: BAUDOUIN.

Rêve sanglant, dira-t-on, dangereux à mettre sous les yeux des élèves ! C'est une théorie ; et elle est discutable.

Freinet ne voit pas d'inconvénients à cette publication — toute accidentelle d'ailleurs (6 rêves violents sur 400 textes). Et la preuve que ces rêves n'ont pas nui à la santé morale des enfants, c'est que l'auteur même de ce rêve, le jeune Diaz, a été régénéré par la méthode de Freinet — une élogieuse attestation des parents le prouve Fait plus important : les enfants aiment la bataille et la guerre, c'est incontestable. Or, dans un autre rêve, qu'on reproche à Freinet, une

majorité d'élèves s'élève contre la guerre. Comment concilier les conclusions possibles de l'examen de ces documents.

Il en reste du moins que, dans l'état actuel de l'école et de la pédagogie les rêves d'enfants sont parmi les documents les plus précieux à étudier pour la connaissance profonde des élèves. Cela ne fait aucun doute.

La publication de ce rêve ne saurait donc constituer ni une faute ni une erreur ; elle est un des éléments normaux d'une pédagogie qui vise à libérer l'enfant, à l'améliorer moralement, à lui permettre de s'élever. Les seuls coupables sont ceux qui ont encadré ces documents de mensonges effrontés qui en dénaturent totalement et l'origine, et l'esprit et le but

2° LA PREMIERE COMMUNION

« *Dimanche 19 juin a eu lieu la première communion à Saint-Paul, 19 garçons, 16 filles et 12 renouvelants. M. le Curé nous a donné une brioche à chacun. Nous partons à l'église en chantant. Nous avons fait la bombe. Castelli s'est saoûlé. Des hommes étaient ivres aussi. Nous avons mangé à la maison de bons gâteaux et de bonnes galettes.*

Les trois élèves présents : Cordara, Castelli et Janinet. *Les autres sont encore allés à la messe et ils sont fatigués* ».

Il est l'expression absolument libre des 3 élèves présents le lendemain de la première communion.

Il serait profondément erroné de croire que Freinet a inspiré cette opposition regrettable entre la fête religieuse et la fête profane. Toutes deux ont laissé dans l'esprit des enfants une trace profonde. Il est naturel que l'enfant l'exprimant librement, les raconte sans fard, dans l'ordre chronologique...

Faute de goût, dit-on, que ces expressions saoûlé, ivre, bombe... Ah ! certes le langage de l'enfant n'est pas très académique ; et Freinet ne pourrait le rendre tel qu'en lui enlevant toute vie, en déformant la pensée, en pratiquant cette besogne *tendancieuse* qu'il se refuse à opérer et qui consisterai à faire taire l'enfant pour lui imposer à nouveau les formules creuses d'une morale verbale qui a prouvé son impuissance.

Et la morale, dira-t-on !

Des enfants racontent qu'ils se sont saoûlés. L'atmosphère morale de la classe de Freinet, l'exemple de haute dignité morale de notre camarade sont d'avance la désapprobation formelle d'actes indignes d'hommes.

Que l'on nous permette ici de citer un autre texte qui permettra de saisir qu'à défaut d'une morale emphatique et rébarbative et, trop souvent, école d'hypocrisie. Freinet prêche d'exemple une morale réelle

NOUS FUMONS

« *Hier soir Christini a acheté quatre cigarettes et Borgna une boîte d'allumettes. Christini nous a donné une cigarette à chacun ; Borgna a frotté une allumette et nous avons allumé nos cigarettes.*

Les deux Mathieu et Pagani s'étaient cachés derrière un buisson. Le jeune frère de Borgna disait :

— Regardez, moi je tire !

On aurait dit une locomotive. Christini avait les yeux rouges comme un crapaud. Borgna demandait, s'il fallait tirer ou souffler pour faire sortir la fumée du nez.

Castelli et Christini en ont fumé seulement la moitié d'une, Borgna en a fumé une. Il dit : Nous étions contents : on a bien dormi, bien mangé, bien bu ; une pipade vaut bien un écu.

Gr. 3 Borgna, Castelli, Christini.

9 *élèves aiment fumer,* 10 *ne veulent pas fumer.*

Le maître ne fume pas, et il en est bien content ».

Voir dans le texte la communion de l'immoralité ou la moindre attaque contre la religion, c'est abuser de la bonne foi des lecteurs non avertis. Laisser constater que la fête religieuse de la première communion est suivie d'une fête profane non négligeable, est-ce un mensonge ou une erreur ?

Pour montrer que, dans la classe de Freinet on ne craint pas de toucher objectivement aux choses de la religion et à ses prêtres, nous citons volontiers les quelques textes suivants, cueillis au milieu de beaucoup d'autres.

AUX BOULES

« *Hier, dit Eugène, nous avons joué aux boules avec Monsieur le Curé.*

Baptistin et Vassalo étaient avec Monsieur le Curé. Marcel et Marius étaient avec moi.

Nous commençons. Baptistin a le but et pointe : Marcel pointe à son tour et gagne.

Baptistin pointe à nouveau et ainsi de suite. Nous avons gagné la partie ». — Roux Eugène, 10 ans.

UNE PROMENADE

« *Jeudi dernier je suis allé à Cannes avec plusieurs camarades assister aux fêtes du tricentenaire de l'Eglise du Suquet. Il y avait plus de cinq mille enfants. Nous étions habillés en enfants de chœur.*

Ce qui nous a le plus intéressé c'est le voyage. Quand nous passions au bord de mer, nous étions contents de voir les bateaux : nous criions et nous chantions ». — Monzeglio Louis.

Croit-on que si Freinet raillait les cérémonies religieuses, ses élèves s'exprimeraient aussi simplement et que l'un d'eux terminerait tout naturellement une rédaction par ces mots :

« *Puis nous sommes allés à la bénédiction* ».

Ces quelques exemples feront comprendre, nous l'espérons, combien il serait erroné de voir dans les imprimés des élèves la moindre attaque contre la religion. Neutralité la plus absolue du maître et impartialité la plus honnête et la plus conforme aux théories pédagogiques mêmes de Freinet.

3° On reproche enfin à Freinet d'avoir laissé écrire aux enfants l'enquête suivante sur la guerre :

« NOTRE ENQUETE. — *Nous ne voudrions plus partir pour une guerre. Quatre élèves cependant : partiraient. Nous nous demandons s'ils ont bien leur bon sens : Alphonse, Baptistin et Eugène qui ont leur père mutilé, et Robert* ».

Preuve éclatante d'impartialité et de neutralité d'abord : on voudrait présenter Freinet comme un anti-militariste intransigeant, comme un antipatriote forcené et, dans sa classe, quatre élèves cependant peuvent affirmer librement et hautement leurs instincts patriotes. Tous ceux qui ont pratiqué l'éducation diront si dans une classe où le maître impose ses manières de penser on peut trouver des indépendants.

Freinet aurait parlé de guerre, il aurait laissé des enfants parler librement de la paix sans « que soit faite la distinction si importante entre guerre offensive ou guerre défensive ». Force nous est de noter que cette distinction est au-dessus de l'intelligence enfantine — et parfois même de l'intelligence humaine. Qui pourrait par exemple nous dire si la guerre de 1870 était offensive ou défensive ?

Nous croyions nous que la France de Briand est toujours l'ardente propagandiste du désarmement *matériel* et *moral* ; que *arrière les canons !* pouvait être crié dans nos écoles, que l'enseignement de la Société des Nations qu'on nous recommande était incompatible avec un enseignement belliqueux.

A ce point, Monsieur l'I.A. oublie de donner un détail d'une certaine importance que M. l'I.P. avait pourtant noté : si même Freinet était coupable d'avoir parlé contre la guerre — il resterait que Freinet a fait la dernière guerre, qu'il en est revenu affreusement mutilé et que la balafre effrayante qui le marque à tout jamais lui donne quelque droit de regarder en frémissant les enfants guerriers de demain.

Freinet, mutilé de guerre, réformé à 70 p. cent, médaillé militaire, décoré de la Croix de Guerre, attend que les anonymes qui l'accusent d'être un « mauvais Français » apportent en parallèle leurs titres de gloire et de souffrances.

Freinet, dit M. l'I.A., n'enseigne pas les devoirs envers la patrie. Nous protestons contre cette affirmation gratuite de nos chefs et nous attendons les documents qui prouveront que Freinet n'enseigne pas conformément aux programmes. Le livre de vie, œuvre exclusive des enfants, ne peut contenir aucune œuvre du maître, mais ses textes ne sont pas le seul travail scolaire ; ils ne constituent qu'une partie de l'effort pédagogique. On ne pourrait juger et sanctionner celui-ci qu'en rendant compte de tous les commentaires faits en classe, et de l'utilisation pédagogique de ces documents — chose impossible 7, 9 ou 13 mois après.

Après avoir suivi les calomniateurs dans la critique des trois textes incriminés, nos chefs, sentant la faiblesse exagérée de l'accusation, ont élargi leur enquête à l'ensemble des travaux de Freinet.

Nous devons faire là une réserve très importante et une protestation motivée.

Que l'administration épluche les livres de vie des enfants pour trouver à critiquer quelques phrases ou quelques mots, c'est déjà pour le moins étrange si l'on considère que ces documents vieux d'un an ou plus *ne sont plus actuellement entre les mains des enfants*, que Freinet ne peut pas y répondre par les contextes nécessaires que seraient les cahiers d'élèves correspondants.

Mais nous nous élevons avec vigueur contre le procédé par lequel l'administration essaye d'atteindre Freinet.

Notre camarade est, comme on le verra, l'initiateur et l'animateur d'un certain nombre d'œuvres absolument extérieures à l'école. De ces œuvres il n'est pas comptable devant ses chefs mais devant les juges de son pays et il récuse d'avance tous les éléments d'accusation puisés dans des œuvres étrangères à l'école.

***

M. l'I.A. cite le passage d'un texte d'enfant de la classe de Freinet :

« *Il nous manque 6 feuilles de notre imprimé :* Guerre ou Paix. *Pourriez-vous nous les envoyer ?* »

Et Et M. l'I.A s'écrie avec une frayeur comique : « *Que contiennent ces imprimés ? On peut n'être pas rassuré* ».

Ce qu'ils contiennent ? Les voici, écrits et imprimés par des correspondants d'un village du Nord.

GUERRE OU PAIX

Samedi, nous sommes allés à Cysoing. A une heure, joyeusement, nous montons dans l'auto de M. Snoëck. En route pour Cysoing. Le panorama se défilait comme un film sur l'écran. Bientôt nous sommes à Cysoing. L'auto s'arrête, nous descendons, nous nous bousculons. Un morceau d'étoffe se balance au soleil ; des lettres inscrites en rouge se détachent : « Musée Guerre ou Paix ». — Entrez, M. l'instituteur . — Tout le musée parlait de la guerre. Il y avait des phrases tristes, vous les lirez. — J'ai tellement vu de choses que je ne pourrai les raconter. Ce qui m'a le plus effrayé, ce sont « Les gueules cassées ». C'était horrible. L'un avait les yeux retournés et le nez enlevé ; l'autre avait le nez retenu par des crochets fixés dans son crâne... ! D'autres étaient plus terrifiants encore. S'il en arrivait une nouvelle, quel désastre ! Je vais vous dire ce qu'elle serait d'après les gravures que j'ai regardées. — A midi, Paris est en fête et ne songe pas du tout à la guerre. A midi trente : Paris est anéanti. Par quoi ? Par des avions. Comment cela se fait-il ? Dans un avion on peut mettre beaucoup de gaz : une trentaine d'avions et... plus de ville. — Oui, mais on a des masques. — Bien sûr, mais il y a tant de gaz différents qu'on n'a pas assez de masques pour tous et puis, lequel prendre ? — Nous sommes revenus à pied. Nous nous sommes arrêtés à la brianeterie Martin frères pour regarder un peu. — Puis j'ai admiré mieux que tout cela, devinez quoi ? L'automne. Ici, là, des chevaux traînent paisiblement les charrues. Les arbres chuchotent. Une masse noire, puis verte, puis bleue, c'est un bois dont le soleil change les couleurs. Nous som-

mes assis sur l'herbe. Silence : « Rac, Rac ». C'est une auto qui passe. Des feuilles se détachent, tourbillonnent, montent en l'air et tombent. Des portegraines se courbent sous le vent comme des hommes au travail. Que c'est beau le printemps ! (J'avais écrit cela, alors M. Roger m'a dit : « Surtout au mois d'octobre ! »

LA GERBE ? — Nous l'avons dit : Freinet n'en est pas comptable devant ses chefs.

« Freinet en met gratuitement les numéros à la disposition des élèves de sa classe » dit-on ? Freinet attend la preuve que les numéros incriminés se trouvaient dans la classe.

Pourtant, la collection de La Gerbe est à ce point intéressante que nous n'hésitons pas à suivre l'administration dans la citation des passages qu'elle voudrait tendancieux.

Notons que M. l'I.A. ne trouve dans la Gerbe pas un mot à louer — alors que selon M. l'I.P. elle contient quelques bonnes choses, par exemple cet appel d'un élève en faveur des chômeurs :

« *Petits camarades, rassemblons toutes nos tirelires pour venir aider ces papas et ces mamans qui souffrent. Nous aurons fait une bonne action* ».

Nous avons donné d'autre part les passages incriminés par l'administration : Ils sont, par eux-mêmes suffisamment loquents.

Nous le répétons : c'est tout ce qu'on a trouvé à critiquer dans les 17 numéros, dans les 300 pages d'une revue qui est une des gloires de l'école publique française.

***

Cela n'empêche pas M. l'I.P. d'abord puis M. l'I.A. de laisser sous-entendre que « Freinet ne sépare pas suffisamment dans sa classe la vie sociale et politique, de son enseignement » Ils voudraient l'un et l'autre prouver que Freinet enseigne « *la lutte de classes à ses élèves* ».

Mais *affirmer*, même avec des réserves, et *prouver* sont deux choses bien différentes.

Nous avons déjà cité quelques-uns des textes destinés à établir cette piteuse accusation.

Il faudrait vraiment avoir la phobie de la propagande révolutionnaire pour voir dans de semblables textes une incitation quelconque à la lutte de classe.

Si apprendre aux enfants à regarder la vie et à exprimer la vérité, si être honnête avec les enfants et avec soi-même devient maintenant un crime de lèse-société ou de lèse-patrie, tous les éducateurs alors se dresseront pour dire qu'il est de leur devoir de commettre ce crime.

Et puis, y aurait-il une mesure spéciale pour Freinet alors que tous les manuels scolaires en usage officiellement dans les écoles de France se permettent des déclarations bien plus osées.

En voici quelques exemples :

« *Un patron qui ne se contente pas des services de ceux qu'il emploie mais qui prétend peser sur les actes de leur vie privée atteinte à leur liberté. Il arrive quelquefois que des ouvriers décident de faire grève. Ces ouvriers sont dans leur droit* ».

Le Livre de Morale des Ecoles Primaires, par Louis Boyer, Librairie classique Fouraut, Paris.

Quand les petits enfants, les mains de (froid rougies
Ramassent sous vos pieds les miettes (des orgies,
La face du Seigneur de détourne de (vous.

V. HUGO (même référence).

« *Les guerres deviennent de plus en plus rares. Les gouvernements eux-mêmes prêchent la paix, l'aiment,* ou font semblant *de l'aimer* ».

E. LAVISSE, Discours aux enfants. — Choix de lectures, Mironneau C.M.

« *Il faut aussi que nous prouvions notre reconnaissance, chaque fois que nous le pouvons, aux grands blessés qui ont le courage de supporter gaie-*

ment parmi nous les mutilations que la guerre leur a values ».

PANETRAT, instituteur, aveugle de guerre. — *Lisons*, premier degré.

« *Les hommes de guerre sont le fléau du monde.*

Des hommes, des bienfaiteurs, des savants, usent leur existence à travailler, à chercher ce qui peut secourir, ce qui peut soulager leurs semblables. Ils vont, acharnés à leur besogne utile, entassant les découvertes, agrandissant l'esprit humain... La guerre arrive : en six mois, des généraux ont détruit vingt ans d'effort, de patience et de génie ».

Guy de MAUPASSANT. — Nouveau Cours de Langue Française Bouilliez et Lefebvre ; Gedalge, éditeur.

Les auteurs de ces livres et bien d'autres heureusement ont comme Freinet, pris à leur compte les fortes paroles de M. de Monzie :

« *C'est à l'école que le Monde apprendra la paix comme il y apprend l'arithmétique.*

Le Savoir est une forme de l'Internationalisme.

Le patriotisme a pesé sur le savoir, peut-être plus que les religions et les superstitions ».

(Discours de THENON).

En vérité, nous osons dire que sur l'initiative de *l'Eclaireur de Nice* et de *l'Action Française*, ce n'est pas le procès de Freinet seul qui s'est ouvert ici, c'est celui de tous les éducateurs, de tous les penseurs, de tous les pacifistes.

***

Pour terminer M. l'I.A. condamne une technique qu'il n'a rien fait pour connaître. Il reproche à Freinet de n'avoir qu'un seul livre dans sa classe.

C'est montrer une complète méconnaissance du travail de Freinet.

Chaque élève de Freinet a d'abord 2 livres de vie, qui s'enrichissent au jour le jour jusqu'à devenir, au bout de l'année, les plus captivants et les plus originaux des livres. Un livre spécial, créé par les élèves d'histoire, de sciences et de géographie est entre les mains des enfants.

Pour le reste, Freinet pense qu'il est inutile de donner dans une classe les mêmes manuels à tous es élèves. Mais une abondante bibliothèque de travail met à la disposition de tous les élèves la plupart des manuels en usage dans les écoles. Les élèves y puisent pour toutes leurs études en classe ou à la maison -- et cela gratuitement.

A cette bibliothèque de travail s'ajoute un fichier scolaire de 2.000 documents, véritable trésor de connaissances dont on peut en vain chercher le pendant dans les autres classes et un fichier de calcul pour le travail libre.

Si on ajoute que le cinéma avec ses séances nombreuses, que le phonographe pour lequel Freinet utilise un système de locations de disques, que les échanges interscolaires enrichissent encore considérablement la documentation de la classe, on comprendra que les élèves de Freinet ont les moyens de s'instruire.

L'Action à SAINT-PAUL

Et surtout qu'on ne croie pas que l'effort de Freinet sur le plan national empêche notre camarade de faire à St-Paul même de la bonne besogne. Au contraire : ce sont deux efforts qui convergent et dont le résultat ne peut qu'être heureux.

Et effectivement Freinet a fait, de sa classe pauvre et triste, une véritable ruche où les enfants travaillent et produisent avec enthousiasme.

Une imprimerie scolaire a été installée permettant l'impression régulière d'un journal scolaire. Un fichier important complète la Bibliothèque de Travail, la Bibliothèque scolaire a été réorganisée, une coopérative scolaire créée pour la gérance de l'école elle-même. Le Cinéma fonctionne normalement ; le phonographe apporte dans la classe vie et gaîté...

Qu'il nous suffise ici de rapporter l'appréciation du Maire lui-même, il y a quelques années :

« *Je n'ai que deux griefs à faire à Monsieur Freinet : Il fait trop bien sa classe ; trop d'élèves des environs viennent chez lui, et il jette trop d'eau dans les cabinets.* »

Et qu'on ne croie pas que ces recherches nouvelles empêchent l'instituteur de satisfaire aux programmes ni de présenter des enfants aux examens. Dans une classe où aucun élève n'avait plus été présenté au certificat depuis quinze ans, notre camarade Freinet a fait recevoir en 4 ans : 6 élèves au certificat d'études et 2 à l'Ecole Hôtelière.

Puisque le rapport de M. l'I.P. présente une comparaison entre la classe de Freinet et celle des institutrices on nous permettra d'ajouter que, pendant le même temps, l'école de filles correspondante n'a eu que 3 *élèves reçues*.

Nous possédons une impressionnante liste de pétitions signée par la majorité des parents d'élèves et par l'unanimité des parents d'anciens élèves. Nous la tenons à la disposition de nos lecteurs qui auraient besoin de se convaincre eux-mêmes ou de convaincre les gens autour d'eux sur la façon dont les parents d'élèves apprécient l'enseignement de Freinet.

Que conclure?

Pour se débarrasser de Freinet indésirable pour les raisons que nous avons dites, des ennemis avérés de l'école laïque ont en vain cherché dans l'œuvre de Freinet : ils n'ont pu trouver que trois textes qu'ils ont voulu rendre scandaleux en les encadrant de mensonges encore plus scandaleux.

Ils étaient sur le point d'échouer puisque malgré leurs efforts, la classe de Freinet fonctionnait normalement. Ils ont alors, avec la complicité du Maire, organisé la grève scolaire.

Le garde-champêtre, qui devrait faire respecter les lois scolaires, s'est officiellement employé à faire retourner les enfants qui se rendaient en classe. Par des manœuvres délictueuses dont il lui sera demandé compte, le Maire de St-Paul a fait pression sur les parents d'élèves pour qu'ils n'envoient pas leurs enfants en classe.

Malgré cela, la classe de Freinet n'a pu être désorganisée. La majorité des enfants a continué à fréquenter la classe et récemment encore les pères de famille représentant cette majorité d'enfants demandaient à être reçus par Monsieur le Préfet pour faire des dépositions de toute première importance. Contre toute attente, le Préfet a refusé de les recevoir avant la décision du C.D.

***

Et c'est au moment où Freinet, aux prises avec ces pires ennemis, semble avoir surmonté les principales difficultés ; c'est lorsque les pères de famille enfin éclairés se ressaisissent pour soutenir l'école laïque ; c'est ce moment même que le Conseil Départemental choisirait pour frapper Freinet !

Nous ne pouvons le croire.

NOUVELLE ALERTE

Nous étions sur le point d'annoncer notre victoire, puisque l'Inspecteur d'Académie venait brusquement d'être déplacé et envoyé à Oran... sur sa demande — lorsque, clandestinement, l'affaire Freinet est portée à nouveau devant le Conseil départemental du 28 janvier — et, cela, illégalement puisque notre camarade n'a pas eu connaissance du dossier, conformément à la loi.

Cette nouvelle attaque vient au moment où les pouvoirs publics refusent d'intervenir contre le Maire de Saint-Paul qui a déclaré publiquement, le 22 janvier, que Freinet formait des voleurs et des assassins.

C'est toute la légalité scolaire qui est en jeu ; il y va de la sécurité de tous les instituteurs. Quelle que soit la décision illégale, nous devons plus que jamais serrer les rangs et faire front.

C.F

Résumons-nous

Freinet a fourni pour l'école un labeur hors du commun ; il a prouvé une absolue bonne foi en travaillant sous le contrôle de ses supérieurs et des pères de famille ; il n'a connu ni avertissement préalable, ni réserves ; au contraire, tout lui a fait croire qu'il était dans la bonne voie ; l'enquête contre lui a été bien sommaire puisque ses chefs ne l'ont jamais vu en train de faire sa classe ; l'attaque a été déclanchée et poussée par les éléments les plus résolument anti-laïques.

Les procédés employés pour l'abattre — anonymat, pression sur les pères de famille marquent tout mépris pour la morale courante et la légalité républicaine.

Aussi sommes-nous persuadés que le Conseil Départemental se refusera à jeter un éducateur de cette envergure et de cette bonne foi en pâture aux éternels ennemis de l'Ecole laïque, du progrès démocratique et de la libération populaire.

Syndicat de l'Enseignement des A-M (06)

DOCUMENTS

Les affiches apposées dans Saint-Paul dans la nuit du 1 au 2 décembre :

LES DEVOIRS DE M. FREINET

Veut-on un aperçu des dictées de l'Instituteur Freinet à ses élèves ? En voici un échantillon instructif, cueilli dans les cahiers des enfants : (dictée, sous forme de rêve d'un enfant) :

Mon rêve

« J'a rêvé que toute la classe s'était révoltée contre le Maire de St-Paul qui ne voulait pas nous donner les fournitures gratuites.

M. Freinet était devant. Il dit à M. le Maire :

— Si vous ne voulez pas nous payer les livres, on vous tue.

— Non.

— Sautez-lui dessus, dit M. Freinet.

Je m'élance. Les autres ont peur, M le Maire sort son couteau et m'en donne un coup sur la cuisse. De rage, je prends mon couteau et je le tue.

M. Freinet a été le Maire et moi je suis allé à l'hôpital. A ma sortie on m'a donné 1.000 francs ».

Dictée se trouvant dans les cahiers d'élèves).

SANS COMMENTAIRES.

***

AUX HABITANTS DE SAINT-PAUL

Nous attirons l'attention de la population Saint-Pauloise, et plus particulièrement celle des parents qui envoient leurs enfants à l'école de garçons sur les agissements de l'instituteur FREINET.

Cet instituteur prétend faire des élèves qui lui sont confiées de futurs bolchevistes.

Lui-même le dit et l'écrit. De plus, l'enseignement qu'il donne aux enfants est absolument défectueux. Au lieu de faire correspondre ses élèves avec les jeunes russes de la République bolcheviste des Soviets, l'instituteur Freinet ferait beucoup mieux de leur donner une solide instruction française.

Nous nous élevons contre l'enseignement déplorable de ce *mauvais éducateur de la jeunesse*, et nous tenons à dire avec force que nous ne comprenons pas que la société et l'Etat, qu'il veut détruire, le *paient* pour accomplir cette besogne.

La population de St-Paul, éclairée sur l'enseignement donné à ses enfants par M. Freinet, se joindra à nous pour demander son départ.

Un groupe d'habitants de St-Paul

C. FREINET, instituteur à St-Paul (A.-M.), à Monsieur le Ministre de l'Education Nationale,

Le 6 janvier 1933.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance les faits suivants :

A la date du 7 février 1932, j'adressais à Monsieur le Ministre la lettre suivante qui est restée sans réponse :

« A la date du 7 janvier, j'adressais à Monsieur l'Inspecteur primaire la lettre suivante qui est restée sans réponse. (Monsieur l'Inspecteur primaire m'a informé l'avoir transmise à Monsieur l'Inspecteur d'Académie).

Avant la rentrée d'octobre, je vous avais écrit au sujet de l'installation matérielle de nos classes une lettre dont deux parties au moins sont restées sans réponse :

1° Ma classe — comme la deuxième classe d'ailleurs — n'est pas balayée. Ce sont les élèves en principe et souvent les instituteurs, qui assurent ce balayage. Cela n'est absolument pas légal.

Or, la municipalité ne veut pas assurer ce balayage. Que devons-nous faire pour obtenir que la loi soit respectée ? Si malgré de nouvelles demandes définitives la municipalité se refusait à remplir ses obligations, avons-nous le droit de cesser nous-mêmes tout balayage ? Et jusqu'à quel moment devrons-nous faire classe dans des locaux qui sont plus des écuries que des salles de classe ?

2° Nous n'avons pas d'eau dans la cour. Or, la loi est ici formelle, et cela se comprend : Pour nos multiples besoins, nos élèves sont obligés d'aller, à tout instant du jour, chercher de l'eau à la fontaine du village, à environ 150 m. Si nous ajoutons qu'il nous faut nous-mêmes nettoyer les cabinets étanches journellement, on comprend ce que cette entorse à la loi apporte de trouble dans notre travail. Et malheureusement nous sommes responsables des accidents qui surviennent à des enfants allant chercher de l'eau.

J'ai l'honneur de vous demander ce que je dois faire. Ai-je le droit d'exiger que la municipalité maintienne dans la cour une provision d'eau suffisante pour nos besoins scolaires, mesure indispensable et d'ailleurs légale ? Si la municipalité refuse, que dois-je faire ?

J'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me faire donner les instructions très précises que j'ai demandées à diverses reprises, et qui me sont absolument indispensables en présence d'un état de fait préjudicable à la marche normale de ma classe ».

Parce que j'ai réclamé sans cesse à Saint-Paul le respect de la légalité, M. le Maire a juré de se débarrasser de moi.

Mais il emploie à cet effet des procédés par trop illégaux, et qui, s'ils n'étaient pas

suivis de sanctions, seraient une atteinte grave aux lois organiques de notre enseignemnt public :

1° Le 4 décembre 1932, le Maire de Saint-Paul a fait irruption dans la cour de l'école suivi d'une douzaine de personnes *toutes étrangères à l'école* et dons quelques-unes ont leurs enfants dans des écoles religieuses. Malgré l'observation que j'ai faite que ces personnes n'avaient pas le droit d'entrer dans les locaux scolaires, M. le Maire a persisté dans sa manifestation illégale, en disant : « Nous sommes ici chez nous ».

2° Malgré la campagne de diffamation menée contre moi dans le village, ma classe a continué à fonctionner normalement, comme a pu le constater M. l'Inspecteur Primaire.

Les ennemis de l'école ont alors déclenché la grève scolaire qui reste très partielle puisque j'ai toujours réuni la majorité des élèves.

Mais les moyens par lesquels le Maire essaye de désorganiser ma classe sont trop ouvertement contraires à toute légalité :

a) Le lundi matin 19 décembre, le garde-champetre de St-Paul, usant de son autorité de police à lui-même fait retourner un certain nombre d'élèves qui, sur l'ordre de leurs parents, se rendaient à l'école. Des parents d'élèves en témoigneront.

b) Le 19 décembre au soir et le 20 au matin, Monsieur le Maire a convoqué chez lui « pour affaires les concernant » un certain nombre de pères de famille qui n'avaient pas voulu se joindre au mouvement de grève. Et là une pression délictueuse profondément immorale a été exercée par M. le Maire de St-Paul pour que les enfants soient retirés de l'école. Les parents en témoigneront.

***

J'ai le regret de constater, Monsieur le Ministre :

1° Que les multiples réclamations que j'ai faites au sujet de la situation déplorable de l'école de St-Paul sont restées sans réponses et qu'aucune des autorités chargées de faire appliquer les réglements scolaires n'a daigné m'aider dans la lutte difficile que j'ai soutenue pendant quatre ans.

2° Que mes plaintes réitérées à M. le Préfet contre les agissements illégaux de M. le Maire de St-Paul sont également restées sans réponse et sans effet, et que nulle autorité n'a fait aucun des gestes prévus par la loi pour assurer la fréquentation scolaire — une dizaine d'enfants courant les rues depuis quinze jours alors que les parents eux-mêmes n'ont formulé aucune plainte sérieuse contre mon enseignement.

Je n'exposerai pas ici, Monsieur le Ministre, comment par un dévouement inlassable, j'ai pu réaliser, malgré ces conditions déplorables, des expériences qui selon le mot de M. Ad. Ferrière, font de St-Paul « l'une des capitales pédagogiques de l'Europe ».

J'espère cependant de votre autorité, Monsieur le Ministre, que vous voudrez bien donner des ordres pour que les lois et réglements scolaires soient respectés à St-Paul.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre...

L'Instituteur.

P.S. — Le mercredi 21 décembre, Monsieur le Brigadier de Gendarmerie de Vence est venu se mettre à ma disposition pour, en vertu de la loi, verbaliser contre les parents qui n'envoyaient pas leurs enfants à l'école.

Il a commencé le lendemain à visiter des pères de famille. Mais, dès le début de l'enquête, et contre toute attente, il a disparu pour ne plus jamais revenir.

***

Monsieur FREINET, instituteur à Saint-Paul (A.-M.),

A Monsieur le Préfet des Alpes-Maritimes.

Le 25 décembre 1932.

Monsieur le Préfet,

Le 21 décembre dernier j'ai eu l'honneur d'attirer votre attention sur les agissements graves et délictueux des autorités municipales de St-Paul, agissements nettement dirigés contre l'école laïque.

Je ne permets de vous rappeler ma lettre, dans l'espoir que vous voudrez bien lui donner les suites légales qu'elle comporte.

« Un groupe médical et réactionnaire ne comprenant aucun parent d'élève, a certainement juré de se débarrasser de l'instituteur de St-Paul et de donner ainsi à l'école laïque un coup sensible.

Dans l'impossibilité où l'on était de m'atteindre sur le terrain politique puis sur le terrain pédagogique, nos adversaires tentent, depuis lundi 15, leur dernière chance : la grève scolaire.

Mais les procédés employés par les autorités municipales de St-Paul pour arriver à leurs fins sont par trop délictueuses, et nous osons espérer qu'il nous suffira de vous les signaler pour que le nécessaire soit fait sans retard pour le rétablissement de l'ordre et de la légalité.

1° Je vous l'ai déjà signalé : M. Janinet, garde municipal de St-Paul, a fait pression, lundi 19 au matin sur des enfants se rendant en classe pour qu'ils retournent chez eux. Des parents d'élèves en témoigneront.

2° Afin d'obtenir le maximum d'adhésions au mouvement de grève scolaire :

a) Monsieur l'Adjoint de St-Paul un conseiller municipal et le garde ont fait sans pudeur le tour des campagnes pour extorquer des signatures. Les signataires déclarent ne pas savoir ce qu'ils ont signé, y avoir été contraints, et en témoigneront.

b) Le 19 au soir et le 20 au matin, Monsieur le Maire a convoqué chez lui « pour affaires les concernant » un certain nombre de pères de familles qui n'avaient pas voulu se joindre au mouvement de grève. Et

là, une pression délictueuse, profondément immorale et révoltante, a été exercée par le Maire de St-Paul, pour que les enfants soient retirés de l'école. Les parents en témoigneront.

J'ai l'honneur de vous demander, Monsieur le Préfet, de bien vouloir donner des ordres pour que la loi soit respectée et que je puisse continuer ma classe normalement sans craindre les brimades illégales de ceux qui disposent, dans le village, des forces de police.

Veuillez agréer...

P. S. — Pendant toute la période de grève j'ai eu, malgré toutes ces manœuvres, 16 élèves présents sur 28 inscrits. Si l'on tient compte du fait que, pour des raisons étrangères à l'affaire, 7 à 8 élèves manquaient la classe depuis longtemps et que, de l'avis même de M. l'I.P. la moyenne des présences dans ma classe était de 20-21 élèves on voit que 5 élèves seulement sont effectivement absents pour faits de grève.

L'examen du cahier de devoirs mensuels de ces élèves permet de constater qu'ils sont tous d'ailleurs très normalement avancés. Le père d'un gréviste a d'ailleurs signé encore début décembre en ajoutant : Je suis très content.

***

Pour répondre à une calomnie

Monsieur le Maire de St-Paul a osé dire à Monsieur l'Inspecteur Primaire, le 12 décembre, que j'avais eu une affaire à Bar-sur-Loup et que les habitants m'en ont fait partir.

Il me suffit, pour y répondre, de faire connaître la lettre ci-dessous, reçue de Monsieur le docteur Maffet, maire de Bar-sur-Loup — et dont l'original est à la disposition de qui voudra l'examiner :

Mairie de Bar-sur-Loup

Le 13 décembre 1932.

Mon cher Freinet,

Je suis heureux de pouvoir affirmer que c'est avec regret que la population et la municipalité vous ont vu quitter Le Bar, où, pendant *neuf* ans, vous avez rempli, à la satisfaction de tous vos fonctions d'instituteur.

Nous avons été unanimes à déplorer que des convenances uniquement personnelles, mais n'ayant rien à voir avec les questions scolaires, vous aient fait demander votre changement.

Personnellement, je n'avais qu'à me louer de nos relations de Maire à Instituteur.

Agréez, mon cher Freinet, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Maire, Dr MAFFET.

LETTRE OUVERTE à M. Charles MAURRAS

Genève, 5 janvier 1932.

Monsieur,

L'estime où je tiens votre personnalité et votre talent me contraint à éprouver quelque malaise, lorsque je vous vois engager dans une campagne aussi malencontreuse que celle qui est menée contre M. Freinet, instituteur à St-Paul-sur-Vence. Aussi bien me mettez-vous en cause (ceci n'est pas une litote, et je ne prétends pas que vous me mettiez à mort) au cours des articles où vous traitez de cette affaire dans *L'Action Française* des 28 décembre 1932 et 4 janvier 1933. Je ne m'en plains point. A supposer que j'aie des responsabilités, si indirectes soient-elles, en cette affaire, je tiens du moins à les prendre entières ; surtout, je trouve bon que l'on ait recours à la source d'informations que je me trouve présenter, afin d'aider à faire la lumière.

Je ne connais point personnellement M. Freinet. J'ai échangé quelques lettres avec lui. J'ai quelque peu suivi son activité pédagogique ; elle m'a d'emblée paru être celle d'un éducateur de race, qui a la vocation et des idées. Ce dont je puis témoigner, le voici. M. Freinet après lecture de mon livre *l'Ame enfantne et la psychanalyse* m'a exprimé le désir d'apporter son aide aux recherches que j'y amorçais. Je lui en ai dit ma gratitude. C'est alors qu'il a commencé à recueillir des rêves d'enfants. Il est exact que l'Institut de psychagogie que je dirige et qui est une fondation scientifique affiliée au Centre permanent des organisations internationales siégeant à Genève, a encouragé cette enquête. Je la trouve pour ma part très précieuse. Je conteste, en outre, à quiconque le droit de prétendre que des enfants qui racontent ou écrivent leurs rêves, sont de ce fait des « cobayes » dignes d'émouvoir, à vous entendre, quelque société protectrice. Cela n'est pas sérieux.

Il est exact qu'un des rêves recueillis ne met pas seulement « en cause », mais bien « à mort » le maire de St-Paul. Que celui qui n'a jamais fait de rêves absurdes et homicides jette la première pierre ! Car, il n'y a ici ni litote ni métaphore. Il s'agit bien de *rêves*, et je prends ce mot pour ce qu'il veut dire en bon français. Il est donc superflu que vous encadriez ce mot, comme vous le faites, de guillemets pleins de pudeur, de réticences et de sous-entendus. Je ne sais si Freud, M. Freinet et moi-même — puisque vous associez assez curieusement ces trois noms — sommes de meilleurs ou de pires psychologues que tels de vos maîtres, mais, je crois pouvoir assurer que nous appelons chat un chat, et... quant aux agresseurs de M. Freinet, je préfère ne pas évoquer davantage l'attribut dont il convient de les marquer. Vous connaissez vos classiques.

Car, feindre que ce rêve d'écolier est une dictée de l'instituteur, comme on l'a fait à St-Paul, et partir de cette prémisse pour échaffauder toute l'argumentation que l'on dresse contre celui-ci, cela est tellement absurde et dérisoire que l'on n'en croit pas ses yeux. Il est vrai que je vous écris d'une ville internationale, et c'est là une épithète pour laquelle vous n'avez pas de tendresse, ce que je conçois. Cependant, Monsieur, je suis Français tout comme un autre, et cela m'attriste de constater qu'en France même, le ridicule ne tue plus. (Ceci pour le coup, est une image et vous ne m'accuserez pas, je pense, de vouloir moi aussi la peau du maire de St-Paul). Mais vous qui vous êtes fait toujours le champion du plus pur esprit français, je regrette que, faute sans doute d'information, vous ayez un instant soutenu une cause ridicule et peu digne de lui.

L'on dira que le prétexte fut peut-être malheureux mais que l'accusation dans son fonds, reste juste, parce que les méthodes de M. Freinet consistent, en deux mots, à laisser les enfants s'exprimer le plus librement possible, et que cela — rêve ou non — est dangereux. Mais alors, il s'agit du procès de toute une tendance de l'éducation actuelle, et il serait bien injuste d'en faire porter tout le poids à un seul. Je ne saurais m'engager ici dans cette querelle. Je dois cependant vous dire que vous vous méprenez en pensant que les psychologues et éducateurs qui préconisent ces méthodes méconnaissent le caractère sauvage « de la nature première de l'enfant et la nécessité de la réformer. Cela fut le cas, il est vrai pour Rousseau et quelques théoriciens. Mais la psychanalyse, puisque c'est d'elle surtout qu'il s'agit à de toute autres thèses. Et il n'est peut-être pas de doctrine qui se fasse de l'homme à l'état de nature, une image plus âpre et au premier abord plus pessimiste. Ce que la théologie exprime par le « péché originel », la psychanalyse le retrouve et le nomme en son langage — quelquefois (et je le regrette) en son jargon. Mais si l'on a des raisons de penser que pour redresser la nature, il faut d'abord la connaître, que pour la connaître il faut la laisser s'exprimer, qu'expression et répression ne sont pas conciliables, qu'enfin la répression n'a jamais été une éducation, mais une politique de l'autruche.

J'ai dit : politique. Il faut bien y venir. Si donc c'est une querelle politique qu'on cherche à M. Freinet, fort bien, mais qu'on le dise net et franc, et qu'on reste sur ce terrain. A supposer que les idées d'un instituteur soient répréhensibles, ou qu'il en fasse état plus qu'il ne siérait, c'est là une question qui veut d'être examinée pour soi-même. Il n'est pas juste de la mêler à des questions de méthodes éducatives : il est très regrettable que pour une faute politique, si faute il y a, un éducateur de valeur soit entravé dans l'action pédagogique heureuse qu'il exerce d'autre part — et dans le cas particulier, je puis confirmer que l'action pédagogique de M. Freinet a été appréciée, en effet, aussi à l'étranger, en dehors de toute considération politique, et que M. Freinet me paraît un des ces Français qui contribuent à maintenir au dehors le bon renom de la France, si compromis par ailleurs — dais surtout attaquer un homme au moyen d'arguments comme celui qu'on a mis en avant à St-Paul, voilà qui est peu loyal. Et s'il est quelque part des litotes, ceci est à coup sûr un euphémisme.

Je crois que vous le penserez aussi, et j'ose espérer que vous vous désolidariserez de tout ce qui, en cette accusation, apparaît simplement, à qui le regarde d'un peu près, comme une machination malhonnête. Je vous abandonne le reste, s'il en est !

Je vous assure, Monsieur, de mes sentiments sincères et respectueux.

Charles BAUDOUIN

***

ET POUR FINIR...

Nous terminions récemment une de nos circulaires aux adhérents par ces mots que nous croyons devoir reproduire ici.

« Qu'on n'ait pas l'air maintenant d'être surpris et de l'ampleur et de l'orientation de notre travail.

Depuis sept ans nous mettons au point notre technique d'expression libre de l'enfant, et nous le faisons par une discussion publique, au grand jour de notre bulletin, dont nous avons fait le service régulier non seulement à notre Inspecteur primaire et à notre Inspecteur d'Académie, mais aussi à nos principaux chefs : M. Rosset, directeur de l'Enseignement, à des Inspecteurs généraux, des Inspecteurs d'Académie, des Inspecteurs primaires. Plusieurs écoles normales emploient l'Imprimerie à l'Ecole. *La Gerbe* et les *Extraits de la La Gerbe* sont servis aux mêmes personnes, et ce sont d'ailleurs nos adhérents eux-mêmes qui en ontdéfini le contenu et l'orientation.

Nous avons enfin participé *officiellement* au congrès de Nice de la Ligue internationale de l'Education nouvelle, à côté des personnalités officielles de ce département, et sous la présidence de M. de Monzie lui-même. *L'Imprimerie à l'Ecole* y avait une place d'honneur ainsi que nos éditions. Plusieurs d'entre nous y ont de plus pris officiellement la parole.

Il ne suffit pas que des réactionnaires farouches crient maintenant, *sans aucune possibilité de preuve*, au communisme, pour que tous nos amis de la veille n'aient plus d'yeux que pour les tares possibles de nos techniques.

L'Imprimerie à l'Ecole n'est nullement un groupement politique et encore moins un groupement communiste. Les communistes y sont certainement une très infime minorité à côté de la masse des éducateurs de toutes tendances, de tous partis, ou de sans partis qui se sont joints à nous.

En vertu même de nos principes pédagogi-

ques, nous nous abstenons radicalement d'influencer les fils du peuple dans un sens politique et social. Mais nous voulons qu'ils soient eux-mêmes. Nous dénonçons le bourrage de crânes de l'école traditionnelle et nous tâchons d'aider les enfants du peuple à se réaliser, à penser par eux-mêmes, à s'exprimer, à juger.

Si c'est là attenter à la société, alors nous sommes coupables ; mais nous serons là en compagnie de tous les éducateurs du monde entier qui considèrent l'enfant comme l'espoir sacré qu'il faut arracher à la corruption au mensonge et à la guerre.

Si M. Herriot lui-même n'a certes pas le temps de lire les journaux d'enfants, ne devons-nous pas considérer comme un précieux encouragement le fait qu'il fait verser chaque année sa cotisation à la coopérative scolaire de Chavanoz (Isère), et qu'il se dit heureux d'être parmi les lecteurs *du journal imprimé par cette école.*

Nous faisons tous un travail honnête, avec un respect total de l'enfant. Laissera-t-on à nouveau les forces obscurantistes nous contraindre à un dressage qui, de quelque grand principe qu'il se réclame est toujours un crime envers l'enfant, et envers la pensée humaine en gestation.

Il faudra bien que soit examiné, dans toute son intégralité le problème aujourd'hui clairement posé par un des plus forts et des plus actifs groupements pédagogiques non seulement de France mais du monde.

C. F.

ATTESTATIONS

« Tous les instituteurs soucieux du progrès de l'école et de l'avenir intellectuel et moral de la jeunesse doivent suivre de très près l'activité pédagogique de C. Freinet et de ses amis et s'inspirer de leurs idées.

Travaillant dans des conditions lamentables (c'est une honte que les pouvoirs publics tolèrent qu'une classe soit tenue dans des locaux comme ceux de St-Paul) sans appui officiel et sans soutien (alors qu'à l'étranger la réputation pédagogique de Freinet est solidement établie et que ses recherches et ses réalisations font honneur à l'école publique française), cet éducateur et ses amis réalisent une œuvre magnifique au prix d'un labeur écrasant et d'un don complet de soi-même à l'enfance.

L'imprimerie, merveilleux outil dans l'école active ; éditions de La Gerbe et de Enfantines, un trésor littéraire pour l'enfance qui n'a pas son pareil en français, cinéma scolaire, radiophonie, fichiers, correspondance interscolaire, ces instituteurs étudient et mettent au point jour après jour, inlassablement, des méthodes et des moyens nouveaux pour que puisse s'instaurer, dans les classes de nos écoles publiques, l'éducation nouvelle.

Ils travaillent ainsi, de la meilleure façon qui soit, au progrès social et moral dans la démocratie.

Freinet est à la France ce que Decroly est à la Belgique ; il s'apparente par son génie, par son amour de l'enfance, par sa vie difficile, hélas ! à notre grand Pestalozzi.

Genève, le 21 décembre 1932.

DOTTRENS,

Docteur en Sociologie ; directeur des Etudes Pédagogiques au Département de l'Instruction Publique de Genève ; Privat Docent de l'Université.

« Faut-il donc leur répéter une fois de plus, à ces dénigreurs mal informés que lorsque nous nous présentons dans un congrès international d'éducation, nous n'y tenons une place honorable que grâce à quelques pionniers dont vous êtes ; ôtez les réalisations des écoles maternelles, la méthode Cousinet, les coopératives scolaires de Profit, l'imprimerie à l'Ecole ; où sont nos réalisations françaises, notre apport à l'effort mondial en vue d'une rénovation de l'enseignement primaire élémentaire ?

Ne vous laissez pas abattre, car les injures viennent de trop bas... Les chiens aboient mais la caravane passe.

Sachez bien, d'autre part, que vos amis, vos admirateurs ne vous abandonneront pas; s'il fallait créer, en votre faveur, un mouvement universitaire de protestation, nous saurions bien nous unir à travers les pays ».

R. DUTHIL,

Professeur à l'E.N. de Nancy.

Je connais votre immense labeur et je puis vous assurer qu'il impose l'estime et le respect à tout esprit non prévenu, quand on sait dans quelles conditions matérielles difficiles vous l'avez accompli.

BAUCOMONT,

Inspecteur Primaire à Albertville, Savoie.

« Je m'associe de grand cœur aux protestations qu'on organise en faveur de Freinet, dont l'œuvre d'éducation est de haute valeur.. »

Rolland ROLLAND.

« Sans prendre partie dans l'affaire de St-Paul pour laquelle je suis trop peu documenté, je tiens à vous témoigner toute ma sympathie pour vos longs efforts en faveur d'une éducation qui fait si justement appel aux spontanéités créatrices de l'enfant ».

Pierre DEFFONTAINES,

Professeur aux Facultés catholiques de Lille.

« C. Freinet est en train d'élever St-Paul au rang d'une des capitales pédagogiques de l'Europe.

La France peut être fière d'un homme qui comme les anciens Romains, allie en lui à un haut degré le sens de la simplicité, de la franchise, de la délicatesse de sentiments avec un esprit décidé et impatient des injustices qui alourdissent encore trop le progrès de l'homme vers un état social plus conforme à la raison. mieux organisé et plus juste pour tous ».

Ad. FERRIERE.

« On ne dira jamais assez combien ces œuvres spontanées, d'une variété. d'une sincérité et d'une poésie admirables sont supérieures à presque tout ce que la littérature adulte peut apporter aux enfants. Il y a des pages dont la vérité et l'émotion humaines ont été rarement égalées par nos meilleurs écrivains. On peut saluer dans ces productions la génèse d'une littérature enfantine qui remplacera avantageusement les platitudes et les pauvretés qu'on nous offre sous cette étiquette. Et quels documents uniques sur la vie profonde, les sentiments, les intérêts des enfants ! »

J. BAUCOMONT, Inspecteur primaire à Albertville.

« Je puis vous assurer que l'Imprimerie en Amérique du Sud va prendre une grande importance.. Je désire très vivement que les enfants argentins collaborent avec vos élèves et échangent leurs imprimés ».

Mme CHAMPEAU, inspectrice d'écoles à Mendoza (Répub. Argentine)

« Nos jeunes apprentis ont été très intéressés par cette nouvelle méthode de travail. Les devoirs de français qui étaient parfois négligés et même « baclés » sont maintenant l'objet de tous leurs soins. C'est à qui sera imprimé... ».

PERRON, professeur à l'Ecole professionnelle de Tanger.

« Si nous savons joindre nos efforts et nos recherches, effectivement l'Imprimerie à l'Ecole ouvrira une ère nouvelle pédagogique. Ayons courage ! L'idée est magnifique : il faut persister et la répandre ».

Manuel CLUET, professor à l'Instituto National de 2a Ensenanza, à Lérida (Espagne).

« Les maîtres savent bien le vif intérêt qui nait dans l'Ecole parallèlement à la correspondance interscolaire. Toute la valeur et la grande valeur de la « technique Freinet» d'imprimerie à l'école — idée géniale selon Pierre Bovet — se complète merveilleusement par la correspondance interscolaire ».

Herminio ALMENDROS (Revista de Pedagogia, Madrid).

« Je prends congé de cet homme d'initiative et d'audace auquel le temps a consacré récemment une chronique élogieuse. « L'Eclaireur de Nice » se devait à lui-même de faire connaître à son tour cet enfant des Alpes Maritimes qui a eu une belle idée, et l'a courageusement réalisée ».

Davin de Champclos, rédacteur de l'Eclaireur de Nice.

Enfin, M. ROSSET, directeur de l'Enseignement Primaire, disait, il y a quelques années dans un Congrès d'éducation Nouvelle :

« Votre rôle à tous, éducateurs nouveaux, c'est de déblayer les voies et d'indiquer la route à suivre à l'enseignement officiel. Nous voulons faire confiance à ceux qui essaient de rénover nos anciennes méthodes parce qu'ils réussiront. Ne réussiraient-ils pas, d'ailleurs, à effectuer une transformation complète, qu'ils nous obligeraient cependant à progresser malgré nous et à changer l'esprit même de notre enseignement ».

Silence complice

Il faut que nous appelions encore une fois l'attention de nos lecteurs sur le rôle joué en France par la grande presse pédagogique.

L'Ecole Emancipée et *l'Ecole Libératrice*, placées l'une et l'autre sous le contrôle des organisations syndicales, ont parlé de notre affaire.

Mais le Manuel Général, l'Ecole et la vie, le Journal des Instituteurs, la Collaboration Pédagogique, le Journal Scolaire ont fait le silence le plus complet.

Nous n'avons pas l'outrecuidance de leur demander de prendre position en notre faveur. Nous disons seulement qu'ils ont failli, d'une façon outrageante pour leurs lecteurs, à leur tâche d'information.

Une affaire d'une ampleur peu commune, tant par les intérêts moraux en jeu que par la répercussion dans plus de cent journaux de toutes tendances, occupe depuis deux mois une partie du personnel enseignant. N'était-il pas du devoir des grands journaux pédagogiques d'informer au moins leurs lecteurs ?

Hélas ! ils ont tous montré ouvertement lur embarras.

Prendre fait et cause pour nos assaillants contre l'école laïque, ce a ne se pouvait, à cause des abonnés...Nous défendre, ne serait-ce qu'en publiant des documents, n'était-ce pas soutenir les empêcheurs de profiter en rond dont ils ont décidé de ne jamais imprimer les noms ?

Alors on se tait courageusement.

Camarades, ne manquez pas une occasion pour dévoiler à vos collègues cette partialité qui sert nos ennemis — les ennemis de toujours de l'école et des instituteurs.

Soutenons qui nous soutient et dénonçons en toute occasion le rôle ignoble que joue dans notre société corrompue, la grande presse d'information — même professionnelle.

C. F.

L'Administration des Postes aux côtés de ceux qui tentent de saboter notre effort

Le 12 février 1932.

Depuis 1927, je publie une revue pédagogique « L'Imprimerie à l'Ecole ». Cette revue, comme toutes les publications remplissant les conditions requises par la loi circulait librement au tarif réduit des périodiques.

Brusquement, en mars 1932, l'administration des Postes a cru bon de nous supprimer ce droit et de nous interdire l'envoi comme périodique.

Toutes nos réclamations sont restées inutiles. L'administration persistait à nous refuser le bénéfice du tarif périodique.

La raison : nous étions assimilés aux publications faisant de la publicité déguisée pour une maison de commerce.

Nous avons, à l'époque, protesté, et fait protester par les députés. Nous établissions que notre coopérative ne faisait pas de commerce proprement dit puisqu'elle ne faisait pas de bénéfice ; que tous nos articles traitaient de questions de pédagogie sans considération commerciale ; que la revue faisait toujours du déficit.

l'exigeai des précisions sur les pages incriminées comme étant de la publicité déguisée. On considérait comme telle jusqu'à nos critiques de livres !

La décision fut cependant maintenue.Nous étions assimilés aux revues faisant de la publicité pour une maison de commerce.

Devant cet ostracisme dont vous sentez toute l'injustice, « L'Imprimerie à l'Ecole » cessa de paraître en juillet dernier, et, indépendamment de moi ni de notre organisation, un de nos adhérents, M. Lagier-Bruno instituteur à St-Martin-de-Queyrières (Htes-Alpes) lança en octobre une nouvelle revue, *L'Educateur Prolétarien*, dont l' « Imprimerie à l'Ecole » assura l'administration mais qui n'avait plus d'autre attache avec la Coopérative de l'Enseignement laïc.

Le premier numéro (octobre 1932) fut en effet expédié comme périodique, et cela nous parut normal.

Mais le numéro suivant (novembre 32) fut de nouveau taxé comme imprimé.

Le Gérant demanda la raison : on lui répondit la même chose : c'était une revue au service d'une maison de commerce. L'accusation était déjà grave puisqu'il était impossible de prouver que la moindre attache existait entre le gérant de la revue et la Coopérative.

Nous avons fait plus : dans le numéro de décembre 1932, nous avons mis à part, sur des pages d'annonces en couleurs, au même titre que les annonces diverses d'autres maisons, tout ce qui risquait d'avoir un caractère commercial. Les pages contenant ces annonces portent en tête, comme vous pourrez vous en convaincre, la mention :

Coopérative de l'Enseignement Laïc

Registre de C. Bordeaux 3.440 B

Il s'agit donc bien d'annonces régulières payantes insérées au même titre que les autres annonces.

Dans tous le cours du texte — pages en blanc — le mot coopérative de l'Enseignement Laïc nest pas même cité une fois.

Nous parlons, il est vrai, d'imprimerie à l'Ecole. Mais l'Imprimerie à l'Ecole n'est nullement une organisation commerciale. C'est une technique nouvelle, dont nous sommes libres de parler comme nous l'entendons, chacun ayant le loisir d'acheter le matériel nécessaire où bon lui semble.

En tous cas l'Imprimerie à l'Ecole ne peut à aucun titre être considérée comme organisation commerciale.

Et pourtant la poste de Gap a refusé ce numéro comme périodique.

Il y a là une violation flagrante des règlements en vigueur, et il est inadmissible que nous soyons obligés d'expédier notre revue à 0 fr. 25 l'exemplaire, alors que toutes les revues pornographiques de France circulent librement comme périodiques, que tous les journaux pédagogiques qui font à *chaque page* une réclame peu discrète pour les maisons d'éditions qui les éditent bénéficient du même tarif.

Or, nous sommes, hélas ! fondés pour croire qu'il y a là un parti pris délibéré dont le but est de nuire à notre activité.

— Ce boycottage correspond avec la préparation et le déclanchement des attaques contre nous.

— Le 4 janvier dernier un télégramme m'était adressé de Lille par un professeur des Universités catholiques. Quelques jours après, alors que je n'en avais communiqué le texte à personne, le télégramme était publié par Maurras dans L'Action Française.

— Le 25 janvier, apprenant que je devais passer devant le Conseil Départemental le 28, j'adressai en *imprimés urgents*, timbrés *avec le supplément de taxe de* 0,10, *quatre cents* circulaires demandant aux camarades de la Coopérative d'agir d'urgence, par télégramme pour empêcher que se commette l'injustice.

Cette circulaire n'est parvenue à la plupart des destinataires que du 3 au 12 février, c'est-à-dire au bout de dix à douze jours. Une trentaine de réclamations sont déjà déposées par les destinataires contre ce retard irrégulier puisque ces imprimés urgents devaient être transmis *comme les lettres. Il y a eu certainement là un sabotage conscient de notre défense.*

Il faut que cela cesse.

Nous payons — et fort cher — à l'Administration des Postes. Nous avons bien le droit d'exiger que nos correspondances soient transportées conformément aux règlements.

Nous demandons à tous nos adhérents de surveiller très attentivement la correspondance qu'ils reçoivent afin de déposer des réclamations régulières contre toutes les erreurs imputables au service des Postes.

Nous serions heureux d'être tenu au courant de toute action intentée pour que nous puissions agir collectivement.

C. F.

L'Administration contre l'Ecole

Etranges procédés

Dès les premiers jours de l'affaire, j'avais demandé qu'une enquête approfondie fut menée tant dans ma classe qu'auprès des parents.

On sait que l'inspecteur refusa de m'inspecter — *alors qu'il ne m'avait jamais vu au travail* — et il se refusa à se rendre chez les parents d'élèves, se contendant d'une audience hâtive à la Mairie.

Ce manque total de renseignements n'a pas empêché d'ailleurs l'administration de m'appliquer la peine de la censure.

Mais il a suffit d'une requête au ministre apostillée de fausses signatures, frauduleusement légalisées par le Maire, pour que l'administration entreprenne — on devine dans quel sens — une enquête qui a sans doute peu d'exemple dans les annales scolaires.

Pendant trois jours l'inspecteur primaire est resté dans ma classe, notant dans le détail le travail de chaque élève, copiant sur ses feuilles tous les devoirs scolaires, scrutant livres et registres — et je ne saurais m'en plaindre, me contentant seulement de noter que ce n'est pas deux mois après le déclanchement de l'affaire que cette enquête devait être menée, alors que ma classe est désorganisée par la grève et la formidable campagne menée contre moi. — C'était les tout premiers jours, alors que ma classe travaillait au complet qu'il fallait honnêtement s'assurer de mon activité et de ma neutralité.

Il nous aurait été facile alors de faire état d'un rapport d'inspection contre tous nos diffamateurs. Mais c'est certainement ce qu'on a voulu éviter.

Il y a mieux : après des heures et

des heures de conversation secrète avec le Maire, l'Inspecteur Primaire a fait le tour des maisons pour confronter et interroger *les parents protestataires*, qui se réjouissaient d'un aussi agréable augure.

Nous posons simplement la question :

— Lorsque j'ai demandé à l'Inspecteur, le 12 décembre, s'il n'allait pas visiter les parents, il m'a répondu, scandalisé, qu'il se tiendrait à leur disposition à la mairie. Et le voilà qui remplit maintenant ce rôle de policier qui s'en va de porte en porte enregistrer tous les mensonges, toutes les diffamations, toutes les accusations concertées sur lesquelles je ne serai pas même appelé à m'expliquer.

Non, vraiment, les instituteurs ne peuvent admettre que de pareils procédés viennent attenter à la légalité de leur fonction. Et il est temps de réagir.

***

L'Inspecteur primaire va donc rédiger un rapport qui contiendra un nombre respectable de feuilles et sur lequel il est peu probable encore que j'aie à m'expliquer.

Ce que sera ce rapport. Ne nous faisons aucune illusion. Je l'ai dit moi-même à l'Inspecteur :

— Je sais bien que vous ne pouvez approuver tout ce que je fais : ou bien vous ne diriez pas ce que vous pensez — ou bien alors vous seriez un inspecteur d'éducation nouvelle, ce qui est impossible...

Je ne prétends pas d'ailleurs qu'il n'y ait aucune critique à faire à la conduite de ma classe, loin de là. Mais il y a, hélas ! de la marge entre cette critique faite d'un point de vue éducation nouvelle et la même critique formulée par un inspecteur qui ne connaît manifestement rien aux recherches qu'entreprennent un peu partout les pionniers de l'éducation.

Pour vous en convaincre, j'ai hâtivement noté quelques-unes des remarques et réflexions de M. l'Inspecteur au cours de son enquête. Vous en déduirez vous-mêmes la portée des observations inévitables qui vont essayer de saper encore une fois nos efforts.

« *Je ne dis pas de leur laisser* (aux élèves) *une certaine liberté, mais vos élèves font un peu trop de bruit. Il y en avait un qui sifflait... Je ne dis pas que ce soit bien grave s'il libère ainsi un peu de dangereuse activité, mais enfin... Et puis ils vous interrompent souvent pour demander quelque chose...*

***

Des élèves copient un texte, d'autres font des problèmes, un autre termine un dessin pour la polycopie, d'autres corrigent les composteurs...

— Comme ils font tant de choses en même temps, il y a toujours des minutes perdues... Tenez, celui-là !

— Il vous regarde, parbleu, M. l'Inspecteur, mais quand il n'y a rien d'anormal à regarder dans la classe, il travaille... Vous avez bien vu qu'ils savent se chercher eux-mêmes le besogne. Et qui sait ? Peut-être demain cet élève apportera un texte libre sur M. l'Inspecteur...

— Le travail est trop individualisé. Samedi matin, un élève avait fait, en plus de son problème du jour, deux problèmes différents. Il y avait alors, ce jour-là, 4 problèmes pour 3 divisions ? Vous ne pouvez pas tout corriger (l'élève en question avait tout simplement fait librement à la maison deux problèmes sur fiches avec autocorrection).

Qu'est-ce que vous voulez, je n'y comprends rien. Il y a deux jours que je suis dans votre classe et je n'ai pas encore compris cette organisation!

***

Leçon de calcul mental. M. l'Inspecteur éprouve le besoin d'interroger minutieusement chaque élève, pour s'assurer s'il sait expliquer *verbalement l'analyse des opérations. Comme si le propre du calcul mental n'était pas de savoir calculer rapidement et non de savoir expliquer* la technique *du calcul mental.*

***

— Bien sûr, c'est déjà bien que, dans cette classe, ils sachent tant de choses (en parlant de la barre à l'estuaire de la Seine, nous pouvons mon-

trer un journal de nos correspondants de Sandouvi te avec une bel.e carte du canal de Tancarville) ...Mais s'ils avaient au moins une géographie avec des graphiques... C'est peut-être un des inconvenients de votre méthode sans livres.

— C'est que nous n'en manquons pas, M. l'I.... en voici cinq, six, aifférents.., et des fiches en quantité...

— Ah ! oui, mais si chacun avait son livre qu'il puisse conserver...

— Mais M. l'I., vous recommandez la coopération, donc le matérie coopératif appartenant à tous, que chacun utilise à son gré et vous désapprouvez la Bibliothèque coopérative de travail à laquelle chacun peut librement puiser ?

—. C'est que, plus tard, quand ils seront grands, ces enfants pourraient être heureux d'avoir conservé leur livre (!)

***

L'Inspecteur fait réciter une poésie à un élève à l'accent parisien et s'extasie sur la prononciation originale des au.

— Voyez, dit-il aux autres, il faut prendre modèle sur André et apprendre à prononcer comme lui. Sinon, plus tard, quand vous irez en Savoie, à Lyon ou dans la région de Paris, on se moquera de vous. Que ferez-vous alors quand on vous tournera en ridicule ?

Et Bracco (avec son nez en l'air de Pierrot émancipé) : « Iou, d'un coou di testo 'ou faou vira mei cambas en l'air. »

— Que dit-il ?

— Il dit que lui, d'un coup de tête, il les fait tourner les jambes en l'air...

***

— Pas d'emploi du temps affiché, pas de répartition mensuelle (là je suis certes gravement coupable), pas de cahier de rou ement, pas de cahier d préparation — des enfants qui se mettent où ils veulent, pas de divisions séparées; comment voulez-vous que je m'y reconnaisse ?

(L'Ecole serait-elle faite pour M. l'Inspecteur ?)

*****

— Pourtant les réglements, l'article tant de telle oi... vous fait une obligation....

N'y a-t-il pas un règlement qui prévoit le cas où les cabinets sont p cins? Car, ils sont pleins... venez voir la mare... que dois-je faire ?

— Je le signa erais à M. le Maire.

— Et s'il refuse de faire vider la fosse ?

— Ah ! alors !...

***

Je ne sais si M. l'I. a ouvert les cahiers de devoirs mensuels et s'il a pu lire cette appréciation d'un père d'élève :

« Progrès réels, mais je serais très heureux que M. l'Inspecteur d'Académie signale son existence d'une toute autre façon que ce le qu'il a employée à ce jour.

...Là pourtant ne peut se borner l'expression de ma pensée. Les journaux nous apprennent que vous devez être censuré ! Toute ma sympathie vous est acquise : elle n'a d'égale que la pitié que j'éprouve pour les sept pauvres diables dont la servilité a su prostituer leur conscience au point de la rendre inconsciente puisque d'apôtre elle vous élève au martyre.

Vous ne pouvez leur en vouloir !

J'invoque pour eux la Parole Divine : « Pardonnez-leur mon Père, ils ne savent pas ce qu'ils font ».

Signé : W.



RECOURS

A Monsieur le Ministre de l'Education Nationale, contre une décision du Conseil départemental de l'Enseignement primaire en date du 28 janvier 1933.

Présenté par C. Freinet, instituteur à St-Paul (Alpes-Maritimes).

Le 31 Janvier 1933.

Monsieur le Ministre,

Le Conseil départemental de l'Enseignement primaire des Alpes-Maritimes, appelé juger mon affaire en sa séance du 28 janvier 1933, a cru devoir donner un avis favorable à la peine de la censure.

Cette décision a été prise dans des conditions telle que je crois de mon devoir de vous demander, Monsieur le Ministre, de vouloir bien examiner l'affaire en toute impartialité afin d'ordonner les mesures que vous croyez justifiées.

1° Comme je vous en ai précédemment informé, je n'ai pas eu connaissance de mon dossier dans les conditions prévues par la loi.

Le jour où j'ai reçu de mon inspecteur primaire l'autorisation de m'absenter, il ne restait plus que quatre jours à courir au lieu de *cinq* prévus par la loi.

Le Préfet n'a d'ailleurs pas répondu à ma lettre demandant fixation d'un nouveau délai.

Toujours est-il que, pour des raisons indépendantes de ma bonne volonté évidente, je n'ai pas pu prendre connaissance de mon *dossier complet.*

2° Je n'ai jamais été avisé ni de la réunion du Conseil Départemental pour mon affaire ni de la décision prise.

3° Le Conseil départemental a, indépendamment de toute action pédagogique, jugé et censuré *trois textes d'enfants portés devant le grand public par des affiches anonymes et des communiqués à la presse également anonymes.*

a) Il n'y a jamais eu dans mon dossier la moindre plainte de parents ;

b) Au cours de l'enquête de M. l'I. Primaire comme aussi bien au moment de l'enquête de M. le Directeur d'école normale aucun parent d'élève n'a incriminé les textes en question, et nul n'a voulu se solidariser avec mes diffamateurs.

c) A la séance du Conseil Départemental, M. le Préfet interrogé a dû avouer qu'il n'y avait aucune plainte signée de parents.

d) Les parents d'élèves qui, en majorité, me soutiennent malgré l'action délictueuse de nos ennemis ont envoyé au Conseil départemental le télégramme suivant :

« Richard, Directeur Ecole Normale, Conseil Départemental de l'Enseignement Primaire, Préfecture.

Prière donner lecture au Conseil Départemental :

« Majorité parents d'élèves classe Freinet, St-Paul, tient à témoigner à M. Freinet toute sa satisfaction pour enseignement donné à leurs enfants. Protestons contre poursuites engagées pour satisfaire clique réactionnaire ennemis Ecole laïque ». — Signé : Pour délégation : Wuffray, Roux, Mme Laffite.

Je pense, M. le Ministre, que des personnes étrangères à l'Enseignement, surtout lorsqu'elles se cachent lâchement, sous l'anonymat, n'ont pas qualité pour critiquer mon enseignement et pour faire la loi à l'Ecole publique.

L'absence de toute plainte signée de parents, l'absence de dépositions graves au cours de l'enquête, le désir définitivement arrêté de la majorité des parents d'élèves de me soutenir malgré tout et contre tous, me semble être des raisons suffisantes pour proclamer la nullité de l'arrêté rendu par le C.D. sur *dénonciations anonymes.*

4° Enfin, le jugement pédagogique qu'on a voulu rendre contre moi n'a pas été précédé de l'enquête pédagogique absolument indispensable en l'occurence :

a) *Je n'ai plus été inspecté depuis mars* 1929.

b) Malgré ma demande formelle, M. l'Inspecteur primaire a refusé d'assister à ma classe au cours de l'enquête. Il n'a pas même voulu visiter les cahiers de devoirs mensuels.

c) M. l'Inspecteur d'Académie n'a jamais visité ma classe. Dans ces conditions, tout jugement pédagogique serait impossible.

5° Je décline toute responsabilité pour ce qui concerne les textes incriminés, vieux respectivement de 14, 10 et 7 mois puisqu'ils ont été en leur temps soumis à la critique de M. l'Inspecteur primaire (qui reçoit régulièrement tous nos imprimés).

6° Les parents d'élèves n'ont jamais protesté par lettres signées :

L'Inspecteur primaire tenu au courant a approuvé mon enseignement :

L'Inspecteur d'Académie m'a félicité.

Je me considère comme entièrement couvert par mes chefs directs.

Je suis persuadé, M. le Ministre, que vous voudrez bien considérer qu'une décision prise dans ces conditions ne peut être tenue pours juste et fondée, et que vous me ferez l'honneur d'accueillir favorablement ma demande que je résume ainsi :

a) Refuser de tenir compte des dénonciations anonymes et considérer que seuls les parents d'élèves ont qualité pour critiquer mon enseignement ;

b) Faire procéder à l'enquête pédagogique indispensable qui seule peut établir l'opportunité d'une sanction administrative pour faute pédagogique.

Dans l'espoir que vous voudrez bien examiner ma requête en toute justice et en ne considérant que l'intérêt de l'école laïque en général, de mon école de St-Paul en particulier, je vous assure, M. le Ministre, de mon entier dévouement et de mon profond respect.

C. FREINET.

P.S. — D'après Charles Maurras (Action Française du 29 janvier 1933) le Conseil départemental aurait donné à l'Agence Havas le communiqué suivant :

« L'Instituteur Freinet est censuré comme ayant été « convaincu » d'avoir dicté à ses élèves des textes à tendance subversive et contre lesquels des parents avaient protesté ».

Si cette dépêche n'était pas démentie par M. le Préfet, président du Conseil Départemental, je me croirais autorisé à demander que soit plus encore tenue comme nulle et non avenue une décision qui est manifestement fausse dans ses points essentiels.

Le Maire de St-Paul
contre l'Ecole Laïque

Nous récapitulons ici les griefs graves que nous faisons au Maire de Saint-Paul dans l'affaire en cours.

1° *Les locaux scolaires.* — Ils sont dans un état déplorable contre lequel le médecin cantonal a, à plusieurs reprises, protesté avec nous :

Première classe sans soleil durant l'hiver ; plancher délabré et bosselé, bancs branlants et démolis.

La deuxième classe se tient depuis trois ans dans un local provisoire avec une seule fenêtre, mal meublée, mal aérée, jamais blanchie ni balayée.

2° *Le balayage* n'est pas assuré, ce qui serait, pourtant obligatoire puisque la commune a plus de 500 habitants. Le garde n'enlève pas même les balayures qui s'entassent dans la cour.

3° *Le chauffage* est plus que rudimentaire. Les tuyaux de poêle risquent à tout instant de tomber sur la tête des enfants. Aucune installation de sécurité. Il faut que je scie le bois moi-même et que j'allume le feu en fournissant souvent le bois d'allumage.

4° *Pas d'eau dans la cour :* il faut aller chercher à 150 m. ce qui est tout à fait irrégulier et gêne le travail scolaire.

5° *Les cabinets* sont infects. Ils s'écoulent sur une fosse étanche qui n'est jamais curée à fond et qui déborde périodiquement. A ces moments, le purin vient couler jusqu'à la porte du préau ; les vers envahissent le local qu'il faut condamner et les écoliers s'en vont faire leurs besoins aux remparts.

6° *Les logements :* Il y a deux ans, la municipalité voulait installer la poste dans les appartements de Mme Freinet à l'école de filles le logement de la directrice devant servir comme logement du receveur. Tout était prêt. Une protestation motivée signée par nous a fait échouer la combinaison.

7° L'Instituteur-adjoint n'a pas de logement, malgré les prescriptions formelles de la loi et le Maire refuse de lui allouer toute indemnité représentative. Il est actuellement logé dans une seule pièce de l'école de filles, ce qui est profondément irrégulier.

***

Contre cet état de choses, je n'ai jamais cessé de réclamer. Cela ne pouvait qu'indisposer le Maire qui a juré de se débarrasser de moi.

Dans la nuit du premier au 2 décembre des affiches diffamatoires sont apposées dans Saint-Paul. Les événements qui ont suivi ont été pour le Maire l'occasion de montrer comme il traite l'école laïque et par quels procédés il est décidé à se donner raison.

8° *Manifestation à l'Ecole.* — Le 4 décembre 1932, j'avais convoqué par note particulière remise à domicile, un certain nombre de pères de famille à se réunir dans mes appartements pour y discuter des questions pédagogiques urgentes.

Pendant que j'attendais sous le préau, en compagnie de deux pères de famille, le Maire a fait irruption dans la cour, suivi d'une clique d'une quinzaine de personnes *dont aucune n'a d'enfants à l'école*, et qu'il est nécessaire de caractériser rapidement :

— Aubœuf, célibataire, royaliste militant.

— Mme Larcher, riche bourgeoise, habite St-Paul depuis quelques années seulement, envoie ses deux enfants *à l'école privée de Vence*. Est notoirement connue comme ennemie de l'école laïque.

— Vassalo, envoie son fils à une école ecclésiastique.

— Mme Barbiera, a un fils de neuf ans qui n'est jamais allé à l'école et reçoit des leçons au couvent.

— Faure, conseiller municipal, célibataire, etc...

Aucun parent d'élève ; aucun ami de l'école ; ce fait est caractéristique.

Et pourtant, à l'observation que je lui faisais que ces gens n'avaient pas le droit d'entrer dans les locaux scolaires, le Maire a répondu : Nous sommes ici chez nous !

Devant les vociférations de ces ennemis notoires de l'école j'ai dû m'enfermer dans mes appartements. Mais ceux qui avaient déclenché l'attaque s'étaient enfin dévoilés.

Le Maire avait nettement outrepassé ses droits et une plainte déposé par moi contre ceux qui ont violé les locaux scolaires prouvera les torts graves du Maire.

9° *Le garde champêtre contre l'école.* — Malgré la campagne de diffamation menée contre moi dans le village, ma classe a continué à fonctionner normalement, comme a pu le constater M. l'I.P.

Les ennemis de l'école ont alors déclanché la grève scolaire qui reste très partielle puisque j'ai toujours réuni la majorité des élèves.

Mais les moyens par lesquels le Maire essaie de désorganiser ma classe sont trop ouvertement contraires à toute légalité.

Le lundi 19 décembre, le garde-champêtre de Saint-Paul, usant de son autorité de police, a lui-même fait retourner un certain nombre d'élèves qui, sur l'ordre de leurs parents, se rendaient à l'école. Des parents d'élèves en témoigneront.

Des accusations formelles ont été faites devant le Préfet. Pourtant nul n'a été désavoué, ni le maire, ni le garde-champêtre.

10° Le 19 décembre au soir et le 20 au matin, le Maire a convoqué chez lui « pour affaires les concernant » un certain nombre de pères de famille qui n'avaient pas voulu répondre au mouvement de grève.

Et là, il leur a formellement demandé de ne pas envoyer leurs enfants à l'école. A

ceux qui s'obstinaient à ne pas obéir, il a fait des menaces dont une enquête, qui est demandée depuis longtemps, fixerait la gravité.

Les parents témoigneront de la pression délictueuse exercée sur eux par le Maire *pour les contraindre à désobéir à la loi.*

11° *Plus de bois :* le 11 janvier, ma provision de bois pour l'école était totalement épuisée. J'en avisai immédiatement le Maire par lettre confiée au garde-champêtre.

Le 12 et le 13 janvier, malgré un froid intense, ma classe était sans feu.

Le dimanche, ne pouvant me rendre moi-même à la Mairie, je fis porter au Maire, qui se tenait à cette heure-là à la disposition de ses administrés, une lettre pour lui demander de vouloir bien nous approvisionner en bois.

Le Maire *refusa de recevoir* ma lettre en disant :

— Dites à M. Freinet qu'il l'envoie à M. l'I.A.

Le lendemain une délégaion de parents partait à la Préfecture. Ces parents représentaient les *seize* élèves présents dans ma classe sur 28 inscrits. Le secrétaire général qui les reçut parut outré de la conduite du Maire ; il promit que l'école aurait du bois le lendemain matin en disant :

— Si le Maire n'en porte pas nous en ferons porter nous-mêmes.

Il promit également d'agir auprès du Maire pour faire respecter la loi sur la fréquentation.

Le lendemain matin, la provision de bois arrivait à l'école montrant bien que, lorsqu'elle veut, la Préfecture sait faire respecter la loi.

Mais là s'est bornée son action pour le respect normal de la légalité.

12° *Fréquentation scolaire :* Douze élèves manquent la classe sans raison, courant les rues, et cela depuis le 19 décembre.

Il est nécessaire de bien marquer que ces parents n'ont aucune raison de retirer leurs enfants de l'école :

Aux deux enquêtes pédagogiques faites, la première par l'Inspecteur Primaire, la deuxième par le Directeur de l'Ecole Normale : aucun père de famille n'a formulé contre moi de fait grave pouvant motiver semblable mesure.

Mieux :

— Un père de famille gréviste a déclaré après le commencement de l'affaire être très satisfait du travail de l'instituteur (Gavet).

— Un autre père d'élève a signé, le 11 décembre, sur le cahier de devoirs mensuels de son fils : Je suis content (Jacquin).

— Une mère de famille avait d'abord témoigné en notre faveur (Tatti).

— 4 autres élèves manquaient constamment la classe et ils ne font que continuer une grève qui dure depuis des mois.

— Un autre élève travaillant un des mieux de la classe comme le montre le cahier de devoirs mensuels.

Aucun de ces pères de famille n'avait jamais formulé la moindre plainte contre moi.

Il n'y a donc aucune raison pédagogique pour que ces enfants manquent la classe. Pourtant rien n'a été fait pour faire respecter la loi.

C'est l'absentéisme organisé par le Maire avec la complicité de la Préfecture, dans le seul but de servir les rancunes du Maire.

13° *La diffamation publique :* Le Maire aurait eu tort de se gêner.

Le dimanche 22 janvier, après une réunion presque clandestine du Conseil Municipal, réunion sur laquelle nous reviendrons, le Maire a invité ses partisans à une réunion publique avec apéritif.

Au cours de cette réunion, le Maire a pris la parole pour dire notamment :

« J'ai le devoir d'ouvrir les yeux aux citoyens de ma commune. Je n'ai pas d'enfants, mais si j'en avais je ne les enverrais pas à M. Freinet pour en faire des voleurs ou des assassins. »

J'ai porté plainte en diffamation contre ces paroles, entendues par des témoins sûrs.

14° *Conseil Municipal délibérant irrégulièrement :* Le 22 janvier au matin, le Conseil Municipal s'est réuni pour prendre une délibération demandant mon départ et l'installation d'une école privée.

J'ai demandé l'annulation de la délibération pour les raisons suivantes :

1° La convocation n'a pas été affichée à la porte de la Mairie, conformément à l'art. 48 de la loi du 5 avril 1884 ;

2° La convocation n'a pas été mentionnée au registre des délibérations, conformément au même art. de la même loi.

3° Le compte-rendu de la séance n'a pas été affiché dans la huitaine, conformément à l'article 56, loi du 5 avril 84 ;

4° A ce jour, aucune trace de la délibération ni encore moins aucune signature n'existent sur le registre de déibérations (loi du 5 av. 84, art. 57).

Vraiment, ne sommes-nous pas autorisés à dire que toutes les lois scolaires sont foulées aux pieds à Saint-Paul ?

Le Maire, abusant de ses prérogatives, a contrevenu aux lois. Nous demandons sa destitution pour bien signifier aux ennemis de l'Ecole que la République compte défendre ses lois scolaires et laïques.

Le Préfet, asisi au jour le jour des fautes graves commises, n'a rien fait pour faire respecter la loi.

Les Inspecteurs, saisis également, m'ont laissé travailler dans des conditions scandaleuses, sans protester ou prendre les mesures qui s'imposaient.

Le ministre, informé à diverses reprises, n'a jamais répondu.

***

Il faut qu'on sache s'il reste encore des lois en France.

Si ces lois sont applicables à St-Paul.

Si ceux qui les violent seront punis.

Si ceux qui ne les font pas appliquer seront mis en demeure de faire leur devoir.

Le 2 février 1933.

Une délibération édifiante

CONSEIL MUNICIPAL DE St-PAUL
du 22 Janvier 1933

Le Maire expose qu'à la suite de nombreuses plaintes formulées par les parents d'élèves de M. Freinet, relatives à la mauvaise éducation qu'y reçoivent leurs enfants, il avait examiné consciencieusement les devoirs des cahiers qui lui avaient été présentés, qu'il en avait déduit que ces devoirs étaient immoraux, tendaient à inciter les enfants au meurtre, à la désobéissance aux lois, à violer la neutralité scolaire, qu'en un mot la classe était transformée en un petit soviet. Plusieurs conseillers municipaux ayant lu ces narrations déclarent être du même avis.

Le Maire en avait référé à M. le Préfet et demandé le déplacement de l'instituteur Freinet.

Le Maire communique en outre au Conseil les protestations injurieuses de nombreux syndicats d'instituteurs unitaires alertés par M. Freinet qui avait envoyé le libellé de la protestation.

Le Conseil à l'unanimité approuve le Maire et fait la déclaration suivante :

« Partisan convaincu de l'école laïque et toujours prêt à la défendre, le Conseil Municipal attire l'attention de M. le Ministre de l'Education nationale, de M. le Préfet et des autorités universitaires sur les conséquences graves qui peuvent résulter du maintien en fonction de l'instituteur Freinet.

Considérant que cet instituteur a manqué à ses devoirs en ne réprimant pas les mauvais instincts de certains élèves qui dans des narrations parlaient de tuer le Maire, expliquaient les souffrances endurées par les bêtes qu'ils torturaient, disaient qu'en cas de guerre, ils ne répondraient pas à un ordre de mobilisation, qu'au contraire, après avoir corrigé l'orthographe de ces devoirs il les faisait imprimer par des élèves et les répandait en France et à l'étranger ;

Considérant que cet instituteur dirige une coopérative dite « l'Imprimerie à l'Ecole », qu'il y imprime avec l'aide des élèves et de jeunes filles des quantités de feuilles, d'opuscules, etc... expédiés journellement par ballots dans toute l'Europe et même en Russie Soviétique et qu'en conséquence il fait un métier qui l'absorbe non seulement pendant les heures de repos mais encore pendant les heures de classe au détriment de l'instruction des élèves qui est de ce fait reléguée à l'arrière-plan ;

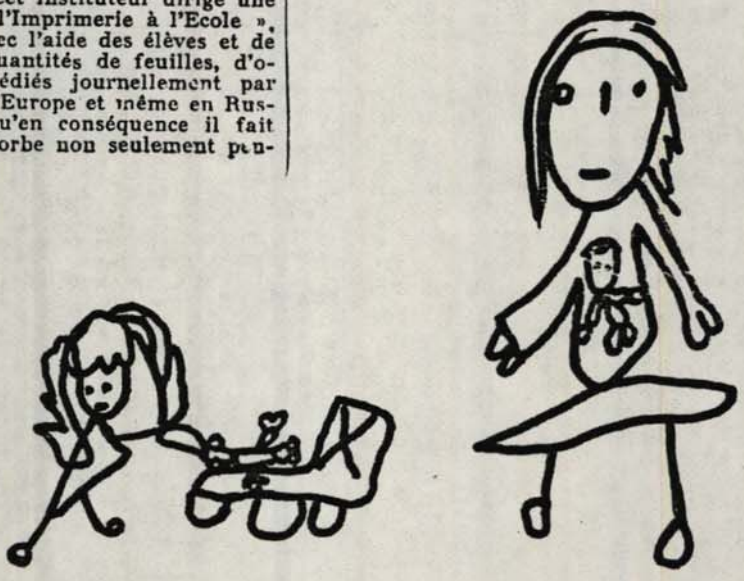
Considérant que cet instituteur collabore à un journal « L'Internationale de l'Enseignement » où il dit qu'il poursuit à l'école une propagande révolutionnaire, chose qui ne tend rien moins qu'à fausser l'esprit de la jeunesse et à saper les bases mêmes de l'Etat et de la société qui le payent ;

Considérant que sur 28 élèves inscrits une douzaine seulement fréquentent l'école, que sans l'intimidation exercée sur certains parents, ce nombre serait à peine de 4 ou 5 élèves, qu'un tel état de choses porterait les parents à installer à St-Paul une institution libre, danger que le Conseil serait impuissant à conjurer,

Décide à l'unanimité qu'il est de son devoir de transmettre la présente délibération à M. le Ministre de l'Education Nationale à qui il demande le remplacement de M. Freinet qui est devenu indésirable pour la population.

(Signatures).

– Nous n'ajouterons qu'une phrase de commentaire : Comme nos lecteurs peuvent s'en rendre compte à simple lecture, il est difficile d'inclure dans une délibération un plus grand nombre de contre-vérités révoltantes.



soutien...

Bruxelles, le 28 février 1933.

Monsieur le Ministre,

La Section belge de la Ligue internationale de l'Education nouvelle, s'abstenant de toute immixtion dans une question de discipline intérieure qui intéresse l'enseignement d'un pays voisin et ami.

Mais admirant l'œuvre pédagogique accomplie par Monsieur Freinet, instituteur à St-Paul, et sa remarquable contribution au développement mondial des méthodes d'éducation et d'enseignement,

Emet le vœu de voir le Gouvernement Français ne prendre aucune mesure qui soit de nature à paralyser l'activité pédagogique de notre collègue et à restreindre sa collaboration si précieuse aux travaux de notre Ligue...

La Section Suisse de la Ligue Internationale pour l'Education Nouvelle, réunie en assemblée générale le 13 mai, à Genève, adresse à Monsieur Célestin Freinet, le témoignage de sa sympathie et de son admiration. Elle salue en lui l'un des meilleurs pionniers de l'éducation nouvelle dans les pays de langue française.

Elle exprime le vœu qu'il puisse continuer librement son activité pédagogique et que se poursuivre l'effort qu'il a entrepris avec ses amis pour introduire l'école active dans l'enseignement public.

Le Président :
Dr SCHOHAUSK.

Monsieur de MONZIE,
Ministre de l'Education
Nationale.

Monsieur le Ministre,

Au nom du Groupe Français d'Education Nouvelle, son bureau a l'honneur d'attirer votre attention sur les graves préjudices qu'infligeraient à la cause de l'éducation et au bon renom de la France les sanctions dont est menacé l'Instituteur Freinet...

le Groupe Français d'Education Nouvelle, en se rangeant aux côtés de Freinet, émet l'espoir que le Ministre de l'Education Nationale ne voudra pas frapper... un pédagogue novateur ni contribuer ainsi à obscurcir la signification d'une méthode qui tend essentiellement à humaniser l'enfance.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de notre haute considération.

soutien...

Nous avons reçu de la « *Coopérative ouvrière de T.S.F.* (sous le contrôle des organisations ouvrières) » la lettre suivante :

Monsieur FREINET
instituteur
Saint-Paul (Alpes-Mar.)

Paris le 5 mai 1933.

Cher camarade,

Notre Coopérative, sous le contrôle des organisations ouvrières, suit avec le vif intérêt les phases de la lutte ardente qui est menée dans votre région et vous assure de sa plus grande solidarité.

Nous tenons à rendre hommage à votre courageuse attitude et sommes prêts à vous aider dans toute la mesure de nos moyens...

soutien...

Mon cher Freinet, vous n'êtes pas seulement un homme brave ; vous êtes un brave homme. Vous avez lutté contre la Calomnie, et comme il convient, votre défense a vite été une attaque ; mais ce qui m'a le plus ému, à la lecture passionnée des documents et des articles sur votre « Affaire », c'est l'affection pour l'Enfance qui, une fois de plus, s'y manifeste.

Affection profonde, absolue et, sous cette forme nécessaire, unique : le *respect* de l'enfant.

Aimer l'enfant suffisamment, assez *vraiment*, pour respecter en lui son droit d'être lui-même et d'être libre. voilà ce que j'aime en vous, depuis longtemps et comme en vos coopérateurs.

L'enfant ne peut être lui-même, que si nous respectons sa liberté, et c'est bien parce que ON ne veut pas qu'il soit lui-même, que ON attaque les novateurs comme vous.

Vous voulez maintenir en lui la qualité naturelle, essentielle de l'être humain : son intelligence, qui ne subsiste complète, et ne se développe *que dans la liberté*.

Cette intelligence, jointe à la possession de la parole, c'est la capacité, pour les humains, d'organiser un jour une société *morale*, où, le *Privilège* disparaissant, la *Misère* disparaîtrait.

Or, je le répète, la Parole, moyen d'union, fixée d'abord, et principalement par l'Ecriture, puis par l'Imprimerie, *vous* en perfectionnez l'usage chez vos enfants, futurs hommes !...

Voilà un crime, je pense !...

C'est bien pour cela que l'obscurantisme, armée de défense du Privilège, veut maintenir l'esclavage intellectuel de l'Enfant, et assassine au besoin (moralement, au moins) ses défenseurs.

Si c'est passionnément que j'ai lu les détails de votre lutte, c'est que j'y revivais, encore une fois, les luttes auxquelles j'ai un peu participé, il y a bientôt 40 ans, autour de Paul Robin et de Cempuis.

***

L'affaire Freinet semble bien devoir être une victoire et non pas une défaite pour nous, amis de l'enfant.

Mais si, en votre cas, l'Ecole améliorée a gain de cause, mon cher Freinet, ON prendra d'autres voies détournées pour défaire votre œuvre, pour arrêter votre action. Soyez prêt, car, contre ces nouvelles attaques, l'aide de vos associations professionnelles sera peut-être inefficace.

Et cela me ramène à une idée chère, que volontiers j'étudierai d'ici peu, si vous voulez m'ouvrir à nouveau les pages de l' « Educateur Prolétarien ». Ce serait une étude un peu détaillée des *Moyens de l'Obscurantisme*.

J'en ai l'expérience, allez, depuis que, il y a plus de 55 ans, je vivais parmi les échos douloureux répétés, renouvelés des révocations à Lyon, pendant l'Ordre Moral, de Marie Bonnevial et de ses Co-fondateurs des premières écoles laïques.

Al vi frate. Kuragu !

Jacques CAMESCASSE.

A TOUS NOS AMIS

Les ordres du jour d'organisations diverses, ou de personnalités de France et de l'étranger continuent de nous apporter l'écho de sympathies qui nous sont particulièrement précieuses dans les circonstances actuelles.

Dans l'impossibilité où nous sommes de répondre à tous nos correspondants, nous tenons à leur dire du moins que leur solidarité active et agissante nous permet non seulement de tenir tête à la meute, mais de continuer notre action coopérative qui a montré sa puissante efficacité.

Nous sommes particlièrement sensibles à l'unanimité avec laquelle tous les adhérents, quelle que soit leur tendance politique ou syndicale, se sont serrés autour de l'œuvre menacée.

Preuve certaine que les travailleurs — qu'ils soient manuels et intellectuels — sont capables de s'unir et de lutter pour les causes généreuses, en dehors de tout sectarisme, par la chaude conjonction des aspirations et des besoins individuels et sociaux.

En complet accord avec le C.A. nous continuerons hardiment dans cette voie, quels que soient les obstacles qui se dresseront sur notre route. C F

L'EDUCATEUR PROLÉTARIEN N°7 avril 1933

Censure !

Un oubli involontaire nous a fait retarder jusqu'à ce jour la publication du document officiel que nous avons reçu le 6 février dernier. Des étrangers nous demandent parfois ce qu'est, effectivement, cette censure : peine certes légère puisque sans aucune sanction pratique, elle a été cependant un gage donné à la réaction, qui n'a pas manqué de s'en servir d'ailleurs pour réclamer les mesures ultérieures qu'on n'a pas, à ce jour, osé prendre.

Nous rappelons que cette peine a été infligée comme sanction de trois textes montés en scandale par mes diffamateurs et cela sans qu'on m'ait inspecté et sans qu'on ait replacé ces textes dans leur milieu normal de la classe et de l'œuvre générale entreprise.

Ajoutons que c'est le ministre lui-même, sans doute pour des nécessités d'équilibre politique, qui, après avoir brutalement déplacé et rétrogradé l'Inspecteur d'académie a demandé la censure et refusé d'examiner tout recours.

ARRETE

Le Conseil Départemental,

Après avoir entendu le rapport écrit du Directeur de l'Ecole Normale sur les faits reprochés à M. Freinet, instituteur public à St-Paul ;

Considérant que l'initiative et la liberté laissées à l'instituteur doivent se concilier avec la nécessité d'éviter les déviations fâcheuses des méthodes telles qu'elles sont définies par les règlements et les instructions en vigueur.

Considérant que M. Freinet a accueilli, laissé écrire et imprimer des textes de rédactions libres qu'il aurait dû écarter pour les soustraire à l'attention des élèves ;

Constatant en outre que, par la publicité qui leur a été donnée, ces textes ont provoqué une émotion préjudiciable à l'école ;

Pour ces motifs et après avoir délibéré, est d'avis qu'il y a lieu d'appliquer à M. Freinet la peine de la censure ».

Un conseiller général, membre du Conseil départemental, vieux défenseur de l'école accusé par nous d'avoir failli à son renom et à son passé, nous écrivait quelques jours après :

« Votre personnalité n'a pas été mise en cause le 28 janvier et c'est sur l'assurance que la censure n'était qu'un simple avertissement qu'elle a été votée ».

Si nous ajoutons que le Directeur de l'Ecole Normale qui, en conclusion de son rapport, a demandé la censure, est l'homme qui quinze jours auparavant frémissait d'une sainte indignation à l'idée qu'on me poursuivrait pour des pécadilles où il n'y avait pas même de quoi fouetter un chat, qui parlait de se rendre à Paris lui-même pour rétablir la vérité devant le Ministre, on aura une idée de la pression politique qui a eu raison, hélas ! de l'honnêteté, de la conscience, de la traditionnelle droiture de ceux qui n'auraient pas dû faillir.

Cette décision n'atteint heureusement en rien notre technique qui sort intacte de la lutte et trouvera toujours auprès des éducateurs une plus grande sympathie.

C. F.

A LA CHAMBRE !

Nous donnons ci-dessous le compte-rendu in-extenso de l'interpellation Taittinger et de la réponse du Ministre :

M. TAITTINGER. — M. Freinet est dans une situation particulière. C'est cet instituteur de Saint-Paul de Vence, au sujet duquel un certain nombre de campagnes ont été entreprises pour cause de salubrité publique, comme celle de l' « Illustration » et du vaillant journal « L'Eclaireur de Nice ».

M. Freinet fait du bolchevisme en action. Estimant que les pères ne sont pas mûrs encore pour pouvoir s'adapter à ses idées il pense que l'on pourrait y préparer l'enfance. Considérant les écoliers qu'on lui confie comme de véritables cobayes, il fait sur eux certaines expériences.

Ces expériences ont soulevé l'opinion unanime, non seulement des pères de famille mais également du maire de Saint-Paul et finalement, des autorités académiques.

M. Freinet a été, le 28 janvier 1933, censuré, après une enquête faite par ses pairs auxquels il a pu fournir des explications. A l'heure actuelle, M. Freinet est toujours à son poste, il continue sa besogne, il continue à faire du bolchevisme, mettant ses élèves en rapport avec de jeunes Russes appartenant à des organisations bolcheviques pour compléter leur éducation. L'Inspection académique, pendant longtemps, a ignoré cet état de choses ; elle couvrait même de fleurs cet instituteur qui met la psychanalyse au service du communisme le plus ardent.

C'est un scandale qui ne peut se prolonger plus longtemps. Les manifestations se multiplient dans le département des Alpes-Maritimes. Elles sont, en grande partie, provoquées par ce fait qu'aucune sanction efficace n'a été prise contre cet agitateur.

Il y a là-bas des gens qui nous observent. Ces faits se passent à deux pas de l'Italie à deux pas de la surrexcitation fasciste, du bouillonnement que vous connaissez. Cette propagande fait le plus grand mal à notre pays. Elle semble permettre de penser que la décomposition chez nous serait en effet telle qu'on veut la dépeindre dans certains organes étrangers. Il semble, au dire de certains, que nous soyons mûrs pour porter sur nos épaules les chaînes de la servitude. Ce n'est pas vrai.

Je ne voudrais pas qu'on portât sur notre corps enseignant des jugements erronés. Je suis ancien élève de l'Université. J'ai fait toutes mes études dans des établissements de l'Etat. J'y ai eu des professeurs admirables, dont beaucoup, pendant la guerre, ont fait magnifiquement leur devoir.

Je ne voudrais pas que, pour quelques brebis galeuses, le corps enseignant tout entier fut discrédité. — (Applaudissements au centre et à droite).

Vous avez, monsieur le Ministre de l'Education nationale, le moyen de vérifier ces faits et de vous renseigner par des enquêtes. Si tous les faits qui sont relatés sont, comme j'ai tout lieu de le croire, entièrement exacts, il vous appartient de prendre des sanctions.

Vous êtes le chef de l'Université, vous devez en être le défenseur. Laisser continuer de pareils errements, ce serait jeter sur elle un opprobre immérité. Je suis persuadé que, mieux informé et considérant les nécessités de la situation, répondant à l'appel angoissé de tous ceux que la bolchevisation de l'enfance révolte, vous saurez faire votre devoir. — (Applaudissements au centre et à droite).

M. LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE. — Vous avez parlé, Monsieur Taittinger, des incidents qui se sont produits dans le département des Alpes-Maritimes et vous avez dressé la liste, incomplète d'ailleurs, des incidents qui ont nécessité de la part du ministre de l'Education nationale intervention ou décision.

Je voudrais bien vous suivre sur ce terrain.

Voilà deux exemples, deux faits-divers de la vie administrative : le fait-divers Alessandri, professeur de l'enseignement secondaire ; le fait-divers Freinet.

Vous allez tout de suite saisir la différence.

M. Freinet, instituteur à St-Paul-de-Vence, loué, exalté par un certain nombre de pédagogues étrangers, félicité, encouragé par — on peut bien le dire — des publicistes éminents, grisé, enivré par quelques lignes de louanges parues aux colonnes du journal « Le Temps », a fait dans cette école non pas du communisme, mais du freudisme.

On l'a ignoré ; plus exactement ses chefs n'ont pas eu l'air de le savoir, ses chefs ne l'ont pas su, tandis que le savaient d'autres en France et hors de France, qui le félicitaient pour ces mêmes faits.

Freinet a été l'objet d'une enquête administrative. Au cours de cette enquête, il a excipé de ce fait qu'il n'avait pas été inspecté pendant trois années consécutives. La curiosité de ses chefs s'arrêtait aux frontières de cette commune, qui apparaissait, dans la littérature pédagogique, comme une véritable capitale de la nouveauté et de l'audace.

Enfin, il n'a pas été inspecté, ce qui, messieurs, enlevait, si je puis dire, une grosse part de sa responsabilité à ce maître.

M. André JOIN-LAMBERT. — Et la reportait sur d'autres.

M. LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE. — Sur qui ?

Plusieurs membres à droite. — Sur ceux qui ne l'inspectaient pas.

M. LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE. Aussi bien, son inspecteur d'académie a-t-il quitté Nice.

M. Freinet a donc été poursuivi dans des conditions réglementaires, déféré devant le Conseil départemental. Il a été censuré pour des faits que motivait sa méthode, sa méthode particulière.

A cette question d'ordre interne, se sont ajoutés des conflits d'ordre externe et communaux.

M. Freinet et le maire de sa commune sont en procès. Le procès va être porté devant la cour d'assises des Alpes-Maritimes. Ce sera un procès en diffamation. Mais, sans même attendre que le procès ait pris fin, que la décision ait été rendue, il est procédé à une enquête administrative sur les faits d'ordre pédagogique.

Les autres faits, je n'ai pas à en connaître.

C'est pourquoi, tout en regrettant que se situent dans un département frontière certaines jactances, certaines fausses coquetteries de paroles de la part de professeurs ou instituteurs, qui sont en même temps citoyens, tout en regrettant que M. Freinet soit instituteur à Saint-Paul-de-Vence et M. Allessandri orateur à Menton, il y a une jurisprudence républicaine qui veut que le maître ait le droit d'être citoyen et d'exercer ses prérogatives de citoyen. — (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche).

Le lendemain, à la Chambre, à une demande précise de M. Camille Planche, le Ministre de l'Education Nationale a répondu : « Je vous promets que je ne cèderai à aucun chantage ».

L'affaire semblerait donc arriver à son dénouement naturel si la réaction voulait bien s'avouer vaincue. Nous devons rester toujours vigilants, plus que jamais.

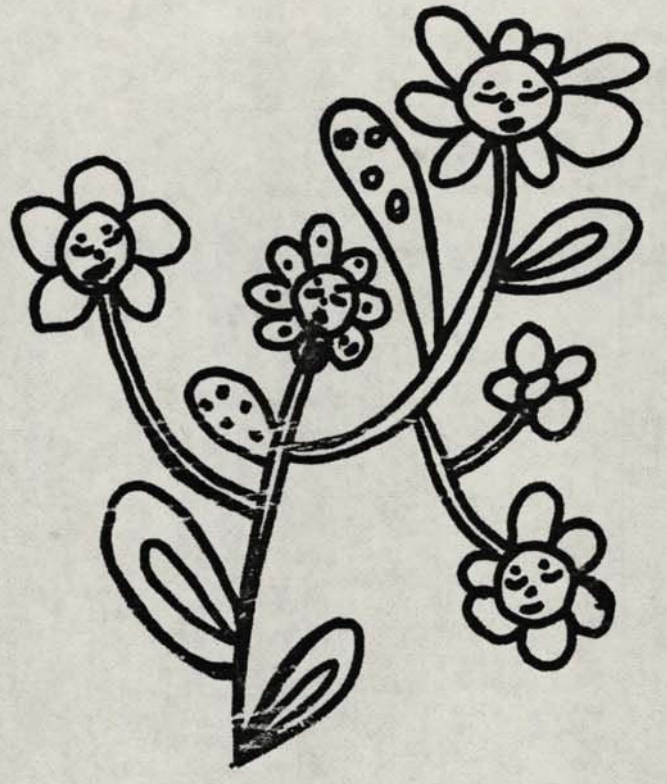
C. F.

Une lettre parmi tant d'autres, hélas !

Cher camarade,

« Depuis mon séjour dans la France méridionale, au printemps 1928, vous aviez la bonté de m'envoyer votre revue : « L'Imprimerie à l'Ecole », ainsi que les Extraits de la Gerbe et *Enfantines*, que je lisais avec d'autant plus d'intérêt, que j'avais pu assister à vos leçons et à l'application de l'imprimerie à l'école par vos petits élèves dans votre classe.

Avec beaucoup de regrets, il me faut vous demander maintenant, de ne plus m'envoyer ces publications. Nous vivons maintenant en Allemagne dans l'ère de la révolution nationale. Or, on me suspecte de conspirer avec l'étranger contre le nouveau rgime. A l'occasion d'une perquisition dans mon logement, la police a confisqué les *Imprimerie à l'Ecole* et les Gerbes.



EST-CE la réaction ! oui ou non !

L'origine cléricalo-réactionnaire de l'attaque menée contre Freinet et l'Imprimerie à l'Ecole ne fait aucun doute pour nos lecteurs. Nous donnons cependant ce dernier document qui, avec l'interpellation Taittinger, éclairera définitivement nos amis.

L'administration et la Préfecture n'ont jamais voulu avouer que les incidents de St-Paul ont été fomentés par la réaction contre *l'école laïque*.

On a ergoté, tergiversé, essayé de démontrer qu'il y avait, à l'origine de l'affaire, mécontentement de la part des parents d'élèves contre l'enseignement donné par Freinet.

Aujourd'hui par l'entrefilet ci-contre *l'Eclaireur de Nice*, du 28 mars, met les choses au point.

L'AFFAIRE FREINET

On nous communique le document suivant :

« *Les habitants de St-Paul, écœurés des attaques dont a été l'objet M. Demargne, maire de la commune, se réjouissent du jugement du Tribunal correctionnel de Grasse.*

Ils sont unanimes pour adresser au Maire leurs félicitations pour son courage civique, son dévouement constant à la commune et s'unissent pour l'assurer qu'ils sont à ses côtés DANS LA BESOGNE D'ÉPURATION NATIONALE QU'IL A ENTREPRISE (c'est nous qui soulignons).

Ils sont unanimes pour adresser aux avocats, M. Viel et M. Perreaud, leurs félicitations et leurs remerciements pour leur talent et l'ardeur déployée à la défense de la bonne cause. Ils sont unanimes pour remercier tous les bons Français patriotes : « Croix de Feu », « Action Française », « Jeunesses Patriotes » ainsi que les journaux : l'Eclaireur de Nice, l'Action Française, etc... *qui leur ont témoigné leur sympathie et les ont soutenus dans cette affaire. Ils sont unanimes pour associer l'imprimeur M. Jean Parzy aux félicitations et remerciements ci-dessus ; à tous ils donnent rendez-vous aux assises. Dans le calme et la légalité ils resteront unis pour atteindre le but qu'ils se sont assignés :* LE DÉPART DE L'INSTITUTEUR FREINET.

Les Saint-Paulois ne sauraient admettre que l'école laïque, qui doit être un foyer d'honneur et d'honnêteté, devienne une cellule d'idées bolchevistes et immorales.

Saint Paul le 21 mars 1933.
Pour le Conseil d'administration.
L'Adjoint : LAUTIER.

Pour les parents d'élèves,
Leur délégué : Illisible.

Naturellement la population unanime compte les parents de 13 élèves, dont deux, d'ailleurs, avaient signé la pétition en faveur de Freinet. Quant à leur délégué, il s'empresse de signer illisible.

Et maintenant nous le déclarons nettement au Préfet et à l'Inspecteur d'Académie des Alpes-Maritimes. Feront-ils le jeu des « Croix de Feu », de l'Action Française et des « Jeunesses Patriotes » que les lauriers d'Hitler ou de Mussolini empêchent de dormir.

Livrera-t-on l'école publique aux excitations des fascistes locaux ? Cèdera-t-on aux provocations de quelques énergumènes derrière lesquels se profile l'ombre des ensoutanés et la matraque des Camelots du Roy ?

Sous la laïque III[e] République et sous un ministère de Gauche, ce serait vraiment une gageure. Nous sommes en droit d'attendre des pouvoirs publics autre chose qu'un silence approbateur.

A Saint Paul, une minuscule côterie à la traîne du Maire, continue ses provocations, prépare sous le manteau toutes sortes de menaces et se prépare à créer des incidents irréparables. Le Préfet est au courant certainement.

Nous l'en prévenons en tous cas.

Si notre camarade Freinet, dont le calme et l'attitude sont exemplaires, était l'objet de sévices, nous en rendrions responsable le préfet des Alpes-Maritimes.

L'affaire de St-Paul se lie à toutes les tentatives de fascisme dont le corps enseignant et es organisations d'avant-garde sont l'objet.

L'affaire Freinet est l'œuvre de la clique cléricalo-fasciste qui a tenté de nuire à notre camarade Allessandri ; c'est elle qui nous insulte quotidiennement dans *l'Eclaireur* ou *l'Action Patriotique*.

Il importe de ne pas mépriser de telles tentatives. Si les menaces fascistes sont encore en France sur le plan des menaces verbales, en Allemagne, elles en sont à la destruction physique par le révolver, le poignard ou la matraque de tous ceux qui luttent pour l'amélioration du sort des travailleurs.

Attendrons-nous d'en être là pour nous grouper, pour nous défendre et pour attaquer ?

Le Syndicat de l'Enseignement des Alpes-Maritimes.

::: DERNIERE HEURE :::

Une journée fasciste à Saint-Paul

FREINET doit défendre ses 14 élèves à main armée

Il est inutile, pensons-nous, de résumer ici l'Affaire Freinet, ni les événements de Saint-Paul. Nous nous contenterons de rappeler que, depuis cinq mois, il n'existe plus à St-Paul aucune légalité, que tous les réglements, scolaires et autres, y sont foulés aux pieds, que le Préfet ne répond jamais aux plaintes les mieux fondées qui lui ont été adressée par Freinet, et que le Maire, encouragé par cette totale impunité, se croit absolument tout permis.

Freinet, dont le dévouement, la conduite et la tenue morale sont exemplaires, avait peu à peu reconquis la majorité saine de la population. Mais, par les procédés scandaleux de pression et de corruption que nous avons dénoncés, le Maire a réussi à mobiliser un groupe de 15 à 20 personnes qui lui sont dévouées, qui répondent à ses appels et qui, excitées par un savant bourrage de crâne et aussi par la boisson, sont capables des pires besognes.

Malgré les mensonges, les calomnies, les intimidations, les menaces, Freinet a toujours gardé l'avantage : 15 élèves sur 28 ont toujours fréquenté sa classe. Mais la situation qui durait depuis le 19 décembre — 13 grévistes — ne pouvait durer plus longtemps.

A plusieurs reprises une partie au moins de ces grévistes, sinon tous, ont manifesté leur lassitude et leur désir de rentrer. On les a fait patienter en leur promettant toujours le prochain départ de Freinet. Ce devait être pour le premier janvier d'abord, puis fin janvier, puis à Pâques. Avant les vacances, la réponse de M. de Monzie à

l'interpellateur royaliste Taittinger, avait retardé encore la décision espérée.

Les dirigeants du mouvement, tous gens sans enfants, sinon à mœurs et à moralité douteuses, ont cependant continué d'exciter les parents ; les journaux aussi ont poursuivi leur dangereuse besogne. L'*Action Française* n'invitait-elle pas les parents à parer aux défaillances de l'administration impuissante ? Et l'*Action Patriotique*, feuille ultra-réactionnaire et cléricale, ne disait-elle pas crûment : « Il faut prendre la bête puante à la gorge et l'étouffer ou la forcer à s'enfuir ».

Aussi, depuis longtemps, le bruit courait dans St-Paul qu'il y aurait du sang après Pâques si Freinet n'était pas parti. A mesure que l'échéance approchait, les menaces se faisaient de plus en plus précises : on devait écorcher Freinet, le sortir en morceaux... De toutes parts, les partisans de Freinet venaient l'avertir de ce qui se tramait.

Depuis plusieurs jours, le Conseil de Guerre occulte se tenait chez le royaliste A... Là se réunissaient : A..., Mme L..., la bourgeoise qui envoie ses enfants à l'école privée de Vence, et « La Blonde », demi-mondaine, tenancière de maisons closes, indignée de l'attaque menée par le journal communiste *La Barricade* contre une maison louche de rendez-vous qui a comme pensionnaires des jeunes gens spécialistes des mœurs anormales — maison que le Maire, qui parle pourtant d'épuration nationale, tolère sur le territoire de la commune.

Le Conseil de Guerre élargi se tient à l'Hôtel de l'Oranger Fleury où, pendant deux jours, se poursuivent les libations.

Les troupes et le plan d'attaque étaient prêts pour le lundi matin 24 avril.

***

Freinet — qui a lui aussi sa Guépéou, naturellement — connaissait ces projets. Ils étaient terrifiants :

Les manifestants devaient franchir ou enfoncer la grille, tout casser dans la classe, se saisir de Freinet et lui faire un mauvais parti, ou du moins le sortir définitivement du local scolaire.

Le dimanche au soir, M. Beltrando, seul conseiller municipal, protestataire, venait avertir Freinet — et il en témoignera volontiers si on le lui demande — que la manifestation était organisée par la Municipalité, que le Maire viendrait en tête, suivi de son Conseil Municipal, qu'il devait se saisir des clefs des locaux, que les petits grévistes devaient entrer dans la classe, et là, tout casser, mêlant leur agitation à celle de l'extérieur — le tout devait mettre Freinet dans l'impossibilité de faire classe.

Freinet avait pris des mesures en conséquence : les parents d'élèves qui le soutiennent avait été convoqués. Ils devaient venir lundi matin à sept heures trente, avec leurs enfants, et garder le portail pour empêcher toute intrusion dans les locaux où nul ne devait pénétrer. Pour le reste, Freinet avait recommandé à ses partisans de garder leur plus grand calme, de se défendre certes au besoin, mais de ne pas attaquer, de rester dignes comme ils l'ont été tout au cours de l'affaire. Pour ceux qui essaieraient malgré tout de pénétrer dans l'école, Freinet se chargeait d'eux.

La Préfecture avait été avisée par le Syndicat de l'Enseignement, par un père d'élève, M. Wuffray ; le vendredi, Freinet lui-même avait adressé au Préfet la lettre suivante :

« J'ai eu l'honneur de vous signaler à diverses reprises les manquements graves à la loi dont se sont rendus coupables à St-Paul, les magistrats municipaux.

L'impunité qui semble les encourager, ainsi que les excitations ouvertement proférées par les journaux réactionnaires — *l'Action Française* et *l'Action Patriotique*, en particulier — sont cause que des menaces graves sont faites contre moi dans le village.

J'ai l'honneur de vous informer que je suis disposé à me défendre et que, me considérant en état de légitime défense, j'userai de tous moyens

pour empêcher que des individus étrangers à l'école pénètrent dans les locaux scolaires dont j'ai la charge.

Veuillez agréer... »

***

Tout le village était sur pied. On sentait que des évènements graves allaient se produire.

Vers 7 h. 30, les groupes arrivent : les parents « pour » se pressent auprès du portail ; les parents « contre » se tiennent un peu plus loin, devant l'église. Les petits grévistes sont habillés de neuf ; ils n'ont pas de cartable ; on sent qu'il ne s'agit point d'une rentrée.

Des habitants débouchent devant l' Eglise et se massent devant la Mairie. Deux gendarmes de Vence s'y rendent aussi, mais se gardent bien de se mettre en rapport avec Freinet, sans même venir l'avertir de l'imminence d'une démonstration dont ils connaissaient les détails. Il leur suffit de discuter longuement et amicalement avec l'adjoint — un ancien gendarme — et avec les manifestants. Ils feront pire, comme on va le voir.

Huit heures moins dix....

Selon le plan de défense dressé, Freinet ouvre le portail. Quatorze élèves — la moitié de l'effectif exactement — entrent dans la cour, fiers et crânes, et, détail caractéristique, se précipitent aussitôt vers le bûcher pour se saisir de bûches en guise de gourdins. « Qu'ils y viennent !».

Pendant ce temps, de chaque côté de la grille, les parents d'élèves font la police, poings fermés. Mais personne ne bouge... M. le Maire n'est pas encore arrivé... Il faut l'appui de l'autorité pour donner du cran à ces manifestants...

Heureusement, le Maire est en retard. Il est huit heures... Freinet déclare la rentrée effectuée et ferme le portail à clef. Les enfants entrent en classe et commencent aussitôt le travail. Mais on n'y allait pas de grand cœur, car on attendait les évènements.

8 heures 5. Devant la mairie, la manifestation s'organise... On essaie de se mettre en rang. Dix fois de suite, on rassemble les enfants qui s'éparpillent. Mme Larcher donne les ultimes conseils. Tout est prêt ! Le maire passe en tête et dit : en avant !

Les enfants ouvrent la marche et, se bouchant les oreilles, soufflent comme des sourds dans les sifflets qu'on leur a distribués. Les femmes, nerveuses et vindicatives, viennent au second rang, et les hommes en dernier renfort.

La manifestation approche de la grille ; les sifflets roulent plus que jamais, puis les cris dominent le tout.

— A Moscou ! communiste ! bandit ! salaud ! sortez-le !...

Freinet continue sa classe :

— Quand ils auront fini de siffler et de crier, ils s'arrêteront bien, dit-il au enfants énervés et apeurés.

Sur le balcon, bras croisés, regard fier, Mme Freinet domine la foule déchaînée. Les insultes montent vers elle sans troubler en rien sa placidité. Alors, en bas, les femmes donnent de la voix ; les cris redoublent... Le Maire, debout contre le portail, excite la foule par son impuissance à pénétrer plus avant.

Tout à coup, dans sa classe, Freinet devine un danger. Une fenêtre donne sur la ruelle où sont massés les manifestants. Freinet, méfiant, l'a bien fermée, certes. Mais des mains hargneuses secouent les volets, font sauter le crochet... Il n'y a plus que les vitres. Le danger se précise. La foule va envahir la classe par la fenêtre. L'instant est tragique. Freinet est bien décidé à défendre ses élèves. Il croit cependant nécessaire de faire une dernière sommation.

Il sort hâtivement devant le portail, à un mètre des gueules exorbitées et vociférantes. Et là, sans parvenir totalement à dominer le silence, il crie :

— Je tiens à prévenir les manifestants. J'ai là sous ma garde *quatorze* enfants. Je les défendrai coûte que coûte. Et si quelqu'un pénètre dans les locaux, voilà !...

Et Freinet sort de sa poche un revolver et le montre à la foule.

Il retourne dans sa classe, juste à temps pour voir Mme Cauvin, qui n'a

pas d'enfants à l'école, enfoncer une vitre d'un coup de tête et essayer de sauter dans la classe en criant :

— Il faut qu'on entre... Laissez-moi passer, et, toute seule, je le mets en morceaux.

L'adjoint, ancien gendarme, l'arrache de la fenêtre en lui disant, effrayé :

— Malheureuse ! Qu'allez-vous faire ?

Les vitres volent en éclat, atteignant les enfants qui étaient installés à la table d'imprimerie à un mètre de la fenêtre. Ils se sauvent tous vers la porte. Calmement, Freinet les conduit dans sa cuisine et ferme toutes les portes pour rendre plus difficile l'invasion qui se prépare. Les enfants sont en sûreté.

Sur le balcon, Mme Freinet, impassible, continue à observer et à surveiller la manifestation.

Il est 8 h. 15. Les deux gendarmes arrivent enfin devant le portail.

Par quel hasard, ou quelle complicité ne se sont-ils point trouvés à l'endoit vulnérable, alors qu'ils avait assisté, *d'accord avec le Maire*, au départ de la manifestation ? Avaient-ils ordre de laisser faire, espérant que les secrets désirs de la Préfecture s'accomplissent.

Toujours est-il que les gendarmes sont délibérément arrivés après la bataille, et que, sans l'énergie de Freinet, des évènements irréparables auraient pu se produire *dans une salle de classe occupée par la moitié de l'effectif scolaire, et envahie par ordre du maire, avec la complicité de la Préfecture et de la force publique.*

Mais où étaient donc les gendarmes?

Le brigadier nous a expliqué :

— Nous sommes partis de devant la Mairie en même temps que la manifestation. Mais nous n'avons pas voulu la suivre pour ne pas avoir l'air de la guider. Alors nous sommes allés faire le tour de l'église et du pâté de maisons et nous sommes arrivés juste à temps pour arracher Mme Gauvin de la fenêtre.

Ce ne sera d'ailleurs pas le seul fait surprenant de cette journée.

Les gendarmes avaient été avisés par la préfecture qu'ils devaient se rendre à St-Paul en raison de cette manifestation.

Leur devoir était de défendre l'école, les enfants qui voulaient la fréquenter et qui étaient bien aussi intéressants que les 14 grévistes, de permettre enfin à Freinet, *instituteur*, de continuer son travail. Les gendarmes se sont dirigés vers la Mairie, sans même regarder du côté de l'école, et Freinet a dû faire sa police — aidé des parents qui le soutiennent — aux moment les plus dangereux.

Chose plus grave encore : alors que les cris de mort : « Tuez-le ! Allons l'arracher ! On lui arrache les bras ! On vous le met en bouillie ! Demain, il est en morceaux !.. » l'après-midi même, lorsque, comme nous le verrons, quelques énergumènes étaient prêts à faire un mauvais parti à l'Inspecteur d'Académie et que G..., rauque et saviné, hurlait : « Je vous en donne ma parole : si vous ne l'enlevez pas, le sang coulera ce soir dans St-Paul : nous le sortirons en morceaux !... », jamais, *à aucun moment*, les gendarmes n'ont essayé de disperser la foule et de faire taire les manifestants.

***

Les cris continuent : n'osant plus toucher la grille ni la fenêtre on essaye de prendre d'assaut la maison d'école par un autre côté, et c'est à ce moment-là, sans doute que, ayant vu Freinet fermer la fenêtre de la cuisine pour protéger les enfants contre les jets de pierre on a fait courir le bruit absurde, complaisamment exploité par la presse, que Freinet avait essayé de s'enfuir en descendant par une corde.

Une mère de famille, Mme G.., énergique et digne, garde le portail, pour protéger son fils qui est dans l'école. Le Maire la tire brutalement :

— Partez de là ! votre place n'est pas ici... vous n'êtes pas Française !...

Et un gendarme, toujours prêt à appuyer le Maire, ajoute :

— Vous êtes étrangère... Ah ! si c'est vrai, retirez-vous !...

— Eh bien ! je m'y mets, moi, crie un père de famille, et je suis Français. Que quelqu'un m'arrache de là !...

Une bousculade s'ensuit, Mme G...

tombe, projetée au sol par Mme C..., celle-là même qui venait d'enfoncer les vitres de la classe. Mme G... ramasse un caillou et le jette en pleine figure de l'assaillante qui va se faire soigner au médecin.

***

Et le Maire, détenteur de pouvoirs de police, chargé d'assurer l'ordre ?

Ce n'est certes pas lui qui sera capable de calmer cette foule qu'il a déchaînée. A un moment, il semble un peu effrayé de son œuvre et prononce quelques paroles de découragement. Les deux pères de famille les plus excités le prennent violemment à partie :

— Alors, vous nous lâchez ! Vous nous avez dit : Patientez jusqu'à Noël ! Patientez jusqu'à Pâques ! Voilà cinq mois que nous patientons ! Nous en avons *assez !*

***

9 heures 45. Récréation !

Les élèves descendent dans la cour sous la conduite de Freinet qui, crânement et calmement, fait les cent pas devant la grille.

Les hurlements redoublent.

Les petits grévistes, soigneusement stylés, donnent un triste spectacle. Ces enfants qui, au début de l'affaire s'étaient rapprochés encore de leur maître, profèrent maintenant les injures les plus ordurières à son adresse, sous le commandement du Maire, qui, de temps en temps, leur commande : Criez : communiste ! ou criez : A Moscou !

Les sifflets ne suffisant plus, les femmes vont chercher des casseroles pour leurs enfants, de vieilles ferrailles, un clairon bosselé. Le curé — qui sortait de dire une messe de mort mais y a-t-il quelqu'un de plus bassement sacrilège que le curé de St-Paul ? — le curé prête aux enfants les crécelles sacrées qui, le vendredi-saint, sonnent si mélancoliquement la passion de celui qu'une même foule inconsciente et criminelle mena au calvaire.

Et, jusqu'à midi, ce triste spectacle se poursuit, au grand ahurissement des visiteurs.

Etrange coïncidence : Mme Ley, collaboratrice du Docteur Decroly, énergique et tenace, insiste au portail. Elle connaît l'œuvre de Freinet, elle admire son effort ; elle est venue à St-Paul pour rendre visite au créateur de l'Imprimerie à l'Ecole. Le Maire — de quel droit ? — lui interdit l'entrée.

Quelques peintres, des écrivains, hôtes de marque de St-Paul, assistent, écœurés, à cette coalition de la bêtise contre un effort émancipateur. Hélas ! ils sont étrangers... ils ne peuvent que serrer les poings.

Freinet, enfin débloqué, pouvait envoyer un commissionnaire pour alerter l'Académie, la Préfecture, les syndicats ouvriers, les organisations politiques. Il n'avait pas été le seul d'ailleurs à donner l'alerte.

***

L'adjoint avait conseillé aux manifestants de se disperser en leur donnant rendez-vous pour le lendemain matin. Les partisans de Freinet s'en sont paisiblement retournés à leur ferme et quelques-uns d'entre eux seulement, accidentellement, se trouveront là au cours des évènements de l'après-midi.

Vers midi, le commissaire de police de Cannes avec un de ses collaborateurs vient interroger Freinet. Il ne lui cache pas l'exaltation indescriptible de la foule et le danger mortel qu'il court.

Puis un adjudant de gendarmerie vient lui aussi parlementer, examiner les dégâts, demandant à Freinet de se montrer le moins possible à la foule pour ne pas l'exciter.

A une heure, rentrée identique : *Quatorze présents.* Qu'on vienne dire que les partisans de Freinet n'ont pas de cran. Ils sont là d'ailleurs encore à surveiller, puis s'en retournent.

Les enfants essayent de reprendre leur travail en classe lorsque, vers une heure dix un nouveau rassemblement se prépare.

Ce ne sont plus des hommes, maintenant, ce sont des brutes qu'on a abreuvées dans les cafés du village et qui voient rouge, hurlant comme des sauvages :

— Nous aurons sa peau... Le sang coulera !....

G. pleure de rage en criant de sa voix rauque et C..., l'entrepreneur de la Mairie, prépare ses deux revolvers. La police ferme complaisamment les yeux.

Les commissaires spéciaux sont là, apparemment impuissants... L'Inspecteur primaire arrive, puis l'Inspecteur d'Académie...

Ils s'installent sous le préau, et parlementent avec Freinet pendant que la foule hurle à la mort. Ils voudraient arracher à Freinet sa demande de changement. On lui donnerait toutes facilités... Il aurait le poste qui lui conviendrait, dans lequel, on lui en donne l'assurance, on lui réserverait toutes les facilités pour son travail pédagogique.

Freinet, calmement, faisant abstraction de lui-même, pense seulement à la cause dont il devient le symbole. Ah ! s'il ne s'agissait que de sauver sa peau et d'organiser une paisible retraite, l'heureuse transaction qu'on pourrait trouver là. Mais il s'agit de quelque chose de supérieur. Abdiquer n'est pas possible.

Ce ne sera pas abdiquer, protestent les Inspecteurs. L'Imprimerie à l'Ecole notamment ne saurait être mise en cause... Je collaborerai même avec vous dans la mesure du possible et des règlements, affirme l'Inspecteur d'Académie.

Terrible dilemme, certes...

— Parlez-en à Mme Freinet, dit l'Inspecteur d'Académie. Nous allons tâcher de voir le Maire.

***

La foule le prend à la sortie de la grille :

— Alors, lui crie-t-on, qu'allons-nous faire de nos enfants ?

— Vous n'avez qu'à les envoyer en classe, déclare énergiquement l'Inspecteur d'Académie.

Dix mains se lèvent sur lui ; les voix deviennent plus rauques encore...

— Ecoutez-le... il est encore contre nous !.. Mais nous vous le sortirons, mort ou vivant Demain, il ne sera plus en vie et ce sera tant pis pour vous...

Mme G... est prête à frapper l'Inspecteur d'Académie, et les cris continuent, entremêlés d'explications fantaisistes sur les griefs qu'on fait à Freinet.

En rappelant ce pénible moment, l'Inpecteur d'Académie lui-même dira tout à l'heure :

— Ils étaient tous sur moi... Il a fallu que je me redresse et que je leur dise : Que me voulez-vous ?... Vous savez, vous ne me faites pas peur !

L'arrivée du sous-Préfet de Grasse, quelques instants après est accueillie avec la même bordée de protestations.

***

Les enfants, effrayés, se sont à nouveau réfugiés dans la cuisine de Freinet, et Freinet confère avec sa femme...

Tenir, il faut tenir... cela ne fait pas de doute.. Freinet ne peut pas abandonner la lutte !

Freinet tiendra.

Et pourtant... Il connait ses partisans qui sont là aussi, tout près du portail, prêts à la lutte. Il n'a jamais excité ces gens, leur prêchant sans cesse le calme. Il est toujours resté dans la stricte légalité, protestant — en vain, hélas ! — contre l'action presque toujours délictueuse de ses adversaires.

Ah ! s'il ne s'agissait que de lui ou de sa famille. Ils sont là, eh bien ! ils se défendraient jusqu'au bout et par tous moyens.

Mais maintenant, mais ce soir, il y aurait certainement bataille dans la rue, des blessés certainement, des morts peut-être. Freinet ne va pas en

porter la tragique responsabilité. Il signera une trêve, en attendant l'intervention de toutes les forces démocratiques qui, peut-être, feront un jour respecter les lois à St-Paul.

Depuis cinq mois, Freinet tient dans des conditions incroyables, ayant contre lui l'administration, la Préfecture, le Maire, et les forces de police. Il vient de montrer qu'il est prêt à se défendre sans s'attaquer cependant aux jouets inconscients des véritables coupables. Il sait qu'il a pour lui la force de la vérité, du bon droit, de la loyauté, et la chaude sympathie des ouvriers, des fonctionnaires, l'appui sans réserve de ses centaines d'amis qui le défendront jusqu'au bout.

En toute conscience, il pèse le problème. Il demandera un congé de trois mois, afin d'attendre la rentrée d'octobre qui sera décisive. En attendant, les petits grévistes pourront rentrer sans que l'amour-propre des parents soit grièvement blessé.

***

Les Inspecteurs arrivent, émus... Ils sentent que l'heure sera grave s'ils ressortent sans porter à cette populace un apaisement.

Freinet leur annonce sa décision : congé de trois mois... Les Inspecteurs essaient bien encore de parler de changement, mais ils s'estiment heureux de la solution provisoire qui leur permettra de calmer la foule et de repartir.

***

Vers seize heures, la foule se disperse. M. le Curé invite les manifestants à boire pour les récompenser sans doute. On invite même les gendarmes, pour les remercier aussi, de leur complicité. Ils refusent... On boit le soir chez les divers meneurs, et même au domicile de la « blonde » tenancière de maisons closes.

Dès le lendemain, l'Inspecteur primaire venait installer le jeune remplaçant de Freinet pendant qu'un groupe de pères et mères de famille « pour » se rendaient à nouveau à Nice en audience auprès de l'Inspecteur d'Académie. Deux élèves sont candidats aux bourses, 2e série qui ont lieu dans 15 jours ; un élève est candidat aux bourses 1e série, 4 sont candidats au certificat d'études. Les parents venaient demander à l'Inspecteur d'Académie que le remplaçant de Freinet ne puisse pas être circonvenu par les adversaires, qu'il travaille en plein accord avec Freinet, que celui-ci surveille directement la préparation des élèves qu'il devait mener aux examens. A défaut de quoi, ils prendraient à leur tour des mesures énergiques.

Après de longues et parfois délicates négociations, les parents obtenaient entière satisfaction.

Dès lors, la présence même du piquet de gendarmerie qui, depuis trois jours et trois nuits, patrouille aux abords de l'école, devenait superflue. La rentrée s'est effectuée sans incident : 21 présents sur 28 élèves — six élèves de plus qu'en période de grève ! — plussieurs manifestants ayant jugé bon de ne pas envoyer leurs enfants à l'école — comme par le passé d'ailleurs — ce qui donne une nouvelle preuve de la sincérités des soi-disant réclamations de parents.

Trêve, disions-nous. Il ne s'agit pas d'autre chose, et on le sent bien dans

le village où des menaces de mort continuent à être proférées. De nouveaux témoignages sont chaque jour recueillis et, mercredi matin, une heure avant la rentrée, deux partisans de Freinet ont été menacés, par Asquier, qui n'a pas d'enfants, et qui, devant la porte, fourbissait ostensiblement deux révolvers en disant :

— On voulait faire de nous des saucissons, mais nous allons ce matin en faire des boudins !

La population, clique du Maire mise à part, est écœurée. Et allez parler de St-Paul dans les environs : vous verrez ce qu'on vous en dira.

*****

C'EST LE FASCISME !

Les événements de St-Paul sont caractéristiques de l'action fasciste qu'il faut tuer dans l'œuf si on ne veut pas encourager tous les émules français de Mussolini et de Hitler : abrogation pratique de toute légalité, tous appels des victimes à la justice, à l'autorité préfectorale, aux Ministères restant sans réponse et sans effet — nécessité pour les adversaires de s'armer et de préparer la lutte violente, et, hélas ! sanglante.

Les fascistes ?

Le royaliste n'ose pas affirmer ses convictions politiques qu'il sait sans influence sur la masse ; le Maire sait son prestige annihilé ; le curé lui-même, déconsidéré, doit chercher de nouvelles voies. En attaquant Freinet de la façon la plus souterraine et la plus perfide, en sortant nettement de son rôle habituel pour s'acharner contre un homme qui le dépasse de cent coudées, le curé de St-Paul, soutenu et conseillé sans doute par l'Evêché, s'est fait haïr par toute la population saine de St-Paul. Les partisans de Freinet ne vont plus à la messe, prennent le curé à partie en toutes occasions, n'envoient plus leurs enfants au catéchisme, et le soir de la manifestation, une mère de famille naguère catholique très pratiquante criait :

— Je jure que ni mon mari, ni mes enfants, ni moi ne mettrons plus les pieds à l'église tant qu'il y aura ce salaud de curé.

Les gardiens ordinaires de l'ordre bourgeois voient donc s'en aller leur pouvoir sur la masse paysanne du village. Alors, par ce qui leur reste d'influence économique et politique, ils préparent et mobilisent une troupe de partisans prêts à tout faire : les propriétaires menacent leurs fermiers, les entrepreneurs renvoient leurs ouvriers, les services de la Mairie, et les ressources de la caisse sont fermés aux amis de Freinet. On ne craint pas de faire boire pendant tout le jour qui précède la manifestation ceux qu'il faut chauffer à blanc pour qu'ils ne s'avisent pas, devant la besogne qu'on leur demande, de se mettre à côté de leurs frères contre leurs maîtres.

On vit alors les autorités elle-mêmes chargées du respect de l'ordre et des lois — maire, adjoint, gendarmes — organiser avec l'appui des pouvoirs publics les manifestations contre l'école, les menaces directes contre la moitié de l'effectif scolaire qui, confor-

mément à la loi voulait continuer à bénéficier de l'instruction d'un maître estimé.

*****

Il n'y a plus à discuter. Seul un rapport de forces entre en jeu.

Ou bien le Préfet fasciste, qui a permis et favorisé de tels procédés et de semblables manifestations contre l'école est déplacé et remplacé par un gardien de l'ordre qui fera respecter la loi à St-Paul — ou bien la lutte continuera, s'envenimant chaque jour jusqu'au triomphe brutal et sanglant de l'un des partis.

Voilè, hélas ! le problème tel qu'il se pose aujourd'hui.

*****

Sans jamais répondre à aucune provocation, par une action sage et mesurée, Freinet s'est attiré à Saint-Paul la sympathie de tous ceux que n'aveugle pas la haine et le parti-pris. Ses partisans se serrent autour de lui, le défendent et se défendent.

On les dit communistes ! Quelques-uns d'entre eux, la plupart d'entre eux, auraient repoussé naguère cette appellation comme une injure. Ils se disent maintenant que si les communistes sont ceux qui se dressent pour le maintien de l'honneur, de la loyauté, de la raison contre tous ceux qui voudraient aplatir les travailleurs à leurs pieds pour continuer à les exploiter et les berner, eh bien ! alors, ils sont communistes et ils s'en glorifient.

*****

Quant à Freinet, il a fait le maximum pour la défense d'un idéal. Il reste sur la brèche, continuant sa tâche et prêt à se défendre et à attaquer s'il le faut. Mais il ne provoquera pas.

Il dit et nous l'approuvons : sa tâche est terminée. Nous lui demandons seulement de tenir. A nous, à toutes les organisations antifascistes d'aviser à tous moyens pour donner à cette affaire les conclusions qui s'imposent.

LE SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT DES ALPES-MARITIMES.



RÉPONSE
à la dernière campagne nationale contre FREINET

Depuis cinq mois, en butte aux forces réactionnaires de plus en plus agressives et jamais satisfaites, malgré les reculades des défenseurs habituels de l'école, je fais appel à ce qui reste de légalité dans la France républicaine.

En vain ! les hommes politiques se taisent ; les journaux déforment systématiquement les évènements ; Monsieur le ministre lui-même donne à la presse des communiqués erronnés et tendancieux.

Après les graves évènements du 24 avril dernier, il est de mon devoir de rétablir la vérité, de demander à toutes les revues libres, à tous les journaux qui ont encore le droit de parler, de faire leur possible pour que prenne fin un scandale qui risque d'anéantir ce qui nous restait de confiance démocratique.

Les éducateurs surtout, les instituteurs directement intéressés, directement attaqués, se dresseront, nous en sommes certains, pour défendre une cause qui est la leur et qui marque un tournant de notre vieille légalité scolaire républicaine.

***

Débrouillez-vous !

Le tout dernier scandale vaut d'être rappelé et précisé

Le 24 avril 1933, une véritable agression a été préparée et exécutée contre l'école de St-Paul par une manifestation conduite par le Maire du village et une partie du Conseil municipal.

Attaque clandestine, penserez-vous ! Non pas !

M. l'Inspecteur d'Académie était prévenu; M. le Préfet était prévenu ; M. le Ministre lui-même était averti *officiellement* — et il n'a point démenti le fait — que « si Freinet reparaissait à l'école à la rentrée de Pâques, les parents l'en feraient sortir par la fenêtre. »

En d'autres termes, les uns et les autres seraient immédiatement intervenus pour que l'instituteur en fonctions puisse continuer son travail dans l'ordre et la légalité. Aujourd'hui, non seulement rien n'a été tenté pour ma défense et celle de mes élèves, mais on ne m'a pas même prévenu des dangers physiques que nous courions.

Mieux ! A un père famille qui allait demander l'intervention de la Préfecture, le Secrétaire général répondit : « Nous en avons assez de l'affaire de St-Paul. Nous sommes au courant de ce qui va se passer. Mais débrouillez-vous, et si on vous donne des coups, rendez-les !... »

Effectivement, comme nous l'avons expliqué d'autre part, en l'absence de toute force de police, j'ai dû, à main armée, défendre mes élèves directement menacés par les assaillants qui envahissaient la classe après avoir arraché les volets et brisé les vitres.

***

Le village soulevé contre Freinet

Quon n'essaie pas d'argumenter, comme le font complaisamment tous les journaux réactionnaires, que ce sont tous les pères de famille et le village tout entier, qui se sont révoltés contre moi.

Ici encore, laissons parler les faits :

Depuis le 19 décembre, jour où la grève scolaire a été fomentée par le Maire et ses complices, j'ai toujours eu en classe la majorité des élèves, 15 sur 28 inscrits (quinze sur vingt-huit), et cela malgré les pressions scandaleuses contre lesquelles j'ai, en vain, porté plainte.

Quand, le 24 avril, à 7 h. 50, j'ai ouvert le portail, *quatorze élèves* (exactement la moitié de l'effectif) sont entrés fièrement en classe, pendant que les parents, craignant pour la sécurité des enfants, se massaient près de la grille, décidés à user au besoin de violence.

La population ? Certes, mes partisans n'étaient pas excités ni avinés et ne hurlaient pas avec un déchaînement brutal, mais croit-on que si je n'étais soutenu avec passion par les parents de cette moitié de l'effectif, les quatorze mêmes élèves seraient revenus laprès-midi, pour franchir avec la même décision le portail gardé par les forces de police, malgré les dangers évidents que faisait courir à l'école l'agitation indescriptible des manifestants ?

Que signifie alors l'agression de ceux, qui, au nom de quatorze enfants protestataires, et au mépris de toutes les lois assaillent 14 autres enfants qui, conformément à la loi, travaillent enclasse sous la garde d'un instituteur auquel ils sont profondément attachés ? De quel droit la moitié des pères de famille brimerait-elle l'autre moitié ?

En pareille occurence, le devoir strict de l'administration, de la Préfecture, des forces de police, n'était-il pas d'empêcher la manifestation violente de gens sans enfants, de protéger l'instituteur dans l'exercice de ses fonctions, ainsi que les enfants dont il avait la garde, de disperser, au moins au cours de la journée, une foule hurlant à la mort, qu'on a laissé librement proférer ses menaces de 8 heures à 16 heures, sans que le sous-préfet lui-même ait donné des instructions pour le rétablissement de l'ordre.

54

Promesses officielles

C'est au milieu des cris de mort d'une populace excitée, après l'essai d'intimidation de l'adjudant de gendarmerie et du commissaire spécial de Cannes qui sont venus m'avertir des dangers mortels que je courais, que M. l'Inspecteur d'Académie est venu à nouveau à la charge.

Or, le devoir de M. l'Inspecteur d'Académie à ce moment-là n'était pas de tenter en vain d'arracher à Freinet une demande de changement ; son devoir était de faire rétablir l'ordre d'abord, de me permettre de continuer ma classe dans des conditions normales, puis de prendre toutes mesures administratives qui pouvaient lui sembler nécessaires.

Comme je l'ai dit à tous les représentants de l'autorité qui sont intervenus : j'étais instituteur à St-Paul ; j'avais en classe la moitié de l'effectif ; il appartenait à l'administration, à la Préfecture, aux forces de police, de me permettre de continuer ma besogne.

La pression officielle contre moi est évidente : j'ai refusé d'y céder.

Pour éviter que le sang coule — car il aurait certainement coulé — j'ai, en accord avec Mme Freinet, institutrice en congé de longue durée, accepté de demander un congé de 3 mois. Mais cette concession — dont on aurait dû apprécier la sagesse — qui n'était point dictée par la peur (nous avons montré et nous montrerons encore s'il le faut que nous ne craignons, personnellement, ni la populace adverse ni les pouvoirs complices) cette concession nous ne l'avons faite que parce que M l'Inspecteur d'Académie nous avait donné l'assurance formelle qu'elle ne serait nullement exploitée contre l'Imprimerie à l'Ecole, dont j'ai la responsabilité morale.

M. l'Inspecteur d'Académie m'a affirmé qu'il n'avait jamais été dans sa pensée d'attaquer notre technique ; que là où je serais nommé (si j'acceptais un changement de poste) je serais entièrement libre d'appliquer ma méthode, qu'il collaborerait même avec moi dans la mesure du possible et dans la limite des programmes.

A peine ces promesses réciproques ont-elle été échangées que M. le Ministre donne à la presse un communiqué qui est une attaque très nette contre notre technique.

Le 30 décembre dernier, M. le Ministre écrivait à une haute personnalité pédagogique : « Je puis vous assurer que cet instituteur ne sera pas inquiété pour des raisons tirées de ses opinions politiques. Il ne s'agit pas davantage de l'Imprimerie à l'Ecole qui a valu à ce maître des félicitations de grands journaux comme *Le Temps*. »

Et maintenant, Monsieur le Ministre reproche à ses prédécesseurs d'avoir laissé subsister et se développer des « errements pédagogiques » auxquels il est décidé à « mettre fin ». — Chose plus grave : M. le Ministre qualifie de louanges étourdies les appréciations librement données sur l'Imprimerie à l'Ecole par les diverses personnalités pédagogiques françaises et étrangères qui ont parlé en toute connaissance de causes : Professeur Langevin, Docteur Wallon, Docteur Locart, Ad. Ferrière, M. Châtelet, recteur de l'Académie de Lille, etc... Nous sommes d'autant plus surpris de cette appréciation que M. le Ministre n'ignore pas la place d'honneur que l'Imprimerie à l'Ecole occupa au récent congrès de Nice de la Ligue Internationale pour l'Education nouvelle, et combien les principaux participants apprécièrent nos réalisations. M. le Ministre en acceptant la présidence effective de ce congrès, n'a-t-il pas lui-même sanctionné, dans une certaine mesure, notre effort pédagogique ?

Je considère toutefois le communiqué ministériel comme une dénonciation de l'engagement par lequel M. l'Inspecteur d'Académie a influencé ma décision concernant ma demande de congé.

Comme, prévoyant des évènements futurs, je n'ai pas encore fait ma demande écrite de congé, j'ai fait connaître à M. l'Inspecteur d'Académie que je régulariserai la situation le jour où M. le Ministre consentirait à me faire savoir qu'il approuve l'engagement pris par M. l'Inspecteur d'Académie, et qu'il reconnaît à notre technique la liberté de se développer, comme par le passé, dans la limite des horaires et des programmes de l'école publique.

***

Les erreurs de M. le Ministre

Il y a d'ailleurs, dans le communiqué de M. le Ministre quelques autres erreurs graves que je me dois de relever.

M. le Ministre déclare : « M. Gneto, Inspecteur d'Académie, d'accord avec M. de Monzie, s'est rendu sur place, a calmé le conflit, reçu de M. Freinet une demande *écrite de congé immédiat* pour trois mois et *une demande verbale* de changement de poste pour la rentrée scolaire. »

Deux affirmations, deux erreurs.

Si je ne nie pas avoir fait une demande verbale de congé, on a vu, par contre, qu'il n'y a pas eu jusqu'à ce jour de demande écrite de congé.

Il est bien plus faux encore d'affirmer que j'ai fait une demande verbale de changement de poste.

L'acceptation d'un changement de poste supose l'acceptation d'un poste offert par l'administration. Quel poste m'a-t-on offert?

Preuve nouvelle que rien n'a été convenu dans ce sens : M. l'Inspecteur d'Académie n'en a jamais fait état, ni dans les quelques mots qu'il a dit aux manifestants, ni dans le communiqué à la presse. Jusqu'à ce qu'une mesure nouvelle intervienne contre moi, je conserve, comme tout instituteur, le droit de demander ou non en juillet, le ou les postes qui pourraient me convenir si je désire quitter St-Paul

M. le Ministre laisse entendre enfin que les incidents du 24 avril se seraient produits « au cours d'une seconde enquête que motivaient de nouvelles plaintes ».

L'enquête en question date de 2 mois et n'a à ma connaissance, aucune corrélation avec les évènements du 24 avril, lesquels étaient prémédités, préparés, tolérés, sinon encouragés.

Deuxième communiqué officiel :

Nouvelles erreurs...

Dans le communiqué de M. le Ministre en réponse à une note du *Temps* en date du 3 mai, un point particulier nécessite, je crois une mise au point.

Le correspondant occasionnel du *Temps* écrit :

« Si l'affaire Freinet a déclanché le déplacement de l'Inspecteur d'Académie, c'est parce que cet inspecteur a osé censurer cet instituteur malgré le veto du Syndicat national. »

Et M. le Ministre répond : « La censure a été prononcée non par l'Inspecteur d'Académie malgré le veto du Syndicat national, mais par le Conseil départemental statuant à la majorité. »

L'une et l'autre de ces deux assertions sont erronnées.

M. Brunet, inspecteur d'Académie, a été déplacé avant que la censure ait été prononcée contre Freinet.

La censure n'est nullement prononcée par le Conseil départemental *qui ne fait que donner un avis.* L'arrêté dont j'ai reçu notification porte bien :

« L'Inspecteur d'Académie,

« Vue la loi du 30 octobre 1886,

« Vu, etc..., etc...

« Vu *l'avis* qui a été émis par le Conseil départemental.

« Arrête :

Qui croire aujourd'hui ? Les règlements ou M. le Ministre ?

Tout me porte à croire d'ailleurs que ce n'est pas M. l'Inspecteur d'Académie Brunet qui a décidé et obtenu la censure contre moi. Certains faits troublants pourraient aider à situer les responsabilités.

Lorsque je devais passer devant le Conseil départemental du 4 janvier dernier, le rapport de M. Brunet établi d'après une brève et tendancieuse enquête de M. l'Inspecteur primaire Achard était d'une injustice et d'une partialité étonnante.

Si bien que M. Richard, directeur de l'Ecole normale, rapporteur de l'affaire, après une enquête minutieuse et impartiale, menée à St-Paul même, me déclara :

« On peut tout juste vous accuser d'une pecadille... Les responsables sont ceux qui ont aveuglément et complaisamment suivi vos diffamateurs dans leurs malhonnêtes attaques... Si j'avais été votre inspecteur, je me serais fait un plaisir de collaborer avec vous. C'est très souvent que j'aurais visité votre classe et certainement toutes diffficultés auraient été aplanies. »

Dans le même temps, M. Richard affirmait à un camarade :

« Dans toute cette affaire, il n'y a pas de quoi fouetter un chat. »

Et dans sa bouillante indignation, M. le Directeur de l'Ecole normale parlait rien moins que de se rendre lui-même à Paris pour entretenir directement M. de Monzie du véritable sens de cette affaire.

La réunion du Conseil départemntal dut être renvoyée, avec promesse très officieuse que tout était enterré.

Brusquement, l'affaire revint le 28 janvier et on vit là M. Richard, qui avait protesté de l'innocenc de Freinet, requérir contre lui, avec la dernière insistance, la peine de la censure.

Nous le demandons en toute honnêteté : Aucun fait nouveau n'étant intervenu, comment M. Richard aurait-il changé si complètement d'avis sur l'affaire Freinet si une pression extérieure, éminemment coupable n'avait été exercée sur lui pour l'obliger à se contredire et à faire condamner celui qu'il jugeait innocent.

Il n'y a d'ailleurs pas que les conseillers départementaux, représentants du personnel, qui aient oppsé leur veto à cette condamnation. Un conseiller général s'est joint publiquement à eux ; un autre membre s'est abstenu, et M. Joseph Bermond, conseiller général, ancien président du Conseil général des Alpes-Maritimes, m'a écrit ultérieurement : « qu'à aucun moment ma personnalité n'avait été mise en cause et que c'est sur l'assurance que la censure n'était qu'un simple avertissement quelle a été votée ».

***

Pour tous ceux qui, loin de St-Paul, loin de l'atmosphère de cette petite classe, autour de laquelle ont joué tant de brimades et de provocations, pour tous ceux qui auraient tendance à juger Freinet d'après les mensonges d'une presse à tout faire, il me suffira de répondre :

Croyez-vous qu'un instituteur contre qui s'acharne une municipalité réactionnaire, une administration complaisante comme le fut celle de M. Brunet, une Préfecture complice, croyez-vous que cet instituteur aurait trouvé à St-Paul même, sur les lieux du forfait, et pour le défendre, *les parents de la majorité des enfants* ; croyez-vous que le jour de la manifestation quatorze élèves (la moitié de l'effectif)bravant ricanements, injures, menaces, auraient malgré tout fréquenté la classe, si la cause de cet instituteur n'avait été juste et digne des plus grands sacrifices ?

***

Je protesterai avec toute mon énergie, jusqu'à ce que la vérité des faits soit rétablie et que, face à la meute déchaînée de tous les réactionnaires on fasse justice des accusations volontairement erronées destinées à jeter le trouble parmi mes défenseurs.

Dans le cas contraire, et pour la première fois en France, nous assiterions à ce spectacle — contre lequel tous mes collègues s'élèveront certainement — d'un instituteur qui « honore la pédagogie française », déclarait M. Langevin, au Palais de la Méditerranée, qui « a tout au plus commis une peccadille » selon l'avis de M. le Directeur de l'Ecole normale de Nice ; que les parents de la majorité des élèves soutiennent à St-Paul, malgré une campagne de violence inouïe ; d'un instituteur qui, parce que la réaction s'acharne sur lui se trouve dans l'impossibilité d'exercer sa profession — qu'il exercera ailleurs moins qu'à St-Paul encore s'il est déplacé d'office.

Je demande une dernière fois aux pouvoirs responsables d'assurer le respect des lois républicaines dans cette France que j'ai défendue au prix de mon sang et à laquelle j'ai donné, hélas ! 70 p. cent de mes forces et de ma vie.

C. FREINET.

Le 5 mai 1933

Empêchez le déplacement d'office

Sur sa demande, M. l'Inspecteur d'Académie m'a reçu le lundi 8 mai. Il avait déjà entre les mains, au passage, le rapport que j'ai adressé au Ministre et intitulé : *Réponse à la dernière campagne nationale contre Freinet.*

Il n'a pu faire sur ce rapport que quelques objections de détail sur lesquelles nous ne croyons pas utile de revenir.

M. l'Inspecteur d'Académie m'invite naturellement à faire ma demande *écrite* de congé pour régulariser une situation de fait.

Je lui rappelle que, si j'ai demandé verbalement le 24 avril un congé de trois mois, c'est *sur son assurance formelle que l'imprimerie à l'école ne souffrirait aucunement de ce geste d'apaisement.*

M. l'Inspecteur d'Académie en convient bien volontiers. Il me lit même la copie du rapport adressé au Ministre à la suite de l'affaire, et dans lequel il relate en effet la promesse faite : que l'imprimerie à l'école était hors de cause et que je pourrai continuer à travailler comme par le passé, dans la limite des programmes et des règlements - ce que nous acceptons volontiers, puisque nous avons toujours travaillé dans le cadre de l'école publique.

Or, un fait nouveau est intervenu : Dans le communiqué erronné qu'il a donné à la presse, le Ministre attaque délibérément notre technique en parlant d'une façon évasive et volontairement « sybilline » d'erremnts pédagogiques et d'éloges étourdis.

Je ne pouvais donc que maintenir les termes de ma lettre adressée précédemment à M. l'Inspecteur d'Académie : « Je ferai ma demande régulière de congé, lorsque M. le Ministre aura bien voulu me faire connaître qu'il approuve l'engagement que vous avez pris pour influencer ma décision ».

M. l'Inspecteur d'Académie regrette, certes, ma décision, car il a déjà reçu du Ministre une mise en demeure catégorique : J'avais à faire ma demande dans les trois jours, à défaut de quoi l'I. A. devait, avec le Préfet, prendre toutes mesures utiles.

Devant ma décision irrévocable, M. l'Inspecteur d'Académie a promis de transmettre au ministre et d'attendre la décision.

***

Que sera cette décision ?

Le Ministre acceptera-t-il d'approuver l'Inspecteur d'Académie, en désapprouvant, dans une certaine mesure son propre communiqué ?

Si non, il est certain que ma position irrégulière ne pourra pas se prolonger.

Je l'ai déclaré à l'Inspecteur d'Académie : « Si on ne veut pas me donner mon congé *aux conditions acceptées*, je suis prêt à reprendre ma classe demain s'il le faut ; et alors nous prendons nos dispositions, et nous nous battrons, s'il le faut ».

Mais les autorités, à tous les degrés, ne sont pas disposées à voir recommencer les évènements de St-Paul, et à me voir reprendre ma classe de sitôt.

S'IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION, ON PASSERA, SANS DOUTE, AU DEPLACEMENT D'OFFICE.

***

Voilà donc, pour ceux qui craignaient que j'aie fait de trop grandes concessions, quelle est la situation :

Si le ministre approuve l'engagement de l'Inspecteur d'Académie de ne pas attaquer l'imprimerie à l'école, je me mettrai en congé régulier de trois mois.

Si le ministre refuse, il y a de grandes chances pour qu'il donne ordre — ou qu'il conseille — de passer immédiatement au déplacement d'office.

Je fais appel à tous les camarades, à toutes les organisations :

Défendez l'imprimerie à l'école et les conquêtes prolétariennes.

Empêchez mon déplacement d'office par tous les moyens : meetings, ordres du jour, intervention auprès de parlementaires, campagnes de presse, pétitions, etc..

IL Y A EXTREME URGENCE !

L'Inspecteur d'Académie reconnaît que je n'ai fait aucune demande de changement de poste. Il me conseille naturellement de faire ma demande pour les prochains mouvements du personnel — ce qui résoudrait définitivement la situation !

A tous nos amis de faire eux-mêmes la réponse qui s'impose...

Agissez de toute urgence !

Le 9 mai 1933.

C. FREINET.

Les Partisans de FREINET à St-Paul passent à l'action SOUTENEZ-LES !

Dans une visite ultérieure à l'Inspecteur d'Académie, celui-ci a demandé à Freinet de choisir entre les deux alternatives suivantes : ou faire sa demande de changement pour un poste *équivalent*, pour octobre — ou bien être déplacé d'office. Qu'il ait des torts ou non, c'est à cause de Freinet que St-Paul est troublé ; l'administration ne laissera pas ces troubles se reproduire.

L'I.A. ayant, de plus, sous la pression réactionnaire, retiré à Freinet l'autorisation de s'occuper des candidats, les partisans de Freinet ont décidé de faire une semaine de grève qui a pleinement réussi. Sur 28 inscrits, 13 à 15 élèves fréquentent la classe — comme au temps où Freinet travaillait. Les parents sont bien décidés à l'action. Soutenez-les ! Le 25-5-33.

Pétition. — Un comité comprenant nos amis : Alziary, Bourguignon, Daniel, Leroux, Roger, Rach, toutes tendances syndicales réunies, vient de prendre l'initiative d'une vaste pétition nationale en faveur de Freinet. Tous nos adhérents recevront, par leurs soins listes et instructions. Nous comptons sur eux.

Quand donc le Ministre finira-t-il de parler de l'Instituteur freudien ?

Au cours de la séance du 12 mai (Officiel du 13 mai), le Ministre de l'Education Nationale a été amené à répondre sur notre cas à divers interpellateurs. Voici ses paroles et actes :

M. Anatole de Monzie. — A St-Paul de Vence, un instituteur pratique des méthodes freudiennes. Je l'ignore jusqu'à ces derniers mois ; je n'ai pas de rapport ; rien ne me le signale ; un scandale me l'apprend. Je demande une enquête. Aux fins de quoi ? Aux fins de censure. Une enquête portant sur quoi ? Sur des méthodes pédagogiques. Pourquoi la censure ? Parce que, pendant des années, l'instituteur a mis en pratique ses méthodes, au vu et au su de tout le monde, qu'il a été encouragé et félicité par des personnes dont le nom fait autorité, et qu'il a été, dans la grande presse de gauche et du centre, l'objet de véritables louanges pour la mise en œuvre de procédés pédagogiques dont l'originalité et l'efficacité auraient dû susciter des réserves.

Ce maître d'école était hissé sur une espèce de pavoi d'admiration corporative. Si, pendant les trois années précédentes, il avait bien été visité par l'Inspecteur primaire, il n'avait jamais été régulièrement inspecté parce que la gloire locale lui servait de bouclier. C'était un espèce d'idole primaire de la Côte-d'Azur à laquelle on n'osait pas toucher. — (Hilarité).

Je l'ai donc déféré au Conseil départemental pour des faits relatifs à sa classe, vous m'entendez bien, pour des motifs tirés de son enseignement, ainsi que j'en ai le droit et le devoir. Croyez-vous qu'à partir de ce moment j'ai été l'objet d'attaques plus vives à l'extrême-gauche ? En aucune façon. Tandis que M. Gautherot, avec beaucoup de bonne grâce et de bienveillance flatteuse, parle de mon humanisme (on l'appelle humanisme et on traduit dillettantisme). On prétend que je n'ai pas exercé les rigueurs de mon contrôle et que j'ai réglé l'affaire aux moindres frais de sanction.

Alors que pendant tant d'années, on a ignoré, j'ai, moi, signalé, j'ai poursuivi, j'ai fait censurer ce que je trouve regrettable et faux du point de vue pédagogique, parce que tel était mon devoir. Et c'est moi qui y aurais manqué ? Non ! il y a une limite ».

Nous soulignons, dans cette déclaration, deux faits capitaux, dont le premier surtout a une importance exceptionnelle :

1° Le Ministre demande une enquête : avant même d'en connaître les résultats, il en fixe la sanction : la peine de la censure.

« J'ai fait censurer », dit-il, tout comme un ministre de la justice dirait : « J'ai fait infliger 6 mois de prison ».

Mais alors, que devient la souveraineté du Conseil départemental ? Que vaut cette parodie de justice, cette illusoire garantie ?

Nous nous demandons d'autre part quelle est la pression scandaleuse qui a contraint un directeur d'Ecole Normale à se déjuger à trois semaines d'intervalle. C'est avec quelque peine que nous constatons que c'est le Ministre *lui-même qui a donné des ordres précis à mes juges.*

Et quand nos amis demandaient au Ministre de rapporter la peine de la censure, le Ministre objectait que c'était le Conseil départemental statuant souverainement qui avait jugé.

2° La peine de la censure contre moi aurait, aux dires du Ministre, été acceptée sans récriminations par la gauche et critiquée seulement par la droite. Quelle gauche, quels groupements, quels partis ont ainsi, tacitement, approuvé le Ministre ? Les journaux se sont tus certes, mais que ne fait-on état de tous les ordres du jour votés, de toutes les interventions suscitées ?

Quant à la droite, certes, elle ne sera contente que lorsque, après avoir cédé, tant dans l'Affaire Freinet que dans les affaires semblables, le Ministre de gauche lui-même aura cédé sa place, ou changé à nouveau d'étiquette.

En face de semblables procédés, ce n'est plus seulement le cas Freinet qui est posé, mais toute la légalité administrative des instituteurs.

Ceux-ci se doivent de réagir !

C. FREINET.

Saint-Paul, pays des grèves

La presse réactionnaire a parlé longuement de la grève scolaire organisée à Saint-Paul par le Maire lui-même et qui a, pendant cinq mois agité la population. Grève toujours partielle malgré les pressions les plus scandaleuses puisque Freinet a toujours eu dans sa classe 15 élèves sur 28 inscrits.

On parle moins d'une autre grève, bien significative pourtant : la grève religieuse.

Le curé a scandaleusement pris parti en faveur des royalistes, des gros propriétaires fonciers, des tenancières de maisons louches. Lors de la manifestation du 24 avril, il a prêté lui-même — il dit maitenant qu'on les lui a volées — les crécelles sacrées du Vendredi-Saint qui ont mêlé leur grincement mélancolique à une des plus écœurantes manifestations qu'on ait jamais vue.

Tous les habitants sincères sont édifiés, même s'ils étaient d'honnêtes croyants et de fidèles pratiquants.

Résultat : Depuis le 25 avril aucun des partisans de Freinet ne va plus à la messe; leurs enfants ne vont plus ni aux offices ni au cathéchisme ; nul d'entre eux ne paiera le denier du culte. Une pétition circule dans le village demandant le départ d'un curé qui n'a su que semer la haine là où il devait apporter l'apaisement et l'amour.

Devant ce scandale, la réaction recommence à hurler contre Freinet. Mais les partisans de l'Instituteur sont prêts aussi à la lutte et sauront suppléer s'il le faut aux lois défaillantes.

Nous croyons savoir que si des apaisements ne sont pas apportés incessamment aux partisans de Freinet, ceux-ci organiseront à leur tour la grève scolaire. Et la situation sera retournée. La deuxième moitié de l'effectif, brimée depuis cinq mois, demandera, par la force, le respect de la légalité et le maintien à St-Paul de Freinet.

Il ferait beau voir qu'un gouvernement républicain soit indulgent jusqu'au scandale pour les fauteurs de troubles et qu'il réserve aux honnêtes gens, aux fidèles démocrates les rigueurs de la loi.

EXPOSITIONS

Au moment où les milliers d'instituteurs ont les yeux fixés sur nous, il est de notre devoir de tenter un puissant effort de propagande.

Nous demandons à tous nos adhérents de préparer, dans chaque département, une ou plusieurs expositions pédagogiques au cours desquelles on fera tout à la fois connaître la vérité sur les événements de St-Paul ainsi que la technique et les réalisations qui les ont suscités.

Nous nous tenons à la disposition des camarades, des Syndicats, des diverses associations pour envoyer aux meilleures conditions possibles tous documents d'exposition et de vente.

Le Congrès de l'Imprimerie à l'Ecole A SAINT-PAUL

Je remercie tous les camarades qui, dans l'espoir de renforcer notre défense, ont manifesté à maintes reprises leur désir de se rendre à Saint-Paul.

Nous croyons devoir aujourd'hui porter à la connaissance de nos adhérents la proposition de notre ami Wullens, de Paris.

Wullens écrit :

— Que penses-tu du *Congrès de l'Imprimerie à l'Ecole à Saint-Paul*, cette année, tout de suite, le premier ou le 2 août, avant les Congrès syndicaux ?

J'en pense que ce serait effectivement la meilleure des réponses aux calomnies et aux attaques dont nous avons été l'objet, mais que la réalisation, loin des Congrès syndicaux, en est délicate.

Mais voilà qui arrangerait tout : le Syndicat de la Gironde a demandé au Bureau Fédéral de la Fédération de l'Enseignement d'organiser exceptionnellement le Congrès Fédéral à Nice avec pélérinage à St-Paul.

Nous tiendrons alors, normalement, notre Congrès à Saint-Paul.

Nous vous demandons instamment d'insister auprès des syndicats pour que cette proposition soit retenue.

Pour le cas où elle ne serait pas acceptée, nous demandons cependant à nos camarades de nous faire connaître leur avis sur la proposition Wullens, de toute urgence.

C. F.

Où en est l'affaire FREINET

Depuis la grève de protestation d'une semaine des élèves favorables à Freinet, c'est, à Saint-Paul, le calme provisoire. Mais nous savons, par expérience, qu'il n'y a rien de plus dangereux que ce calme factice : c'est le moment où jouent les influences décisives capables d'arracher subrepticement les mesures désirées.

Aussi ne sommes-nous pas restés inactifs. Je suis allé le 2 juin faire à Marseille une conférence pédagogique sous les auspices du Groupe d'Education nouvelle fondé par notre camarade Mlle Fouquet.

Le 8 juin, j'ai parlé à une importante conférence organisée à Paris par l'Association des Ecrivains et Artistes Révolutionnaires, sous la présidence effective du Dr Wallon. Marceau Pivert y a rappelé avec succès les graves événements de St-Paul.

La portée de cette conférence à laquelle assistaient de nouveaux instituteurs, écrivains, artistes, et intellectuels de diverses tendances, sera certainement très grande.

Le 15 au soir, je parlai à Perpignan devant tout ce que la ville compte d'hommes de gauche, répondant à toutes les organisations unies pour la défense de l'Ecole.

D'autres réunions sont prévues, à Lyon, Lille, etc...

Dans chaque département nos camarades poussent les organisations diverses à la préparation d'importantes réunions.

En même temps circule dans toute la France la pétition ci-dessous. Les camarades qui ne l'auraient pas reçue sont priés de la reproduire pour la faire signer par tous les instituteurs de leur connaissance.

8506 signatures recueillies

CIRCULAIRE

Afin de montrer que l'effort de Freinet et l'œuvre de la Coopé répondent à une réalité profonde et vivante, nous avons entrepris de lancer une vaste pétition.

Le texte est assez simple et assez net pour rallier tous les amis de l'Ecole : collègues, pères de familles, hommes politiques, etc...

Nous leur demandons seulement une adresse de sympathie et de soutien moral.

Vous vous efforcerez de diffuser cette pétion par tous moyens que vous jugerez efficaces, de réunir le plus grand nombre de signatures que vous retournerez à Alziary, instituteur, Le Thoronet (Var). Entre autres modes de diffusion, utilisez l'insertion dans les bulletins syndicaux. ans une circulaire spéciale vous pourrez donner des précisions à ceux que vous touchez.

COMITE D'ACTION EN FAVEUR DE FREINET ET DE SON ŒUVRE

Tous les instituteurs connaissent aujourd'hui les événements de St-Paul.

Il est superflu aussi de présenter Freinet.

Mais les événements de St-Paul ont débordé aujourd'hui et le cadre local et la personnalité même de Freinet. C'est toute la légalité scolaire si chèrement acquise qui est en cause ; ce sont les réalisations d'éducation nouvelle dans les écoles populaires qui sont en danger. C'est un instituteur, parmi les meilleurs qui est brimé et sera bientôt déplacé parce qu'il a osé faire face à la meute réactionnaire.

Il ne s'agit là ni de parti ni même d'opinion syndicale : Tous les éducateurs, quels qu'ils soient, et quelles que soient par ailleurs leurs opinions, doivent protester contre un état de fait déplorable. Il faut absolument que, derrière Freinet, tous les instituteurs marquent leur volonté d'action.

Freinet, qui est un des animateurs de la Coopérative de l'Enseignement, dans laquelle travaillent en toute camaraderie des éducateurs de toutes tendances, doit sentir autour de lui, aujourd'hui, l'appui de tous ceux qui se réclament de la laïcité et de la démocratie.

Le Bureau du Comité :

M. Bourguignon, instituteur à St-Maximin-la-Ste-Baume, Var, militant de la Fédération de l'Enseignement ;

H. Alziary, instituteur, Le Thoronet (Var), militant du Syndicat National.

J. Roger, instituteur à Camphin-en-Pévèle par Baissieux, Nord, animateur des Amis de l'Ecole Nouvelle du Nord ;

Leroux, instituteur à Sandouville, Seine-Inférieure, militant du Syndicat National ;

Daniel, Instituteur à Trégunc, Finistère, Militant de la Fédération de l'Enseignement ;

Ruch, instituteur à Domfessel ,Bas-Rhin.

PETITION NATIONALE EN FAVEUR DE FREINET

Les soussignés :

Pour réclamer le respect de la légalité scolaire ;

Pour assurer la défense de l'Ecole laïque ;

Protestent contre les événements de St-Paul ;

Assurent Freinet de leur sympathie agissante.

Educateur Prolétarien
N° 9 juin 1933

une des nombreuses feuilles de pétition ...

1072-1084

PÉTITION Nationale en faveur de FREINET

Les soussignés :

Pour réclamer le respect de la légalité scolaire ;
Pour assurer la défense de l'Ecole laïque ;
PROTESTENT contre les évènements de SAINT-PAUL ;
ASSURENT Freinet de leur sympathie agissante.

NOM	QUALITE	COMMUNE	DEPARTEMENT	SIGNATURE
Banti	Employé au P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Vidal	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Clauzier	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Jean	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Gietzen	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Ozil	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Andras	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Milani	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Vaille	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Marre	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Guintrand	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Sirvent	P.L.M	Avignon	Vaucluse	
Valle	P.L.M	Avignon	Vaucluse	

Ceux qui violent la loi ont raison

Le Maire de Saint-Paul triomphe : FREINET est déplacé d'office !

L'action en faveur de Freinet commençait à se manifester sérieusement en France.

Le 8 juin à Paris, Freinet parlait devant une salle comble d'instituteurs, d'intellectuels et d'écrivains ; le 15 il était à Perpignan reçu par toutes les organisations de gauche. Lyon, Lille, Tours, préparent des manifestations.

Il fallait arrêter cette action par un coup de force. Le coup de force vient d'être décidé. Freinet est déplacé d'office.

Mesure administrative, prise d'ordinaire par le Préfet, en accord avec l'Inspecteur d'Académie, mais, en l'occurence, il est certain que ces fonctionnaires ne font qu'obéir aux ordres du Ministre qui a jugé le moment venu de donner satisfaction à la réaction.

Voici la notification officielle du Préfet et la réponse de Freinet :

LETTRE DU PREFET
(21 juin 1933)

« Le 28 février dernier, le Conseil départemental devant lequel je vous avais déféré, vous a infligé la peine de la censure.

Depuis, les incidents qui se sont produits à St-Paul le 24 avril et les raisons qui les ont déterminées, votre attitude incorrecte vis-à-vis de votre administration, l'agitation que vous tentez de maintenir dans la commune, la réunion à laquelle vous êtes allé participer à Paris, dans la pensée d'une revanche sur la condamnation prononcée contre vos méthodes pédagogiques par le Conseil Départemental ont dû être considérées par M. l'Inspecteur d'Académie et par moi-même comme autant de raisons pour que, dans l'intérêt même de l'école laïque que vos agissements risquent de compromettre, vous ne soyez pas maintenu à Saint-Paul.

Pour ces raisons et sur la proposition de M. l'Inspecteur d'Académie, j'ai décidé votre déplacement d'office.

Conformément à la circulaire de M. le Ministre de l'I.P. du 6 avril 1906, un délai de cinq jours, du lundi 26 juin au vendredi 30 juin inclus, vous est fixé pour présenter s'il y a lieu, par écrit, vos justifications ».

■■■■■

REPONSE DE FREINET
(24 juin 1933)

Monsieur le Préfet,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 21 juin et de vous présenter la justification autorisée par la loi.

1° Le 24 avril, étant dans l'exercice régulier de mes fonctions, ayant la garde de 14 élèves (la moitié exactement de l'effectif) j'ai été *assailli* en classe par une manifestation organisée et conduite par M. le Maire de St-Paul lui-même, manifestation dont les autorités sur divers degrés, et M. le Ministre de l'E.N. étaient prévenus.

Ma vie, la vie de ma famille et de mes élèves ont été en danger du fait de la violation flagrante et ouverte de la loi par un magistrat municipal.

J'ai d'ailleurs porté à diverses reprises, contre M. le Maire de Saint-Paul, des accusations très précises pour violation des lois scolaires et municipales. Un groupe important de parents d'élèves a porté ces mêmes accusations d'une exceptionnelle gravité, dans une lettre à M. le Ministre, rendue publique par le « Petit Niçois ».

C'est M. le Maire de St-Paul qui enfreint ouvertement les lois laïques et républicaines, et c'est moi que vous punissez, puisque, Monsieur le Préfet, vous inscrivez en tête des motifs de la sanction envisagée contre moi cette manifestation scandaleuse dont *j'ai été la victime.*

2° *Mon attitude incorrecte vis à vis de mon administration.* — Je demande que me soient communiqués les avertissements ou les blâmes qui m'ont été adressés de ce fait. Personnellement, je n'ai reçu qu'un rappel à l'ordre de M. le Ministre pour non observation de la correspondance par la voie hiérarchique.

3° *L'agitation que je tente de maintenir dans la commune.* — Le jour de la manifestation violente du 24 avril, après avoir conseillé à nos partisans le calme et la dignité, j'ai consenti une mesure de sagesse qui aurait ramené la paix dans St-Paul si les éléments réactionnaires n'avaient continué dans le village une agitation dont, sans preuve, vous m'accusez d'être l'instigateur.

Je n'accepte pas d'être condamné sur des allégations *calomnieuses.* J'attends des faits qui prouveront que, à quelque moment, j'ai essayé de faire dans le village une agitation nuisible à l'école.

4° J'accepte encore moins l'accusation d'être allé participer à Paris à une réunion « *dans la pensée d'une revanche sur la condamnation prononcée par le Conseil départemental.*

Appelé à prendre la parole à Paris dans une conférence pédagogique organisée en dehors des partis politiques et placée sous la présidence du Pr. Langevin, présidée effectivement par le Dr Wallon, j'ai lu un exposé que j'ai, à dessein, placé au-dessus des basses considérations dont vous m'accusez. Et je tiens à votre disposition le duplicata

de ce discours qui est resté, jusqu'au bout, strictement pédagogique, sans même une allusion aux brimades dont je suis victime.

5° *Condamnation prononcée contre mes méthodes pédagogiques par le Conseil départemental.* — Je relis en vain l'arrêté de censure :

« Considérant que M. Freinet a accueilli, laissé écrire et imprimer des textes de rédaction libre qu'il aurait dû écarter pour les soustraire à l'attention des élèves ;

Constatant en outre que, par la publicité qui leur a été donnée, ces textes ont provoqué une émotion préjudiciable à l'école ;

Je ne vois dans ces considérants aucune désapprobation de nos méthodes pédagogiques, méthodes que M. l'Inspecteur d'Académie lui-même a déclaré n'avoir été nullement visées dans cette affaire.

Je suis persuadé qu'aucune des raisons mentionnées dans votre notification ne peut autoriser l'action administrative présentement engagée contre moi.

Quant à savoir si ma présence à St-Paul risque de compromettre l'école laïque, il me suffira de caractériser les partis en présence :

CONTRE MOI :

Les royalistes ;

Le curé et tous les cléricaux, gens sans enfants, tous adversaires jurés de notre école ;

Le journal « L'Eclaireur d eNice », qu'il est inutile de caractériser.

POUR MA DEFENSE :

A Saint-Paul : Tous les hommes libres — et ils sont nombreux encore — de quelque nuance politique qu'ils se réclament.

Dans la France : Tous les partis politiques de gauche;

La Ligue de l'Enseignement, qui, en son congrès d'Avignon, a émis un vœu en ma faveur ;

La Ligue des Droits de l'homme ;

Tous les Syndicats d'Instituteurs, et surtout l'immense majorité des instituteurs et institutrices qui signent actuellement, par milliers, une pétition que nous adresserons bientôt à M. le Ministre.

M. l'Inspecteur d'Académie lui-même qui me disait récemment dans son bureau : « Oui, on voit bien maintenant que c'est une attaque contre l'école laïque, mais l'administration ne peut pas agir politiquement.

Vous pouvez, Monsieur le Préfet, prendre contre moi la sanction que vous envisagez. Je ne puis admettre sans les plus vives protestations que vous prétendiez justifier par l'intérêt même de l'école laïque une mesure que la réaction accueillera demain avec des cris de triomphe, mais dans laquelle tous les hommes libres verront une des plus graves atteintes à l'école populaire laïque et républicaine ».

A TOUS LES AMIS DE L'EDUCATION NOUVELLE DE REAGIR !

Nous défendrons FREINET

Nous sommes heureux de publier la belle et digne déclaration des « membres du Syndicats de l'Enseignement de l'Ardèche adhérant à l'Imprimerie à l'Ecole », déclaration parue récemment dans l'Ardèche Socialiste *et dont nos camarades pourraient un peu partout, utilement, s'inspirer pour la rédaction des protestations qu'ils ne manqueront pas de faire :*

NOUS DEFENDRONS FREINET

A bas le fascisme et ses complices !
Pour une éducation libérée

L'affaire Freinet vient d'entrer dans une nouvelle phase particulièrement aiguë.

Une véritable émeute a été organisée le 24 avril, à St-Paul, par le maire avec la complicité de la Préfecture ordinairement chargée d'assurer l'ordre. Notre camarade et ses élèves ont été menacés par une horde hurlante chauffée à blanc : on connaît les faits : menaces de mort, pierres lancées, vitres brisées, l'attitude énergique de Freinet appuyé par les parents d'élèves qu'on n'a pas réussi à égarer.

Puisque dans cette affaire le Gouvernement entend laisser agir à leur guise, royalistes, fascistes et calotins fanatiques, puisqu'il leur apporte ainsi un encouragement très net « à remettre ça », nous dénonçons le sabotage ainsi accentué de l'école laïque par ce Gouvernement en général et par le ministre de l'Education Nationale en particulier. Nous avons maintes fois défendu l'école laïque alors que les Gouvernements — qui ne la connaissent que pour la mobiliser à leur service — la laissaient tomber. Aujourd'hui nous sommes prêts à la défendre contre eux.

Naguère en Ardèche, lors de l'affaire Paya, les gendarmes étaient mobilisés pour protéger un Mangin ; les flics assurent la sécurité de Citroën. Mais la « force armée « représentée par deux gendarmes était à St-Paul pour toute autre chose que pour défen-

dre Freinet. De cela d'ailleurs, pouvons-nous nous en étonner ?

Non seulement les pouvoirs publics n'ont pas essayé d' « assurer l'ordre», mais ils ont pris parti contre l'école, contre Freinet et pour les fascistes et leurs troupes fanatisées.

Daladier sait bien dire qu'il assurera la liberté de la rue. Mais a-t-il fait assurer par le Préfet, ainsi qu'il le devait, le libre fonctionnement de l'école publique de St-Paul ? *Oui* ou *non*. Le maire doit assurer le respect des lois et règlements et veiller à ce que les obligations de la commune en matière scolaire soient remplies. L'a-t-il fait ? *Oui* ou *non*.

Préfet et maire *ont fait le contraire*.

Le préfet a toléré la manifestation et le Maire en a pris la tête. *Si le Gouvernement n'était pas complice, préfet et maire seraient immédiatement révoqués.*

Bien plus, le ministre cherche maintenant à déconsidérer Freinet. A propos du mouvement d'éducation nouvelle que représente Freinet, M. de Monzie parle « d'errements pédagogiques ». « Il a cru devoir mettre fin à ce qui pouvait paraître de la complaisance administrative ». Enfin, il qualifie de « louanges étourdies » les appréciations portées sur l'Imprimerie à l'Ecole par des personnalités et des chefs qui sont tous fort loin de pouvoir être suspectés de « communisme ».

Nous indigner ? Pourquoi ? C'est dans l'ordre.

Seulement nous entendons riposter.

Si demain les fascistes, encouragés par l'appui tacite des soi-disant « démocrates », espèrent développer leur action et s'essayer ailleurs, nous les prévenons, eux et leurs complices, que nous ne nous laisserons pas faire.

Pour commencer et sans préjuger de notre attitude à venir, nous proclamons notre entière solidarité avec Freinet. Partisans convaincus de l'Imprimerie à l'Ecole et préoccupés nous aussi de rechercher les meilleures méthodes d'éducation, décidés plus que jamais à ne pas nous faire les propagandistes des dogmes capitalistes à l'école, nous déclarons que sans un minimum de liberté pédagogique, l'instituteur est dans l'impossibilité de bien accomplir sa tâche.

Si on nous refuse cette liberté, nous la prendrons.

D'autre part, nous manifesterons plus énergiquement que jamais contre le sabotage officiel de l'école constitué par les suppressions de postes, les créations urgentes non effectuées, les menaces que renferment certains projets de soi-disant réorganisation, les règlements inappliqués et les attaques fascistes tolérées. Nous en appellerons à la classe ouvrière et paysanne que les forces de régression essaient d'empoisonner.

Le Gouvernement laisse un grand nombre d'écoles dans un état de délabrement honteux ; il encourage les municipalités hostiles, comme celle de St-Paul, qui ne veulent pas remplir leurs obligations vis-à-vis de l'école. Dans quantité d'écoles, le matériel d'enseignement est rassemblé par le maître et en grande partie à ses frais. Et voilà que lorsqu'un maître emploie toute son activité à la recherche du mieux, au lieu de l'encourager, on le laisse abattu ! Alors si le Gouvernement ne veut pas nous donner les moyens et les outils qui nous sont nécessaires, nous entendons nous opposer par tous les moyens à ce qu'il sabote ce que nous nous sommes créés.

Les Gouvernements aussi bien de gauche que de droite, ont suffisamment montré qu'ils ne sont là que pour faire obstacle au progrès pédagogique et brimer les maîtres qui s'en font les pionniers.

(« L'Ardèche Socialiste ».)

Les Membres du Syndicat de l'Enseignement de l'Ardèche adhérant à l'Imprimerie à l'Ecole.

Freinet vient d'être déplacé d'office et nommé à son ancien poste, Bar-sur-Loup. La Coopérative continue à St-Paul où il faut adresser toute la correspondance personnelle ou non.



Malgré tout : espoir et réconfort !

Pendant sept ans, humblement, patiemment, nous avons travaillé à perfectionner nos techniques, à les adapter aux nécessités scolaires et sociales contemporaines.

Nous n'avons jamais crié au miracle. Nous n'avons jamais eu la prétention à aucun moment de présenter l'Imprimerie à l'Ecole ou telle autre technique nouvelle comme la baguette magique qui allait transformer l'école et la société...

...Que nous soyons parvenus, sans propagande spéciale, par le simple désir communicatif de sortir enfin de la routine et de se donner généreusement à un idéal, à grouper plusieurs centaines de camarades enthousiastes est une des plus réconfortantes victoires que nous ayons remportées sur la faiblesse et la tradition.

Et d'avoir vu, au cours des récents événements, ce groupe compact et uni se dresser spontanément pour la défense vigoureuse de l'œuvre attaquée, nous console de toutes les trahisons et de toutes les capitulations dont nous avons eu, hélas ! aussi, le spectacle...

...C'est sans grande surprise et même sans rancœur que nous assistons à des spectacles depuis longtemps prévus et attendus.

Mais ce que la réaction n'avait certainement pas prévu, c'est cette gigantesque propagande dont la violence même nous attire d'instinct la sympathie des ouvriers, des fonctionnaires et des intellectuels qui s'initient ainsi, brusquement, à des questions dont nul à ce jour n'avait daigné s'occuper.

Ce n'est pas seulement l'imprimerie à l'Ecole qui étend son rayonnement, ce sont nos principes même d'éducation nouvelle prolétarienne. Des problèmes jusqu'à ce jour agités dans notre groupe exclusivement sont portés d'emblée, et avec quelle passion ! devant le grand public : l'idée de l'expression libre, de l'éducation libérée au maximum de l'emprise politique et basée sur la vie et les besoins de l'enfant, ont fait et font, en quelques mois des pas de géant.

Seul un événement semblable était susceptible de remuer la torpeur cristallisée autour de l'école traditionnelle; seul il était en mesure d'imposer à l'esprit des parents la nécessité d'une lutte immédiate sur le plan éducatif, pour la rénovation sociale.

J'ai été amené à parler récemment à Marseille, à Paris, à Perpignan, à Lyon, à Lille, devant un public d'éducateurs, de fonctionnaires et d'ouvriers. Partout ce que j'ai dit de nos techniques a passionné l'assistance et c'est avec une joie spéciale que j'ai toujours constaté à quel point les ouvriers étaient frappés et intéressés.

Après avoir travaillé longuement à polir et perfectionner nos techniques, voici maintenant que, dépassant ce cadre étroit et toujours un peu décevant des éducateurs, nous les imposons à la grande masse des parents qui comprennent d'instinct les vérités simples et lumineuses que nous leur offrons.

Notre graine est lancée. Nous avons certes notre besogne à continuer malgré tout, mais il n'appartient plus à nos ennemis d'empêcher que la vérité et le progrès poursuivent leur chemin.

Il y a des chocs qui sont inévitables et salutaires. Qu'importent les vicissitudes de l'heure ? L'essentiel est que l'idée marche et que, par notre modeste effort, nous contribuions à la lutte décisive que l'histoire impose à nos générations.

C. FREINET.

Une Ecole nouvelle à Saint-Paul

Après la reculade totale et définitive des pouvoirs publics et du Ministre, les buts de la réaction sont atteints : Freinet, chassé de St-Paul, trouvera partout, ou qu'il aille, des ennemis décidés à protester contre ses innovations.

Nous savons bien que, dans des centaines d'écoles, les idées de Freinet sont maintenant connues et appliquées. Il ne s'agit pas là d'une pédagogie fixée et codifiée, mais bien plutôt d'un courant qui doit se continuer en s'emplifiant, en se précisant.

Un tel courant a besoin d'animateurs et de réalisateurs. Freinet ne peut s'éloigner de l'école. Si les écoles publiques lui sont pratiquement fermées, il nous appartient de permettre à son activité pédagogique de s'exercer tout de même, de la façon la plus utile à l'école et aux éducateurs.

C'est dans ce but que la Coopérative de l'Enseignement laïc a décidé l'ouverture d'une école nouvelle dans laquelle seraient mis en pratique les principes, les théories, les techniques du groupe dont Freinet est l'animateur.

Cela ne signifie point que nos techniques prennent désormais une orientation nouvelle : nous continuons à penser que notre rayon d'action véritable est l'école publique et que c'est au sein de cette école publique que nous devons œuvrer.

L'école nouvelle que nous voulons ouvrir ne sera en ce sens qu'une école populaire perfectionnée au maximum dont les enseignements aideront les instituteurs à adapter nos techniques à leur enseignement et à poursuivre leur besogne émancipatrice.

***

Cette école nouvelle :

— Sera un internat à la campagne, dans un milieu non luxueux mais propre et sain.

— On y surveillera tout spécialement la nourriture et la santé des enfants. La vie en sera réglée selon les principes naturistes : eau, soleil, exercice, air pur, régime végéto-fruitarien.

— Ces enfants en bonne santé seront laissés libres de se passionner pour les occupations qui répondent à leurs besoins vitaux. Habitués à s'exprimer, à créer, à réaliser, nous voudrions qu'ils deviennent, dans leur milieu, des personnalités puissantes et originales et nous nous y emploierons.

— Cette école sera, dans toute la mesure du possible, une école du travail, en liaison avec toute la vie ambiante. Les expériences qui y seront faites pourront ensuite être répétées avec profit dans les écoles publiques de notre groupe.

— Nous voudrions que cette école soit justement comme le laboratoire dans lequel se préparerent et se préciseront — avec le concours et sous le contrôle de tous nos adherents — les réalisations nouvelles de l'école publique.

— Cette école sera mixte, pour enfants de 4 à 14 ans.

— Située dans un climat idéal, ensoleillée toute l'année, cette école sera un séjour profitable à tous points de vue.

Elle ne sera cependant ni un préventorium ni une maison de cure. En conséquence ne seront acceptés que les enfants non atteints de maladies contagieuses.

Pour tous renseignements, s'adresser à Freinet, St-Paul (Alpes-Marit.).

***

L'installation de cette école sera œuvre coopérative. Autour d'elle pourrait d'ailleurs s'organiser par la suite, diverses réalisations d'une incontestable utilité.

C'est pourquoi nous ouvrons une souscription à laquelle nous invitons tous les amis de l'école nouvelle de participer activement.

Faire les envois à C. FREINET St-Paul (Alpes-Maritimes). C.-C. Marseille 115-03.

Il est du devoir de tous de faire connaître cette réalisation nouvelle et de nous recommander aux parents qui désireraient faire bénéficier leurs enfants d'une éducation aussi rationnellement et aussi humainement comprise.

La Coopérative de l'Enseignement.

Après l'orage : A pied d'œuvre encore

Qu'on le veuille ou non l'Affaire Freinet est aujourd'hui virtuellement terminée puisque nous n'avons pu obtenir ni mon maintien à St-Paul. ni la moindre sanction contre les coupables des évènements dont nous avons été victimes.

Nous sommes vaincus politiquement : c'est un fait que nous constatons sans aucune amertume ni fausse pudeur, car nous ne nous sommes jamais fait d'illusion exagérée sur l'énergie administrative de ceux qui devraient être les défenseurs naturels de l'école.

Aussi ne nous plaignons-nous pas d'avoir été mal défendus. Au contraire. Il est profondément encourageant de considérer le nombre impressionnant d'éducateurs, de fonctionnaires, d'écrivains, d'artistes, d'hommes libres qui ont courageusement fait leur notre cause, soit qu'ils sentissent spontanément tout ce que notre œuvre apportait au progrès pédagogique, soit qu'il fussent seulement révoltés par les procédés déloyaux et iniques par lesquels ont essayait de nous abattre.

Hélas ! l'honnêteté, la droiture, la justice, la vérité, n'ont pas grand' chose à attendre dans nos sociétés soi-disant démocratiques, de la dictature de l'argent, du règne de la corruption au service des nécessités politiques et des plus viles préoccupations arrivistes. Notre affaire en aura fait la preuve éclatante, ouvrant à la réalité bien des yeux pleins encore d'illusion, et contribuant à démasquer les hypocrites adversaires de notre idéal.

Pour servir de basses préoccupations électorales, tous les hommes politiques de gauche — ceux du moins qui s'obstinent à rester gouvernementaux -- ont laissé les mains libres à un parti royaliste qui, s'appuyant sur toutes les forces réactionnaires, a, pendant plusieurs mois, violé ouvertement toutes les lois républicaines. Ah ! comme il avait raison cet avisé professeur parisien qui, au début même de l'affaire, nous disait :

— Ah ! mon pauvre... nous aurions un ministère Tardieu, je vous dirais : vous êtes sauvé... Mais avec notre ministère de gauche. vous êtes fichu. Pour faire taire la réaction, on vous livrera en pâture aux gueulards. Toute la gauche se taira.

Mais il y a plus grave : Pour la première fois dans les annales de l'enseignement une attaque violente, usant de tous moyens délictueux, au mépris le plus révoltant des lois, a réussi à punir et à faire déplacer un instituteur coupable de déplaire à la réaction— et cela sans que la moindre sanction ait seulement été esquissée contre les coupables.

Eloquent exemple !... Il signifie pour les traditionnels ennemis de l'école : ameutez contre les instituteurs une partie de la population ; circonvenez quelques parents d'élèves qui refuseront d'envoyer leurs enfants à l'école ; organisez s'il le faut des manifestations violentes où le sang pourrait couler ; et vous vaincrez...

L'Ami du Peuple du 22 juin pouvait avec raison lancer l'appel suivant pour organiser d'urgence une *Ligue de défense des pères de famille.*

« *But de la Ligue.* — Faire reculer la horde des instituteurs insolents. Veiller à la stricte neutralité et à la bonne tenue morale de l'enseignement primaire.

Consigne. — Attendre à la sortie de l'école tout instituteur qui aura tenté d'empoisonner l'esprit de nos enfants et... (le reste de cette consigne n'a pas été indiqué mais vous le devinez).

Résultats à atteindre. — Sans doute l'instituteur portera plainte, mais que fera le ministre devant ces faits mille fois répétés ? Il tiendra compte de la réaction du peuple.

Saint-Paul-de-Vence a donné l'exemple. Il est d'intérêt public que cet exemple soit suivi. »

Les municipalités réactionnaires n'ont pas même attendu cet appel pour suivre l'exemple. On verra plus loin, par la relation de l'Affaire Boyau, la répercussion directe que les événements de Saint-Paul ont eu dans les localités où se poursuit, aiguë, la lutte à mort entre l'école laïque et l'école cléricale.

Que ceux qui n'avaient pas encore vu le danger ouvrent les yeux et réagissent. Il n'est jamais trop tard. . .

***

C.F

AUTOUR DE LA COOPÉRATIVE

L'Ecole Nouvelle de la Coopérative

La nécessité où nous avions été de donner en juillet une hâtive information concernant la création prochaine de cette école, ne nous avait pas permis de nous expliquer avec une suffisante clarté. Il en était résulté divers malentendus qui se sont fait jour — et ont été aplanis — à notre Congrès de Reims.

Le bruit s'est répandu d'abord — avec une hâte inconsidérée — que je quittais l'enseignement public pour créer une école privée.

Il n'a jamais été dans mon idée d'abandonner aussi à la légère l'enseignement public. Je crois avoir suffisamment prouvé que je n'avais point par habitude d'agir par coup de tête ou d'obéir à un quelconque sentiment de dépit. Mais je suis en face d'un état de fait : chassé de Saint-Paul, je serai partout, dans les Alpes-Maritimes, l'indésirable, que parents et inspecteurs prévenus surveillent de très près pour l'arrêter au moindre geste non conformiste. Ne parlons pas d'expérience pédagogique : le seul fait de laisser les enfants choisir lur place en classe est susceptible, selon l'avis de l'Inspecteur d'Académie, de « choquer les parents d'élèves ». Il me sera peut-être même impossible d'employer régulièrement l'imprimerie qui « choque aussi des parents qui n'ont rien connu de ces techniques étant enfants ».

Je sens pourtant, plus impérieux encore que jamais, le besoin de continuer les expériences qui nous ont mené à la technique actuelle. C'est pourquoi j'ai pensé à la création d'une école dont je ne serais pas forcément le directeur ni le professeur, mais dans laquelle je pourrais suivre de près l'évolution des essais jugés nécessaires.

J'ai vu la possibilité matérielle de créer cette école : j'en ai lancé l'idée que nous nous appliquerons à réaliser...



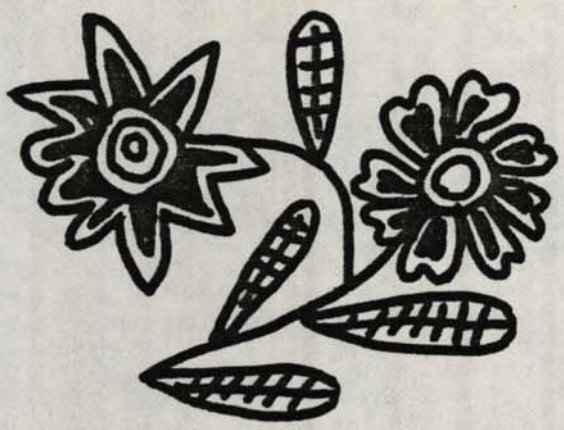
..Nous accepterons tous les enfants dont les parents, connaissant nos buts, approuvent nos efforts. Nous ne renierons rien de nos principes pédagogiques, mais nous disons d'avance que nous entendons rester en plein cœur du mouvement pédagogique, que notre école nouvelle sera une école nouvelle prolétarienne ou elle ne sera pas.

***

Nous n'ignorons aucun des obstacles que nous pouvons rencontrer. Nous n'irions pas plus loin dans notre projet si nous n'espérions les surmonter.

A vous de populariser l'idée de cette école, de faire connaître ce projet, de nous donner l'adresse des personnes, des groupements qui s'y intéressent — et nous réussirons.

C. FREINET.



Malgré le désir que nous aurions de ne plus parler ici de cette affaire,nous croyons qu'il est de notre devoir d'apporter les derniers éléments qui jettent un jour nouveau sur ceux qui, au lieu d'être aux côtés de Freinet comme ils le devaient, se sont ingéniés à le trahir.

Le déplacement d'office, dont nous connaissons les raisons véritables, est motivé notamment par l'« agitation que, postérieurement aux événements d'avril, j'aurais tenté de maintenir dans le village ».

Les preuves ? Nous savions qu'il ne pouvait pas y en avoir. L'administration s'est servie pour parvenir à ses buts, d'accusations calomnieuses portées contre nous par le jeune suppléant, M. Causse.

Mais comment, pourquoi, ce M. Causse que nous nous étions appliqués à recevoir fraternellement à son arrivée à Saint-Paul a-t-il rempli ce triste rôle de calomniateur et de mouchard ?

Fin juillet, j'ai demandé aux deux Syndicats de l'Enseignement de venir faire à Saint-Paul une enquête commune pour faire justice de ces accusations. Une commission comprenant trois camarades de chaque syndicat s'est rendue à Saint-Paul, le 23 juillet dernier, a entendu les jeunes suppléants, Mme Freinet et moi-même.

Une révélation importante devait lui être faite. Je cite le compte-rendu de l'enquête :

« Par lettre, l'Inspecteur primaire avait demandé à Causse de lui fournir chaque samedi un rapport détaillé sur :

La fréquentation scolaire ;
Les difficultés rencontrées ;
La discipline ;
Les leçons particulières données par qui ? Où ? Comment ? Et quand ? »

Causse s'exécute et, approuvé par la directrice de l'école de filles qui est chargée, au 2e degré, de cette surveillance, il nous *accuse* formellement :

D'avoir poussé les élèves contre lui pour lui rendre impossible toute discipline ;

D'avoir excité les parents qui sont allés le prendre à partie ;

D'avoir poussé les parents à faire faire grève à leurs enfants.

Aucune de ces accusations n'est fondée sur un semblant de preuve car elles sont de vulgaires calomnies. Je demande à l'Académie de venir enquêter sur ces faits. L'Académie refuse.

En attendant, voici, sous forme de motion adressée à l'I.A., au Préfet et au Ministre, les conclusions de la commission d'enquête :

« La Commission d'enquête comprenant des délégués des deux syndicats de l'Enseignement, après s'être rendue à Saint-Paul et avoir étudié impartialement les raisons invoquées par l'Administration pour motiver le déplacement d'office de Freinet, les juge non fondées et demande aux pouvoirs publics de revenir sur leur décision.

Elle déplore les procédés utilisés par l'Administratoin pour dresser des instituteurs les uns contre les autres pour le plus grand profit des adversaires de l'Ecole ».

Après cela nos camarades jugeront. Quand l'administration n'a pas d'arguments pour donner satisfaction aux réactionnaires ennemis de l'école, *elle organise le mouchardage* et, des renseignements obtenus elle se sert, sans en vérifier la valeur pour condamner un instituteur contre lequel elle n'avait pris aucune accusation sérieuse.

Si nous ne pouvons faire rendre justice, crions au moins notre dégoût en face de procédés qui déshonorent l'administration de l'Enseignement.

C. F.

P.S. — Je suis effectivement nommé à Bar-sur-Loup où j'ai fait classe un jour, le 29 juillet (mes anciens élèves, aujourd'hui dans la grande classe, ont, spontanément,cherché au fond des placards, notre vieux matériel d'imprimerie, reclassé les caractères et travaillé tout le jour à 4 ou 5 pour imprimer un texte que chaque élève emportait le soir. Triomphe normal et spontané de l'Imprimerie à l'Ecole !)

A l'heure où j'écris ces lignes, je ne sais pas encore le sort exact qui me sera réservé, les déclarations ministérielles contredisant les actes de l'Inspecteur d'Académie.

La situation actuelle de FREINET

Nous nous serions contentés d'avertir les quelques camarades intéressés coopérativement ou syndicalement des changements survenus dans notre situation si de nombreux camarades ne nous avaient écrit pour être renseignés à ce sujet. Voici donc :

Nommé régulièrement à Bar-sur-Loup, je suis allé y faire classe le 29 juillet, afin de m'y faire installer officiellement. Mais je n'avais nullement l'intention de m'y rendre en octobre parce que notre vie familiale et coopérative aurait été impossible.

On a dit, en effet, au Congrès du S.N., que j'avais été favorisé en obtenant Bar-sur-Loup, « dont le Maire est de mes amis politiques ».

C'est là un impudent mensonge. Le Maire de Bar-sur-Loup, quoique vaguement de gauche, n'est nullement de mes amis politiques. Mais on me connaît à Bar-sur-Loup, puisque j'y ai exercé neuf ans et lorsque l'administration demanda au conseil municipal si on m'accueillerait volontier à Bar-sur-Loup, la réponse fut affirmative

De plus, la nomination à Bar-sur-Loup est pour moi une véritable rétrogadation, donc, quoi qu'en dise le ministre, une peine disciplinaire nouvelle. C'est bien, certes, un chef-lieu de canton, mais sensiblement de même population que St-Paul. De plus, Bar-sur-Loup est à 20 km. au nord de St-Paul, à 50 km. de Nice. C'est un poste de débutant que personne ne veut tenir plus de six mois ou un an, parce que c'est effectivement un des plus mauvais postes de direction à deux classes du département.

De plus, le climat y est très humide et dangereux pour notre santé.

Voilà le poste qu'on m'offrait.

***

Malgrè mes diverses réclamations, l'administration n'a jamais voulu tenir compte du fait que j'étais gravement mutilé. J'ai donc invoqué la loi et je me suis fait mettre en congé de longue durée comme étant dans l'impossibilité, du fait de ma blessure, d'exercer dans le poste qui m'a été désigné... Je suis en congé payé pour six mois ; j'habite un logement privé à St-Paul où on peut donc continuer à m'écrire ou à me voir.

Ce congé ne résoud, certes, pas la situation difficile qui me serait faite, si j'étais obligé de rejoindre un jour Bar-sur-Loup. Nous verrons à Pâques.

Dans tous vos envois, ne jamais indiquer : Les élèves de l'école — ou l'instituteur de St-Paul — car les correspondances ainsi adressées ne m'atteindraient pas. Bien spécifier : *Freinet, St-Paul* — ou *Coopérative de l'Enseignement laïc.*

C. F.

E.P. N°5 décembre 1934

L'Affaire Freinet continue

Il faut croire que notre travail pédagogique — puisqu'il constitue, et on le conçoit, l'essentielle préoccupation de ma vie — empêche de dormir certains réactionnaires.

Au cours de mon affaire à Saint-Paul, nos ennemis affirmaient hypocritement qu'ils ne demandaient qu'une chose : mon départ de Saint-Paul. J'ai quitté Saint-Paul, je ne bolchevise plus la jeunesse puisque je suis en congé. Cela ne suffit pas, et cela montre la vérité de ce que j'affirme d'autre part que l'attaque contre l'Imprimerie à l'Ecole, là où elle se produit, n'est qu'une manœuvre hypocrite masquant mal des desseins d'une autre ampleur réactionnaire.

Avec une impudeur peu commune, s'appuyant sur une documentation erronée, un député qui se disait défenseur des fonctionnaires et des anciens combattants, élu d'ailleurs grâce à ses millions, a sommé le Ministre de supprimer le traitement de congé de Freinet et de sa femme. Bien que je n'assiste jamais, ni comme orateur ni même comme participant à aucune réunion politique, je fais, paraît-il, une propagande communiste effrénée et je menace les gouvernements.

Le Ministre a promis de passer outre aux décisions de la Commission de réforme et d'étudier la possibilité de ne pas me renouveler le congé.

A l'heure actuelle, aucune décision définitive n'a encore été prise. Mais nous ne doutons pas qu'entre récupérer quelques millions chez le capitaliste Fayssat ou quelques milles francs chez l'éducateur mutilé Freinet, le choix ne soit fait d'avance.

Nous avons répondu comme il convient à Fayssat et au Ministre. Nous ne croyons pas nécessaire de reproduire ici ces documents. Nous les tenons à la disposition des camarades qui désireraient les posséder pour une action à mener.

C. F.

Lu dans le livre d'Elise FREINET " NAISSANCE D'UNE PEDAGOGIE POPULAIRE"

****
****
*****
***
*

...Au cours de cette année scolaire 33-34, nous cherchions inlassablement un local convenable pour installer notre école nouvelle...
...C'est à VENCE, sur un côteau solitaire, que nous devions découvrir un jour l'objet de nos bien modestes rêves: une maisonnette grossièrement construite à la chaux et entourée de fourrés et de bois. Partout, l'espace libre, le silence de la vaste nature et, tout près, des voisins espagnols, las de l'usine, revenus en pleine brousse s'atteler au défonçage des terres incultes, à la plantation de la vigne et des arbres fruitiers.
Ma mère, mes frères réunirent leurs économies pour acheter le terrain et la maison.
Tout de suite, nous prenions possession des lieux. Nous avions déjà un embryon d'école puisque cinq enfants vivent avec nous parmi lesquels deux petits Israélites chassés d'Allemagne...
...Quand Freinet, après les questions primordiales des revendications sociales parlait aux paysans de l'Affaire de St-Paul, de ses méthodes, des horizons qu'elles ouvrent, il rencontrait une très grave compréhension et chez les jeunes, un grand enthousiasme:

- Nous t'aiderons à construire ton école! disaient-ils.

Et, de fait, le dimanche, des groupes de jeunes paysans et de jeunes ouvriers, venaient travailler par équipes, aidant aux constructions, défonçant les jachères, traçant les chemins dans la brousse, nous apportant l'atmosphère joyeuse de leur jeunesse, de leurs chants, de leurs espoirs. Freinet pouvait partir un matin de ces dimanches vers ses devoirs sociaux, s'en aller organiser des réunions au loin, dans les petits villages: ici, son école montait...
...Tant bien que mal, avec l'aide d'amis, de prêts d'argent à long terme, l'appui incessant de parents, nous sommes arrivés en cette fin de vacances 1935 à voir notre école debout,-Ecole prolétarienne comme le désirait Freinet, avec une majorité de fils d'ouvriers parisiens, de cas sociaux venant de l'Assistance Sociale, des fils d'instituteurs pour la plupart venus chez nous pour raison de santé, et çà et là, quatre ou cinq enfants de familles aisées arrivant parmi nous en toute confiance-...
...Début septembre, Freinet fait sa déclaration d'ouverture de classe, légalement affichée, et tout roule comme sur des roulettes puisqu'après le délai d'affichage, aucun incident administratif ne s'est produit...
...Brusquement en février 1936, une ombre au tableau! La Correctionnelle se profile à nouveau!
Raison: Ouverture clandestine d'école! Il faut encore alerter les camarades, lutter pied à pied contre une administration préfectorale hostile mais prise au piège de ses falsifications: l'ordre de fermeture d'école venu de Paris était arrivé trop tard!La correctionnelle se transforme enfin en simple tribunal de Conseil Départemental où, après une séance dramatique, Freinet se voit condamner: Refus lui est signifié d'ouvrir son école.
Qu'à cela ne tienne:

L'Ecole Freinet n'en continuera pas moins à fonctionner, malgré les visites incessantes d'inspecteurs policiers, et, au lendemain du Front Populaire, l'élan démocratique imposera à l'Education Nationale l'ouverture légale de l'Ecole Freinet...

leur témoignage

renè daniel

Comment ai-je vécu cette affaire?

Réponse difficile à formuler.

- 1933 à 1984 soit un demi-siècle

Tant d'évènements, de drames, de bouleversements...la sanction qui a mis Célestin Freinet hors de l'Ecole Publique n'occupe plus dans notre mémoire la place qu'elle allait prendre au moment de l'Affaire.

Aujourd'hui votre appel nous replonge dans l'ambiance de St-Paul en 1933 et pour répondre à votre demande nous nous appliquons à retrouver notre comportement tandis que nos amis à St-Paul - là-bas à 1000km - luttaient courageusement contre leurs assaillants...

Et maintenant nous sommes même à nous poser la question:

Cet évènement nous a-t-il surpris?
nous a-t-il atteints dans notre confiance, notre enthousiasme, notre esprit de solidarité?

Avec Célestin Freinet nous allions à contre-courant dans tous les secteurs de la vie et selon l'expression de notre " guide "
" nous vivions dangereusement "

- 1933 Le pouvoir a frappé à la tête.
Mais, après quelques années, notre organisation coopérative a résisté sans dommages.
- 1933 Le Syndicat unitaire était très minoritaire sans la garantie du " droit syndical ". Aucun contact avec le Syndicat national (syndicat de "masse").
Aucune relation avec l'Administration.
Sous le"règne" du Ministre De Monzie, quelques "pressions" formulées à l'occasion des bulletins d'inspection pour amener les camarades à l'abandon de la Pédagogie Freinet, les "maintiens d'office" lors des"mouvements, mutations "

L'opinion sensibilisée? La presse?

Des journaux de Paris: Action Française et de droite.

_1935: Célestin Freinet est installé dans son Ecole du Pioulier à Vence. Et dans les départements, les camarades continuent leur action avec le même enthousiasme.

raoul faure

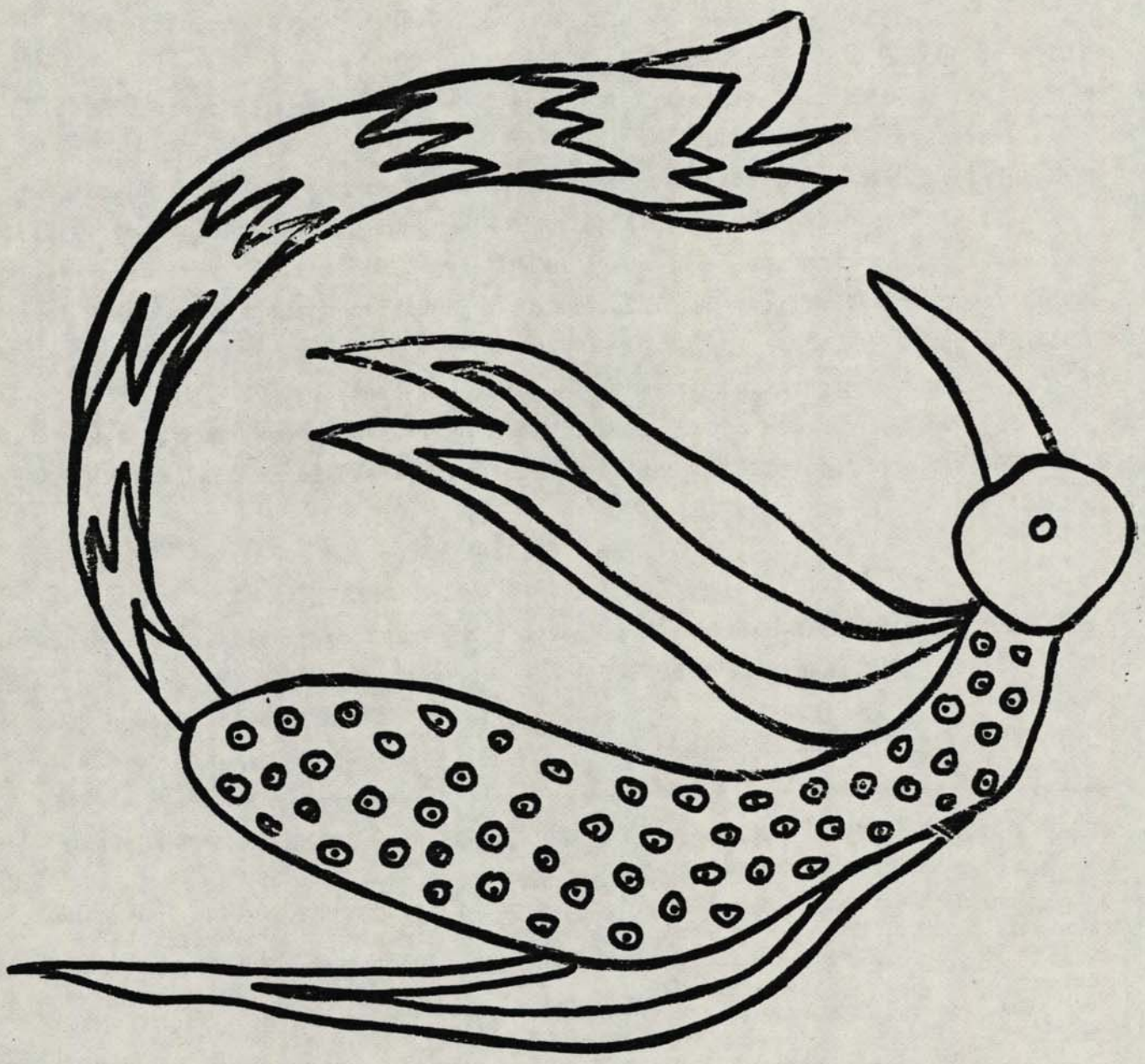
Il sera je pense difficile de faire revivre l'épopée de Saint-Paul.
A Grenoble, depuis quelques temps, l'inspecteur dont dépendait Noyarey pour les conférences pédagogiques, les examens, n'inspectait pas notre école qui dépendait du directeur de l'Ecole Normale.

Cet inspecteur écrivait dans le Dauphiné - plutôt dans le Petit Dauphinois- sous le nom de Raymond Caire, des articles en faveur de l'Ecole Nouvelle. (Les collègues nous acceptaient comme collègues à part entière.)
L'Ecole Moderne avait avec ces articles une certaine auréole.
Les incidents de Saint-Paul n'y parurent qu'en faits divers.

D'autre part, le gendre de l'ancien directeur de Noyarey, Monsieur Civatte, parlait volontiers avec nous de FREINET qu'il avait connu un an je crois à l'Ecole Normale. Il n'était pas d'Ecole Moderne, mais sympathisait avec l'homme.
Il était instituteur à Villeneuve Loubet, le pays de Pétain, et il m'apprit la stupéfiante histoire fomentée par la réaction saint-Paulaise de capturer Freinet, de le ficeler comme un fauve, l'embarquer sur une guimbarde, l'exposer aux railleries de la foule...renouvelant l'histoire du grand Ferré bien ferré. - Vraiment on a peu d'imagination chez nos ennemis -.
Heureusement que Freinet avait une vieille pétoire pour défendre ses élèves. Son énergie dérouta les attaquants. L'affaire de Saint-Paul se termina par leur déroute. Les parents d'élèves étaient avec Freinet du côté des enfants. Les autres c'étaient les " politiques ".

Nous pouvions peu pour lui venir en aide: pétitions, listes de souscriptions...des coups d'épée dans l'eau...

Le tout était de faire corps avec les FREINET, de continuer le combat, avec la nouvelle école qu'il fallait construire avec eux...



****

"DERNIERE HEURE"

****

NOTE DE MESTESA

AMIS DE FREINET

DOCUMENTATION

RAYMOND DUFOUR-LAUNAY
6, RUE JEAN RACINE
GOINCOURT
60001 BEAUVAIS
TÉL. 16 (4) 445.26.67

retranscrite par notre documentaliste qui le connaît bien.

1° L'Affaire FREINET a-t-elle été considérée par le distingué ministre Anatole DE MONZIE comme une connerie?

2° Que contenaient les circulaires que ce ministre a rédigées en 1925 (ministère HERRIOT) et 1933 (ministère DALADIER)?

3° Y a-t-il eu d'autres affaires à l'époque? Que sait-on de l'Affaire CORNEC, de l'Affaire WULLENS etc...?

4° Y a-t-il eu seulement coïncidence entre la parution des premiers "Educateur PROLETARIEN "(1-10-1932) et l'Affaire FREINET qui débuta en Décembre 1932?

5° Idem...pour la campagne de Presse à PARIS et à NICE (si bien synchronisées!)

6° Idem...pour les actions du ministère de l'Education Nationale et celui de l'Intérieur?

7° Idem... pour l'apparition courant 1932 des premières B.T. ??

Si vous désirez des réponses, écrivez à MESTESA qui vous enverra ses " HYPOTHESES" avant qu'elles paraissent dans un futur bulletin des Amis de FREINET.

Bien vôtre

MESTESA

Post-Scriptum

8° Peut-on avoir des preuves infirmant ou justifiant les Hypothèses de MESTESA?

9° CINQUANTE ANS après, y a-t-il PRESCRIPTION pour lever le secret d'Etat?

****

APPEL - APPEL - APPEL APPEL - APPEL - APPEL - APPEL - APPEL - APPEL - APPEL

Chers Amis

Pourriez-vous me faire part, dès que possible, des sujets que vous aimeriez voir traiter dans le prochain bulletin (et suivants), concernant la vie et l'oeuvre de FREINET...et tous autres thèmes susceptibles d'intéresser nos lecteurs?

Vous pourriez aussi nous envoyer vos propres informations, réflexions, etc...

Ceci donnerait à notre revue un caractère plus COOPERATIF .

D'avance merci.

Amicalement

E.Thomas

****

LA PAGE DE LA TRESORIERE

RENOUVELLEMENT DE L'ABONNEMENT

Pour vous inviter à verser le renouvellement de votre abonnement pour l'année 1984-1985, votre NOM a été souligné d'un trait VERT.

Si aucun trait ne figure sous votre NOM, c'est que vous êtes à jour.

Par contre

si votre NOM est souligné de:

- deux traits (un vert et un bleu), vous devez les années 1983-1984 et 1984-1985 soit 40 francs.
- trois traits (un vert, un bleu et un rouge), vous devez les années 1982-1983, 1983-1984 et 1984-1985 soit 55 francs.

Toutefois, ne vous formalisez pas si, venant d'effectuer récemment votre règlement, vous trouvez votre NOM souligné. Plusieurs semaines s'écoulent entre mon envoi des étiquettes-adresses pour le routage et le départ du bulletin.

RAPPEL DU TARIF DE L'ABONNEMENT

L'abonnement aux publications: " Les AMIS de FREINET et de son MOUVEMENT " pour l'année 1984-1985 reste fixé à :

20 francs
VINGT francs

(tarif fixé au Congrès de NANTERRE.)

NUMERO DU COMPTE

AMIS de FREINET
CCP 2873 13 F NANTES

INFORMATIONS ET RECOMMANDATIONS

L'adresse de la Trésorière est

Madame Marie-Louise CROCHET
9 rue de Grandvilliers
60000 BEAUVAIS

Me faire parvenir directement tout ce qui concerne la trésorerie: adhésions, abonnements, achat de bulletins parus ou de documents " AMIS de FREINET " ou de brochures " TONY L'ASSISTE " (8F port compris)ou de la BT N° 167 Un instituteur Célestin FREINET (8F port compris)

Les chèques postaux peuvent être adressés directement au Centre de NANTES.

Et surtout communiquez-moi votre nouvelle adresse si:

- Vous avez changé de poste
- Vous avez pris votre retraite
- Vous avez changé de domicile (même à l'intérieur de la même localité.)

****